TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 347 - FÉVRIER 2023

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 347

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Entre inflation, hausses des imports et de la consommation
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Marché bien orienté en Europe du Sud
- Femelles
  - Europe
    - Évolutions divergentes des cours qui restent soutenus
- Maigre
  - Les faibles disponibilités et la fermeté de la demande soutiennent les cours
- Veaux de boucherie
  - Baisse des prix des matières premières lactées
- Veaux nourrissons
  - Hausse des cours dans un contexte de forte demande

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Recul en France à contresens du dynamisme européen
- Marché des produits laitiers
  - Premiers sur le prix du lait de la baisse des cours des ingrédients laitiers
- Consommation
  - La déconsommation de produits laitiers bio perdure

Viande ovine
- France
  - La baisse des abattages soutient le marché
- UE et monde
  - Les pays exportateurs de viande ovine à la peine

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Collecte croissante fin 2022
- Prix du lait de chèvre
  - La hausse du prix du lait a été moins forte que celle des charges en 2022

Annuel Bovins Viande 2022-2023

Le manque d'offre soutient les cours

Dernière révision le 21 février 2023

Les prix des bovins finis – veaux et gros bovins – sont stables à de hauts niveaux, en réponse au manque d'offre sur le marché français. Ils restent toutefois inférieurs à leur prix de revient étant donnée la forte hausse des charges. Seules les cours des vaches laitières ont perdu quelques centimes sur les premières semaines de l'année, dans le sillage des prix européens.

La demande est ferme pour les veaux laitiers et broutards destinés à l'engraissement, que ce soit en France ou à l'export, alors que l'offre est en retrait. Les prix des bovins maigres progressent.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

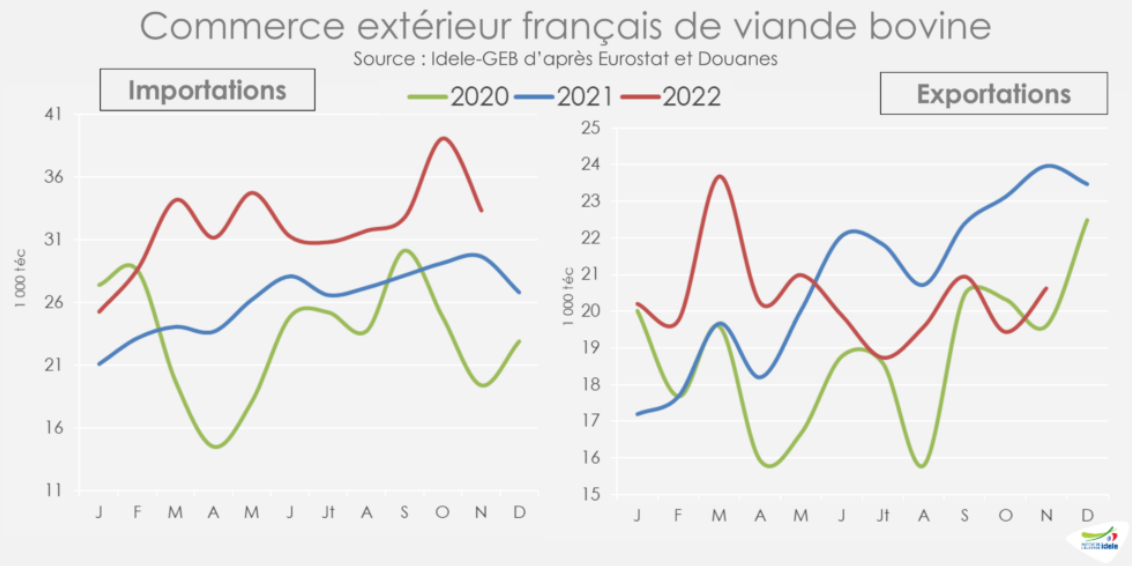
Entre inflation, hausses des imports et de la consommation

Dernière révision le 20 février 2023

La consommation calculée par bilan a fait mieux que résister sur les 11 premiers mois de 2022, mais avec moins de viande origine France. En effet, faute de disponibilités et avec la progression de la consommation en restauration, les importations françaises de viande bovine ont nettement progressé. Au détail, si les ventes ont continué de progresser en valeur alors que l'inflation restait soutenue, elles ont reculé en volume.

Des importations dynamiques et des exports limités, faute de disponibilités

D'après les **Douanes françaises sur les 11 premiers mois de 2022**, les **importations françaises** ont affiché un net progrès, dépassant le niveau d'avant pandémie. Elles ont dépassé les 353 000 téc (+23% /2021, +38% /2020, mais aussi +15% /2019 et +17% /2018). Sur la même période, avec des abattages français limités, les **exportations** ont atteint 224 000 téc, en léger recul par rapport à l'année dernière (-1% /2021, mais +10% /2020, +7% /2019 et = /2018).

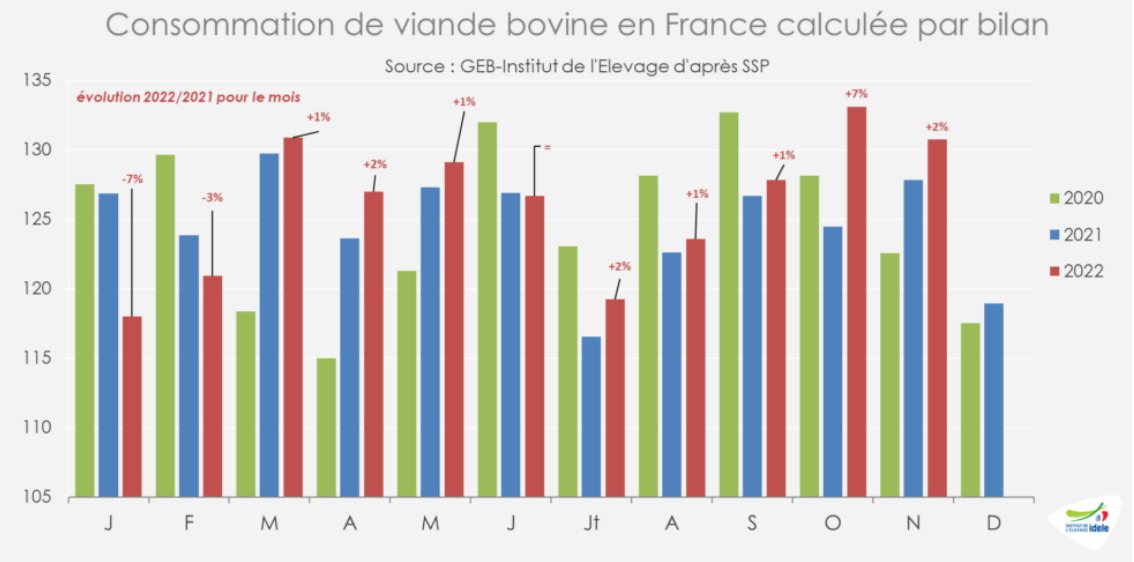


Côté **import**, toutes les origines sont concernées par la hausse sur 11 mois, sauf la Belgique (-11% /2021). Côté **export**, les envois de viande bovine française sur 11 mois vers le trio de destinations historiques étaient en retrait : Italie (-4% /2021), Allemagne (-12%) et Grèce (-12%). Seuls les envois vers les Pays-Bas avaient progressé (+72%). Attention toutefois, la progression des échanges avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas est partiellement liée à 2 facteurs :

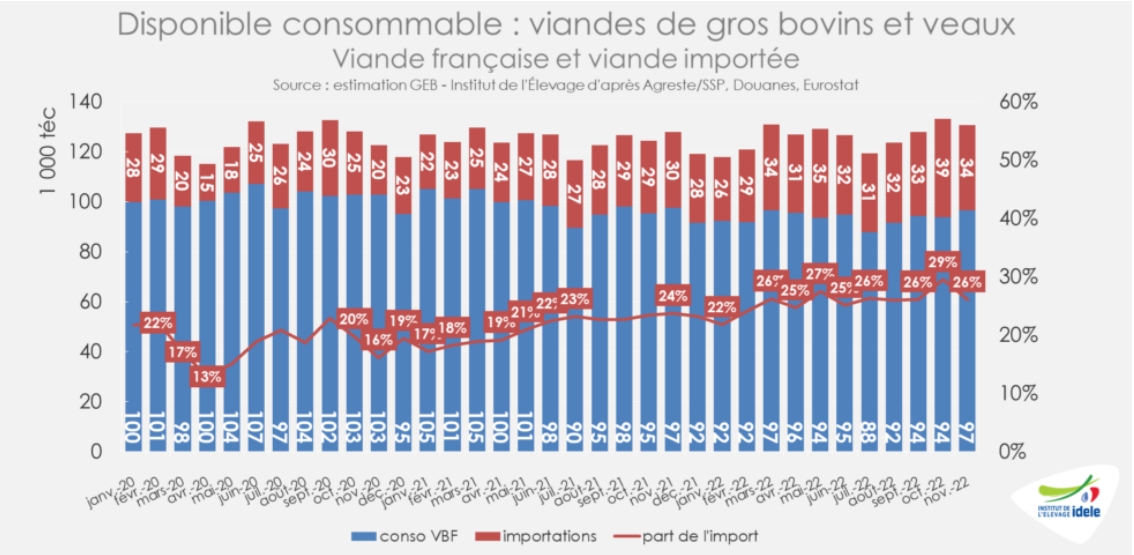
- Depuis la mise en œuvre du *Brexit*, des opérateurs néerlandais font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas.
- Une part des imports depuis les Pays-Bas est issue de l'approvisionnement d'une enseigne de *fast-food* : des viandes néerlandaises sont importées puis transformées en France avant d'être réexpédiées.

La consommation par bilan a progressé sur les 11 premiers mois de 2022

En **novembre 2022**, la consommation calculée par bilan a progressé d'une année sur l'autre pour le 5ème mois consécutif, à 130 700 téc (+2% /2021 ; +7% /2020). En cumul sur les onze mois, elle a atteint 1 387 000 téc (+1% /2021 et 2020).



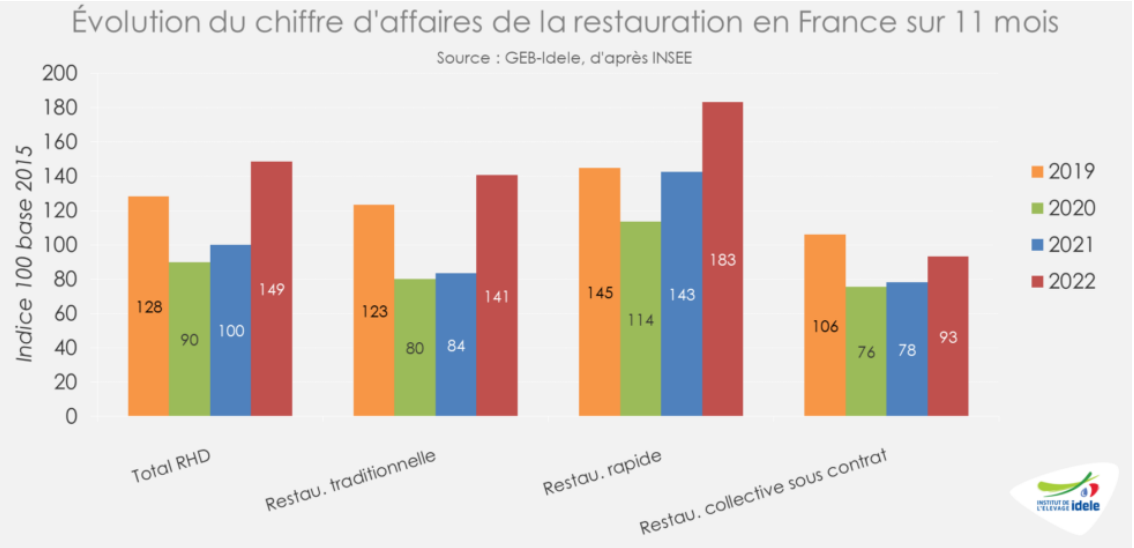
Mais avec les disponibilités françaises limitées et la hausse concomitante des importations, la part de VBF dans les disponibilités totales a reculé. En cumul sur onze mois, les importations ont représenté plus du quart (26%) des disponibilités, niveau bien au-delà de l'avant-pandémie (22% en 2019).



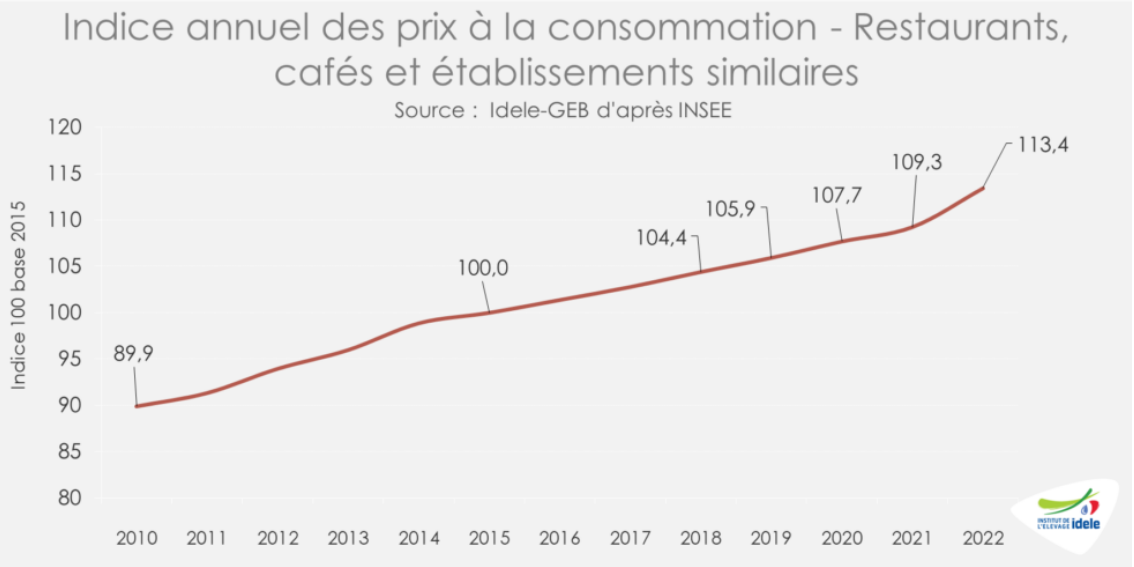
Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Progression de la restauration rapide et de la restauration commerciale

Si les importations ont augmenté en **France** notamment en le manque de disponibilités sur le territoire, c'est également lié au retour de la consommation en RHD (affectées les années passées par les restrictions Covid), principal point d'entrée des viandes d'imports dans l'Hexagone En **cumul sur les onze premiers mois de 2022**, la restauration rapide (+27% /2019) ou encore la restauration commerciale traditionnelle (+18% /2019) ont ont affiché de nets progrès de chiffres d'affaires. Ce n'est pas le cas de tous les secteurs. En effet, la restauration collective (-12% /2019) reste affectée par les habitudes prises en pleine pandémie (télétravail…).



Sur la période, le chiffre d'affaires global de la RHD était en progression (+16% /2019), un chiffre à relativiser au regard de l'inflation. D'après l'INSEE, les prix à la consommation dans les restaurants, cafés et établissement similaires étaient en hausse sur l'ensemble de 2022 (+4% /2021 et +7% /2019).



L'inflation alimentaire en France a continué de progresser en début d'année

D'après l'INSEE, après une courte période de reflux, l'indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a de nouveau progressé en janvier 2023 à +7,0% sur un an (contre +6,7% sur un an en décembre). L'inflation sur les produits alimentaires a, quant à elle, poursuivi sa hausse (+13,2% /2022).

Indices des prix à la consommation

Évolutions annuelles (en %)

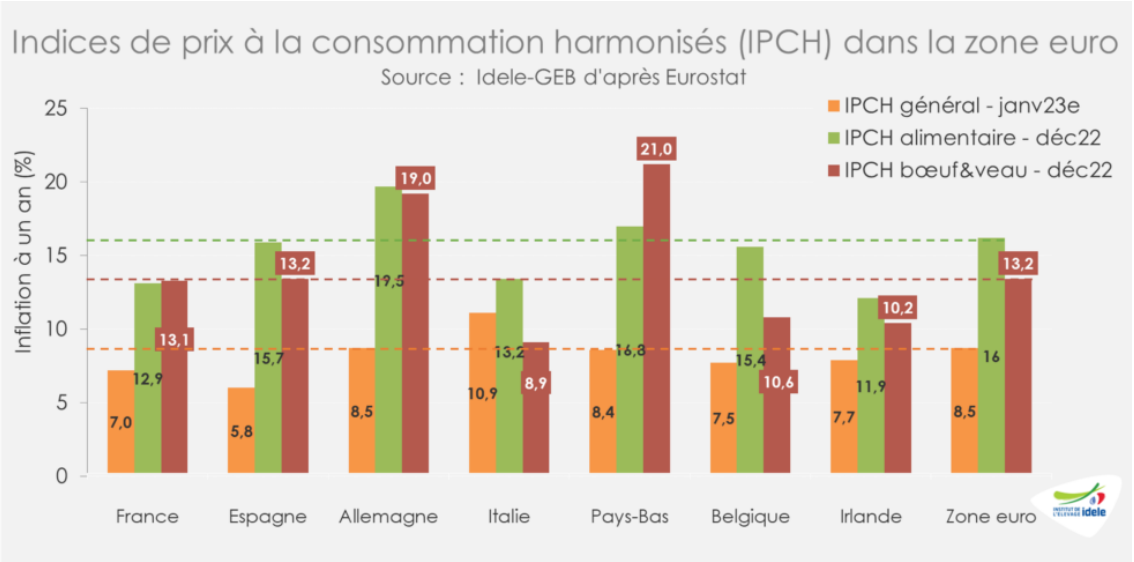
Source : Idele-GEB d'après INSEE

	Janvier 2022	Décembre 2022	Janvier 2023 (p)
Ensemble IPC*	**2,9**	**6,1**	**5,8**
Alimentation	1,5	12,1	13,2
- Produits frais	*4,0*	*9,3*	*9,8*
- Autre alimentation	*1,1*	*12,6*	*13,8*
Tabac	-0,1	0,3	0,2
Energie	19,9	15,1	16,3
Produits manufacturés	0,6	4,6	4,6
Service	2,0	2,9	2,6
Ensemble IPCH**	**3,3**	**6,7**	**7,0**

(p) : données provisoires

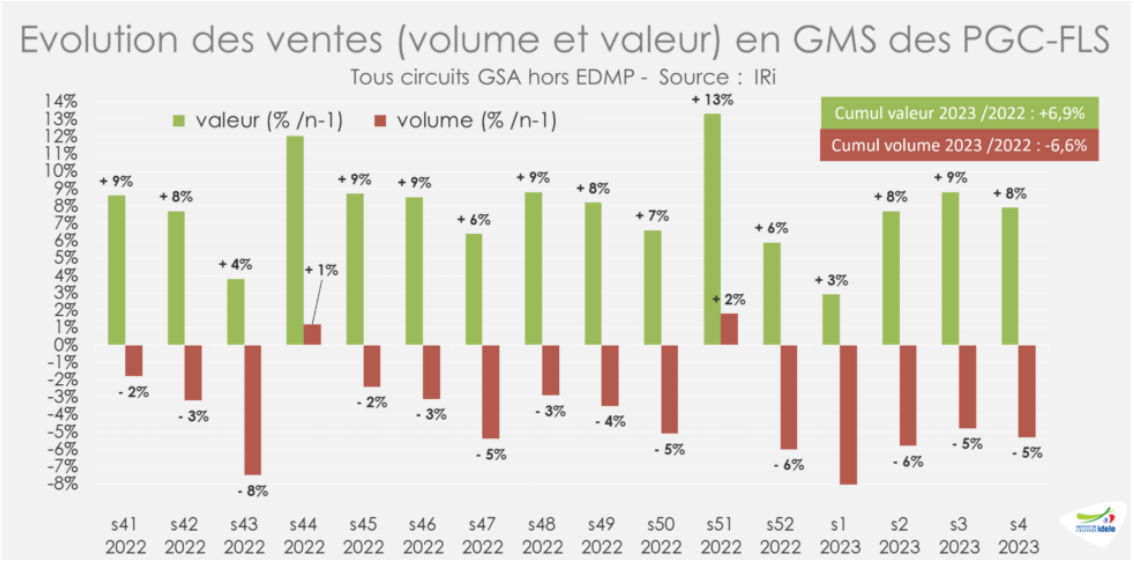
** Indice des prix à la consommation* *** Indice des prix à la consommation harmonisé (la principale différence entre l'IPCH et l'IPC porte sur les dépenses de santé : l'IPCH suit des prix nets des remboursements de la sécurité sociale tandis que l'IPC suit des prix bruts.)*

L'inflation générale en France restait cependant toujours inférieure à la moyenne de la zone euro, elle aussi en repli (+8,5% dans la zone en janvier contre +9,2% un mois auparavant). En décembre dernier, c'était également le cas de l'inflation sur les produits alimentaires (+12,9% /2021 en France contre +16,0% dans la zone euro), mais pas pour les viandes de bœuf et de veau (+13,1% contre +13,2%).

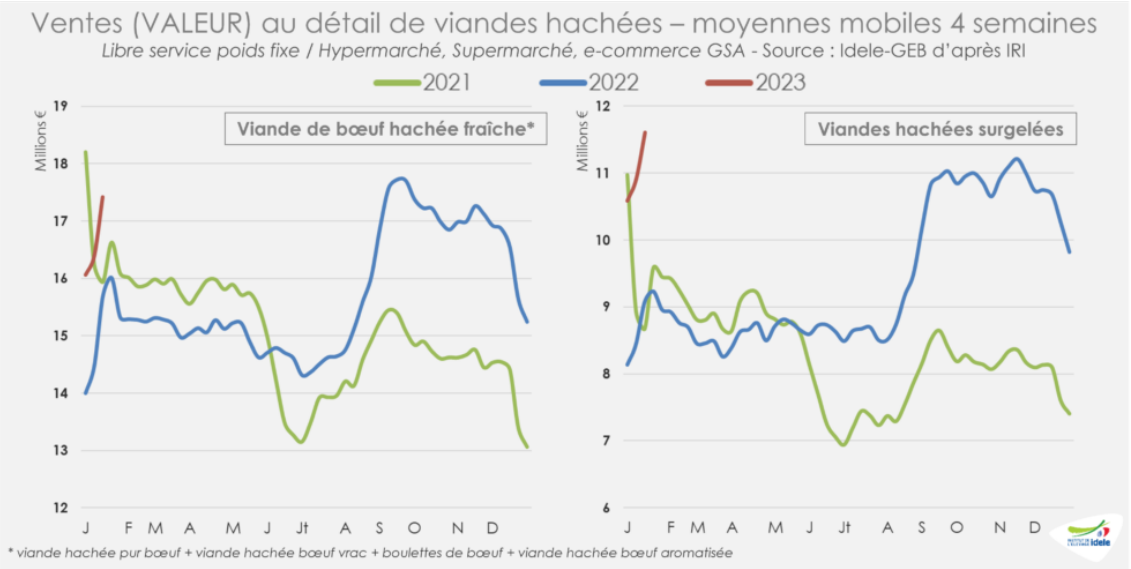


Les ventes au détail augment en valeur, mais reculent en volume

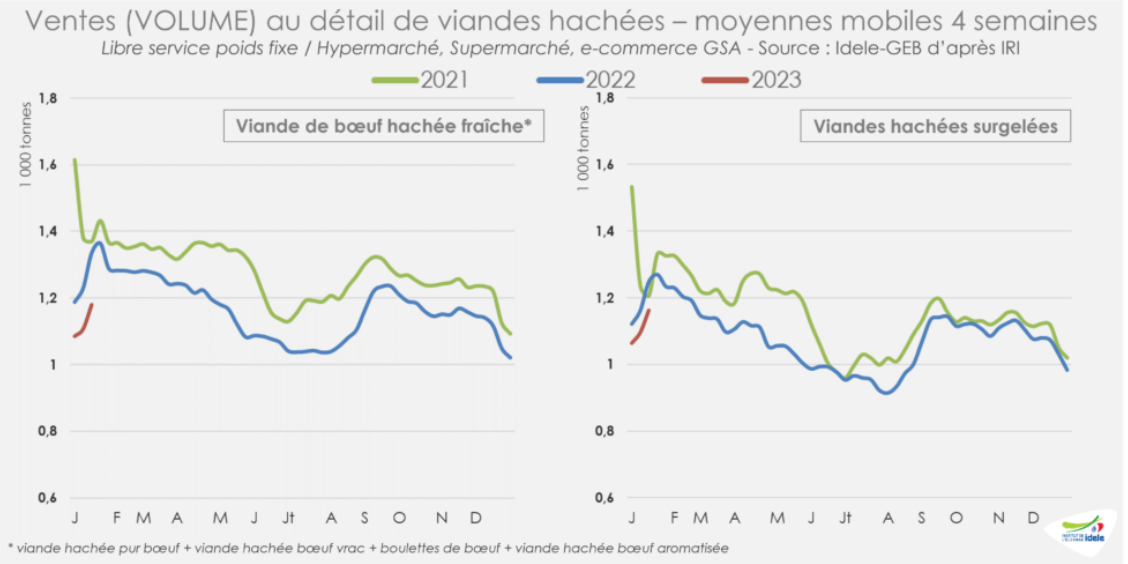
Depuis le début de l'année, le constat est le même que fin 2022 : l'inflation fait progresser la valeur des ventes des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS), alors que les ventes en volume reculent. D'après IRi, si les ventes de PGC-FLS ont progressé en valeur depuis le début de l'année (+7% /2022, cumul sur les 4 premières semaines de 2023), elles ont reculé en volume (-7%).



Le constat précédent s'applique aux viandes hachées : l'inflation fait progresser les **ventes de viandes hachées en valeur**. D'après IRi, sur les premières semaines de 2022 (1 à 3), elles restaient en nette progression pour le bœuf haché frais (+11% /2022 et +5% /2021) comme pour le haché surgelé (+28% /2022 et +21% /2021).



Les **ventes en volume** sont cependant en net retrait. Sur la même période, elles avaient reculé aussi bien pour le bœuf haché frais (-9% /2022 et -23% /2021) que pour le haché surgelé (-5% /2022 et -19% /2021).



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

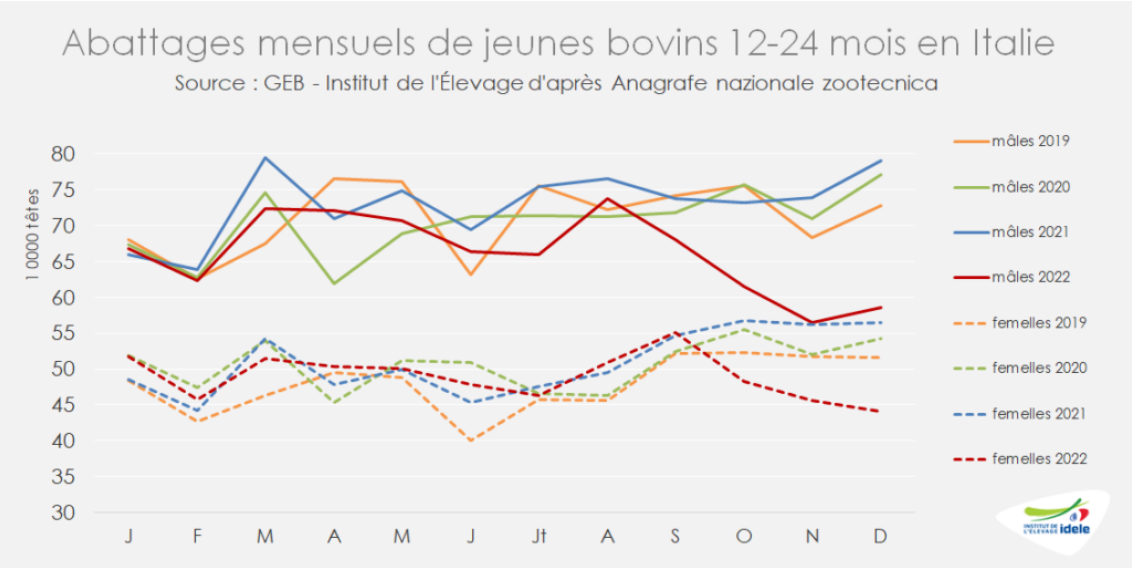
Marché bien orienté en Europe du Sud

Dernière révision le 21 février 2023

Les prix des JB ont encore gagné quelques centimes en Italie et restent bien orientés en Espagne. Ils se sont réajustés à la baisse en Allemagne en cette saison moins favorable au JB qu'à la vache de réforme et ont perdu quelques centimes en Pologne.

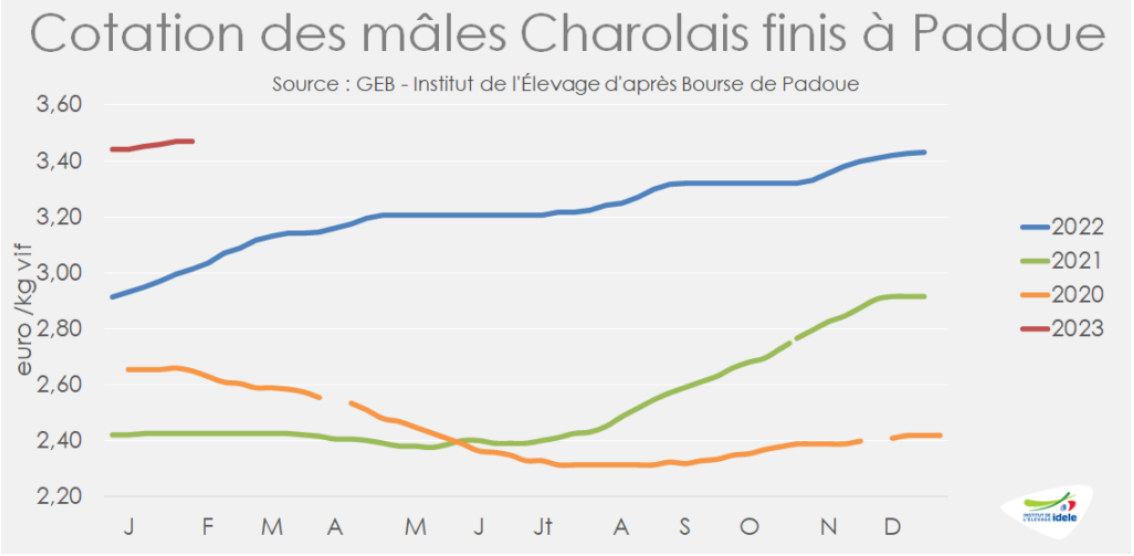
ITALIE : offre très limitée et prix en hausse

En Italie, les **sorties** de jeunes bovins ont été considérablement limitées sur les trois derniers mois de 2022. En effet les engraisseurs avaient réduit les mises en place au printemps en raison des incertitudes sur les effets de la sécheresse et de la guerre en Ukraine.



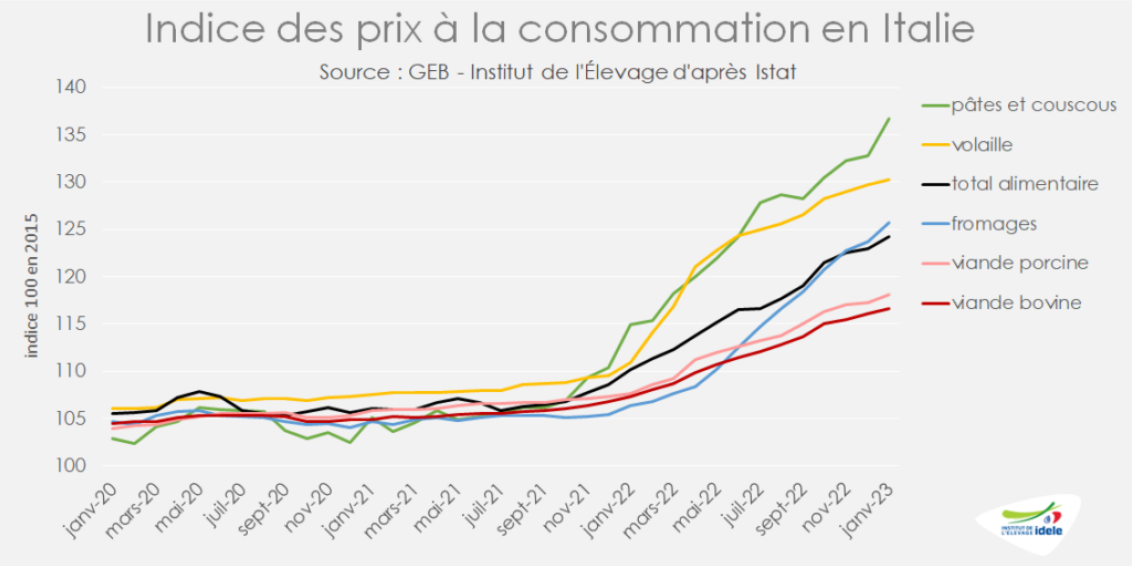
En décembre, les abattages de jeunes bovins ont fortement chuté d'après l'*Anagrafe nazionale zootecnica* (BDNI italienne) : -26% /2021 pour les mâles de 12 à 24 mois à 59 000 têtes et -22% pour les femelles à 44 000 têtes. Il semble que le marché reste peu fourni en ce début 2023.

Les **prix** des jeunes bovins ont encore gagné quelques centimes en janvier et n'ont pas amorcé de baisse saisonnière.



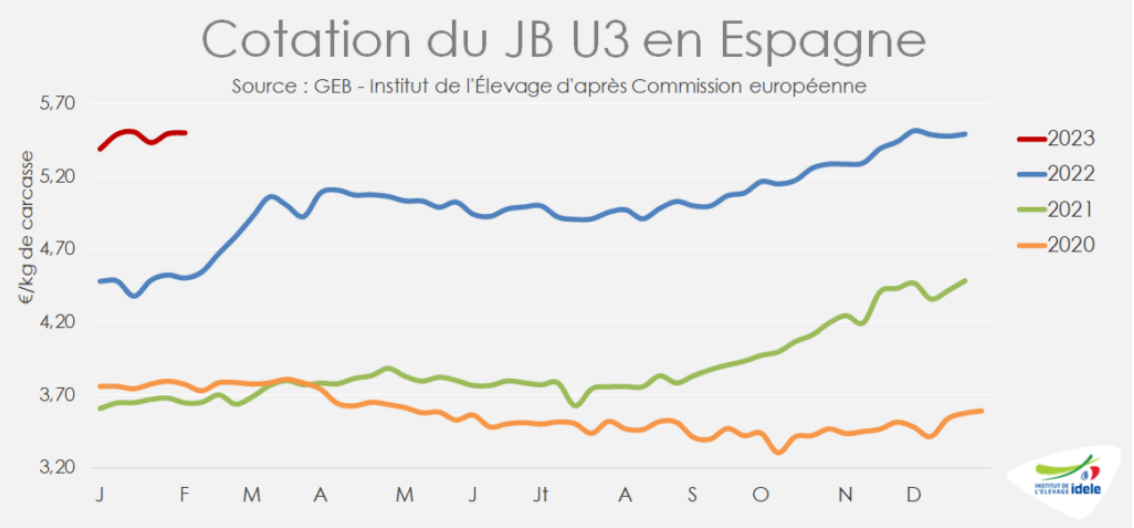
A la bourse de Padoue, les mâles charolais finis ont gagné 3 centimes /kg vif entre début et fin janvier et cotaient 3,47 €/kg vif début février (+15% /2022). Sur la bourse de Modène, le Charolais de 1ère qualité avait gagné 2 centimes pour coter 3,48 €/kg début février (+14%), de même que le Charolais Extra à 3,59 €/kg vif. Le mâle limousin était à 3,70 €/kg (+15% /2022 et + 2 centimes en janvier). Les cotations des femelles ont elles aussi augmenté : +3 centimes pour la Limousine à 3,69 €/kg vif (+15% /2022) et +2 centimes pour la Charolaise à 3,45 €/kg vif (+13% /2022).

L'**inflation** des prix en janvier a été moins marquée que les mois précédents selon Istat (+10,1% /2022, contre +11,6% en décembre et 11,9% en novembre) du fait notamment du recul des prix des biens énergétiques règlementés. L'indice des prix à la consommation des produits alimentaires enregistrait une hausse de +12,3% /2022 en janvier, contre +13,3% en décembre. L'inflation en viande bovine reste bien plus modérée (+8,7% en janvier comme en décembre). Elle est également moindre que pour les autres produits animaux (+18% pour la volaille, +10% pour le porc, +21% pour les œufs et +18% pour les fromages).



ESPAGNE : la hausse des prix et de la production

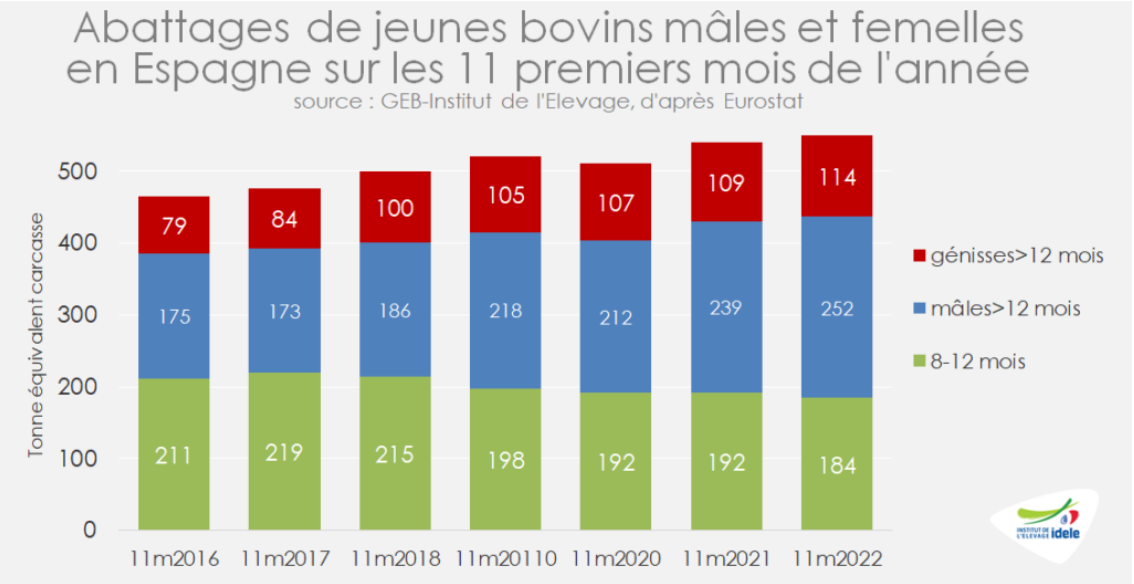
En Espagne, les **prix** des JB restent orientés à la hausse. Certes, la demande sur le marché national souffre de la baisse du pouvoir d'achat des familles, mais la demande export demeure bien présente, tant en Europe (Portugal, Italie, Grèce) que sur les marchés du sud de la Méditerranée. L'approche du Ramadan, qui devrait débuter autour du 23 mars, stimule en effet la demande en vifs finis.



Le JB U espagnol a gagné 11 centimes en un mois pour coter 5,49 €/kgéc en semaine 5 (+22% /2022). Le JB R cotait 5,43 €/kg (+22%) et le JB O 5,03 €/kg (+16%).

Après plusieurs mois de baisse consécutifs, l'**inflation** est repartie à la hausse en janvier (+5,8% d'une année sur l'autre contre +5,7% en décembre). La suppression de la TVA sur les produits de première nécessité n'a donc pas suffi à compenser la hausse du prix de l'essence due à l'arrêt de l'aide sur les carburants. Toutefois ce niveau d'inflation reste modéré au regard du pic atteint en juillet, à +10,8%.

La **production** espagnole de jeunes bovins poursuit sa croissance ce qui permet aux exportateurs de profiter de la baisse de l'offre sur les autres marchés européens.

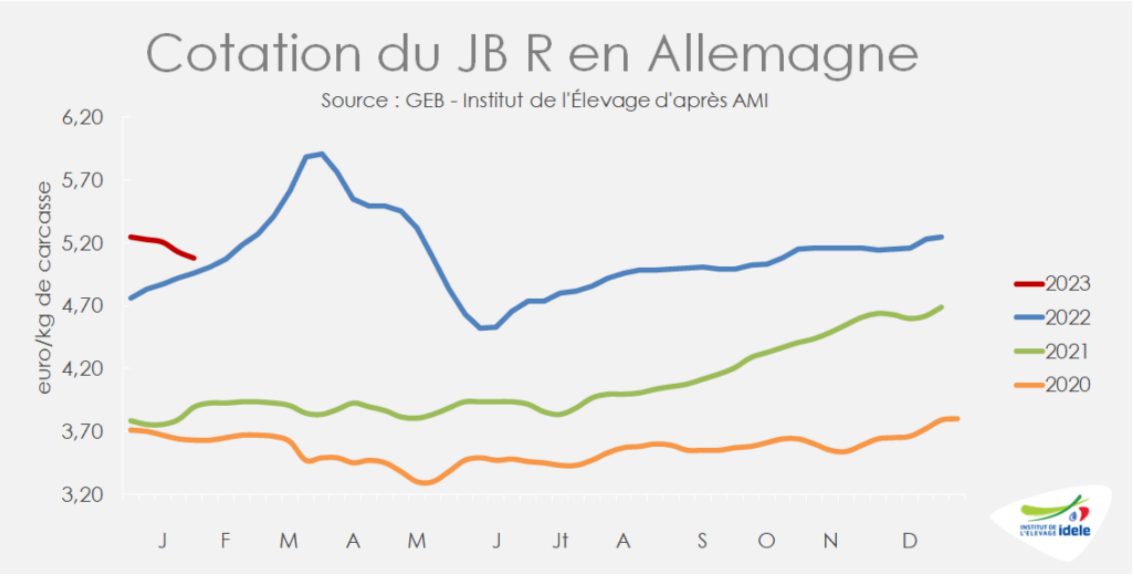


Sur les 11 premiers mois de l'année, les abattages de jeunes bovins mâles et femelles ont totalisé 603 000 téc (+2% /2021), dont 184 000 téc de bovins jeunes de 8-12 mois (-4% /2021), 252 000 téc de taurillons (+6% /2021) et 114 000 téc de génisses (+5% /2021).

Certes, la flambée des prix des matières premières inquiète dans un pays où l'engraissement est principalement basé sur des rations sèches, très dépendantes de l'importation de céréales et de tourteaux, et dont les dépenses en aliments achetés représentent plus de la moitié du coût de production d'un JB. Mais il semble que les engraisseurs parviennent encore à y faire face, en témoigne le maintien des flux de petits veaux français vers l'Espagne.

ALLEMAGNE : baisse saisonnière des cours

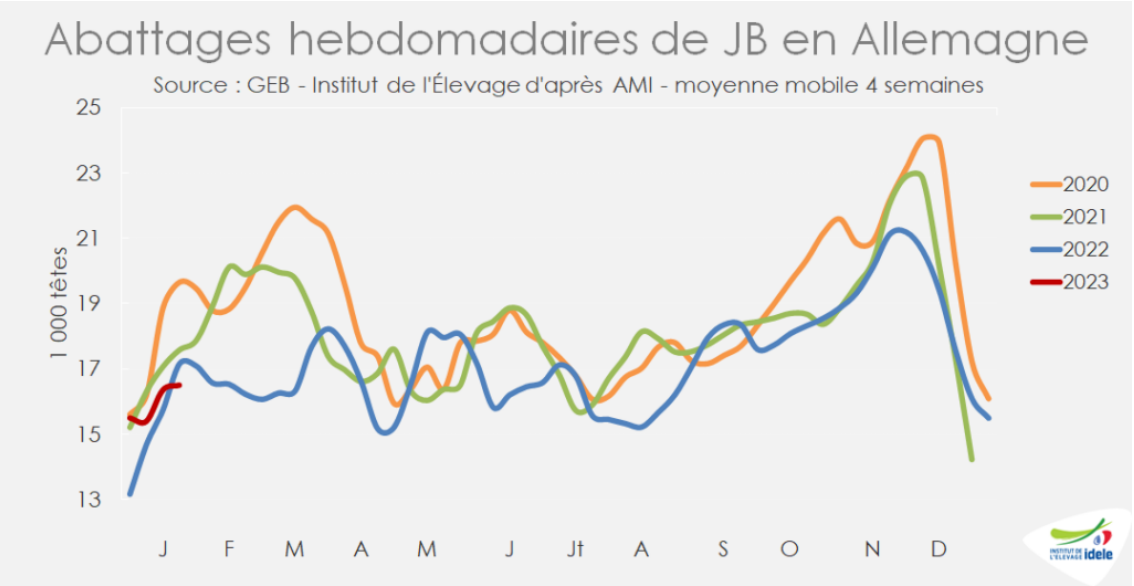
En Allemagne, les **prix** des jeunes bovins ont amorcé leur baisse saisonnière. Après les fêtes de fin d'année, la viande de jeunes bovins n'est plus à l'honneur en Allemagne. La filière lui préfère celle de vaches de réforme car la demande s'oriente vers plus de produits transformés et moins onéreux. Cela semble particulièrement vrai cette année, avec la baisse de pouvoir d'achat à laquelle sont confrontées les familles.



Entre les semaines 1 et 5, la cotation du JB U a perdu 20 centimes à 5,12 €/kg de carcasse, celle du JB R 17 centimes à 5,08 €/kg et celle du JB O 14 centimes à 4,83 €/kg. Elles restent toutes trois supérieures aux niveaux atteints les années précédentes (+2% /2022 et +35% /2021).

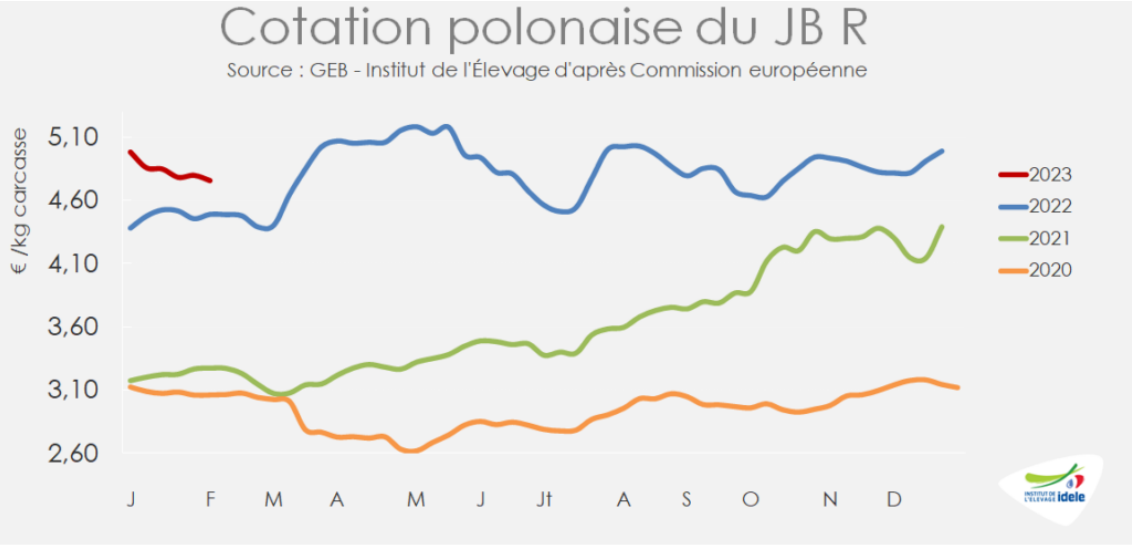
L'**inflation** est repartie à la hausse en janvier à **+8,7%** d'après Destatis, après deux mois de baisse. Elle reste toutefois loin de son pic d'octobre dernier à 10,4%.

Les **abattages de jeunes bovins** sont restés très limités en janvier, en baisse sur les semaines 2 à 5, par rapport aux années précédentes (-4% /2021 et -6% /2020).



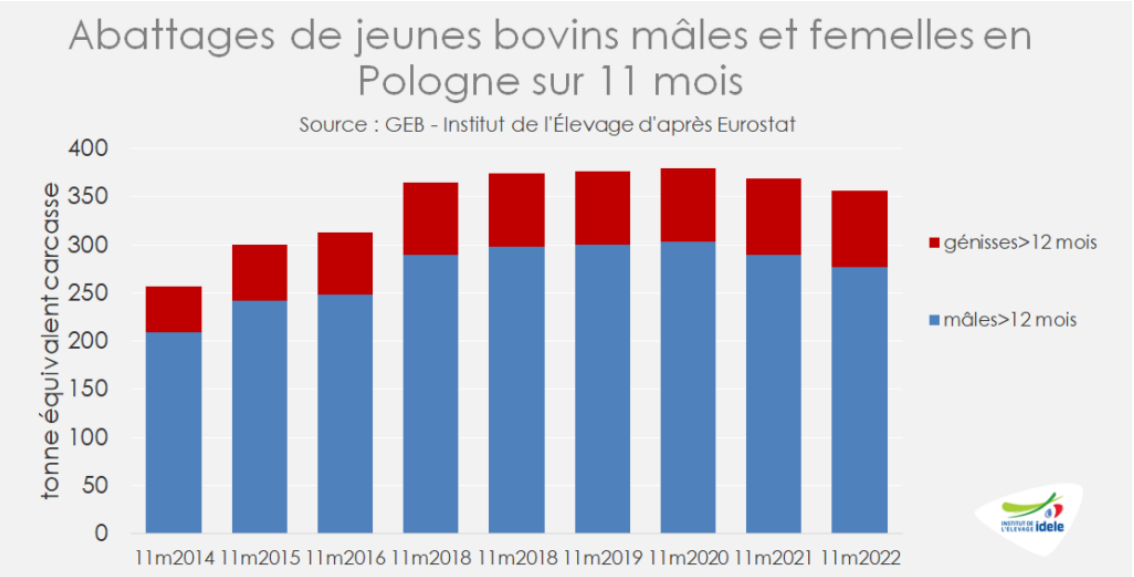
POLOGNE : érosion des prix

Les **prix** des JB polonais se sont érodés depuis le début de l'année, mais restent supérieurs aux cours des années précédentes.



La cotation du JB R se situait à 4,75 €/kg de carcasse en semaine 6 (+6% /2022 et +45% /2021) et celle du JB O à 4,56 €/kg (+5% /2021 et +44% /2020).

La **production** polonaise de jeunes bovins recule désormais depuis deux ans, par manque de petits veaux à engraisser, le cheptel laitier polonais se réduisant désormais comme ailleurs en UE. Ce repli fait suite à un long développement de la production de JB en Pologne depuis son adhésion à l'UE en 2004, expansion ayant entraîné une baisse continue des exportations polonaises de veaux laitiers, puis à une hausse des importations de veaux en provenance des pays voisins.



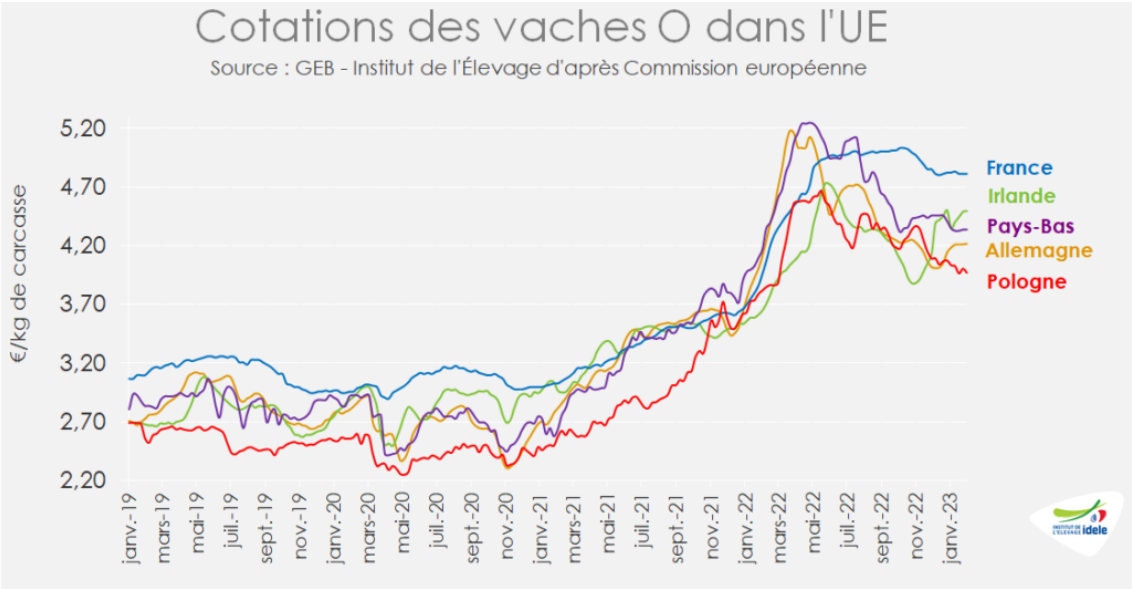
Sur les 11 premiers mois de l'année, la production abattue de jeunes bovins mâles et femelles abattus n'a totalisé que 357 000 téc (-3% /2021 et -6% /2020), dont 277 000 téc de taurillons (-4% /2021 et -9% /2020) et 80 000 téc de génisses (= /2021 et +5% /2020). La part croissante de femelles dans la production témoigne d'une part de la difficulté grandissante des engraisseurs à trouver des veaux mâles et d'autre part de la mise en place d'une filière génisse pour servir le marché italien, friand de « *scottone* ».

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Évolutions divergentes des cours qui restent soutenus

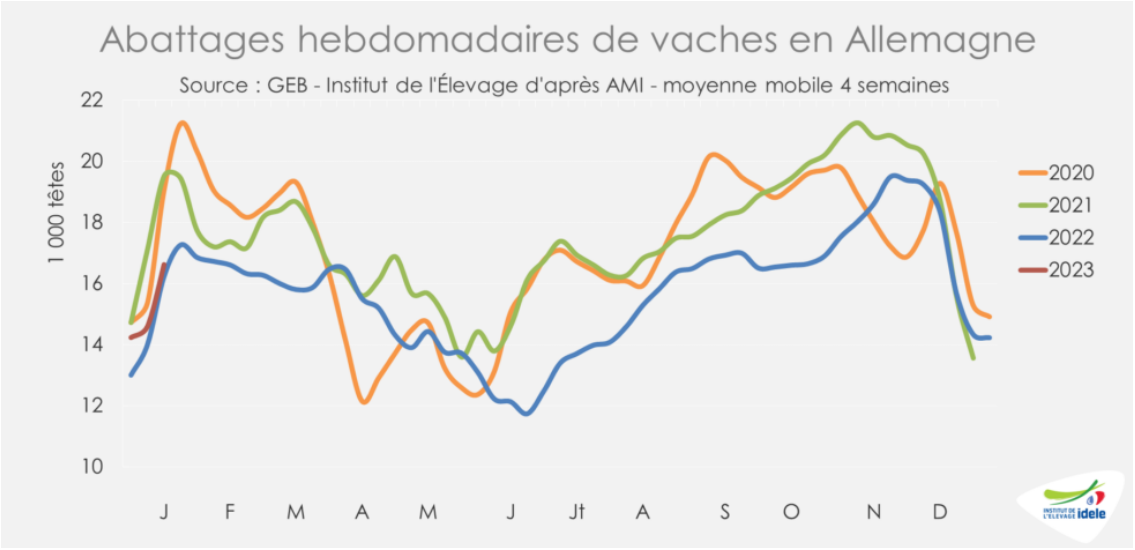
Dernière révision le 21 février 2023

Les cotations des réformes restent soutenues partout en Europe, bien qu'elles évoluent de façon divergente. Elles progressent outre-Manche et en Allemagne quand elles reculent légèrement en Pologne.

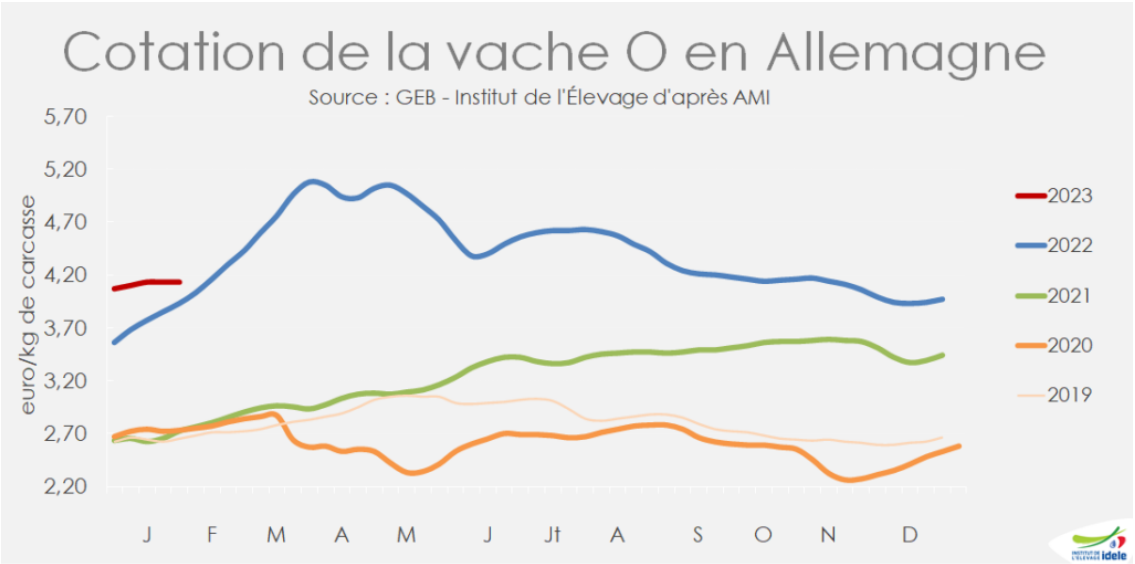


ALLEMAGNE : léger redressement des abattages

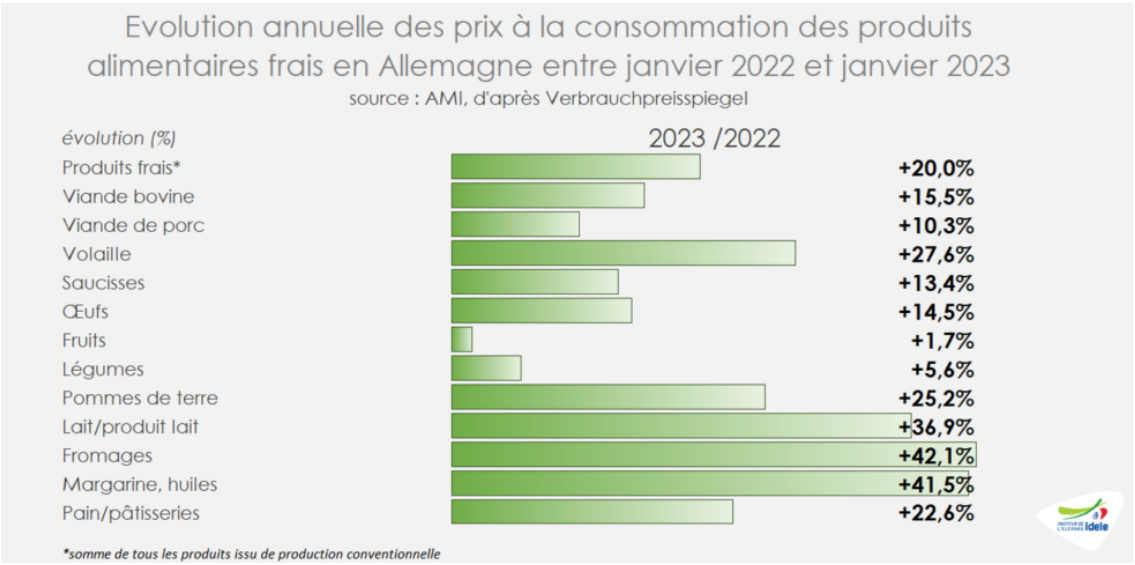
En **Allemagne**, le léger redressement des abattages de réformes depuis le début d'année rencontre une demande des opérateurs un peu plus ferme. Mais le nombre d'abattages reste limité d'après AMI. Sur les quatre premières semaines de 2023, les réformes dépassaient à peine le faible niveau de 2022 (+2% /2022) et restaient inférieures aux niveaux observés depuis le début de la décennie (-15% /2021 et -13% /2020).



Avec une offre plutôt en phase avec la demande d'après AMI, les cotations sont restées soutenues depuis le début de 2023. En semaine 5, le cours de la vache O atteignait 4,13 €/kgéc (+5% /2022 et +56% /2021), soit une progression de +16 centimes (+4%) par rapport à la dernière cotation de 2022.

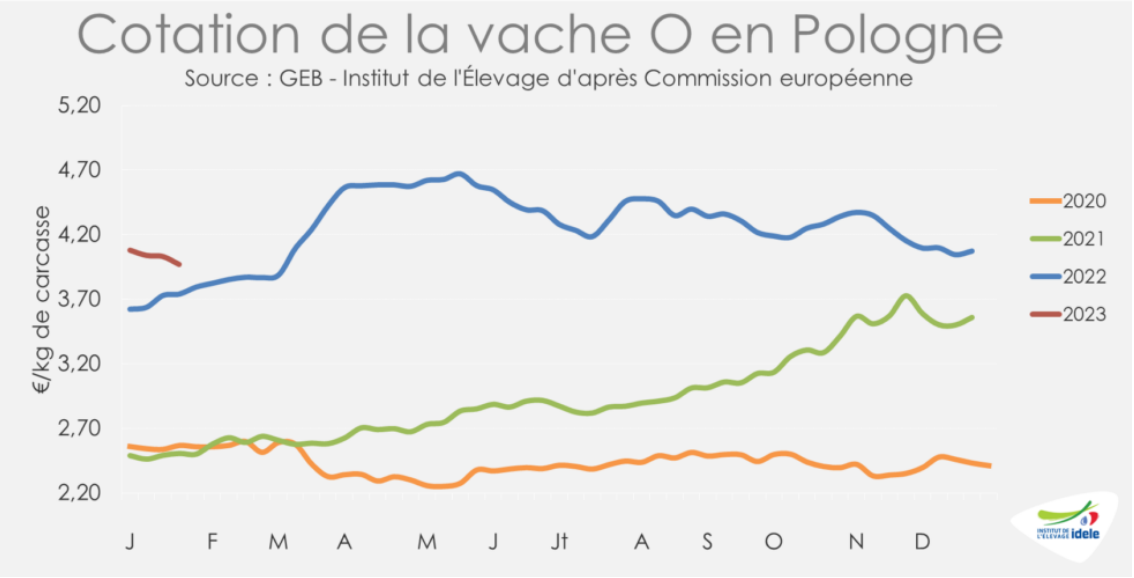


Comme ailleurs dans la zone euro, l'inflation en Allemagne reste élevée. C'est particulièrement vrai pour le secteur alimentaire. En janvier 2023, si l'inflation sur un an des produits alimentaires frais n'échappent pas à la règle (+20% /2022), les augmentations des prix sont restées très hétérogènes. La hausse des prix des fromages et des margarines et huiles ont flambé (+42%) quand les prix des légumes (+6%) ou surtout des fruits (+2%) ont enregistré des hausses plus « raisonnables ». Du côté des viandes, la viande bovine (+16%) connait une inflation plus modérée que la volaille (+23%). La hausse des prix du porc reste plus faible (+10%).

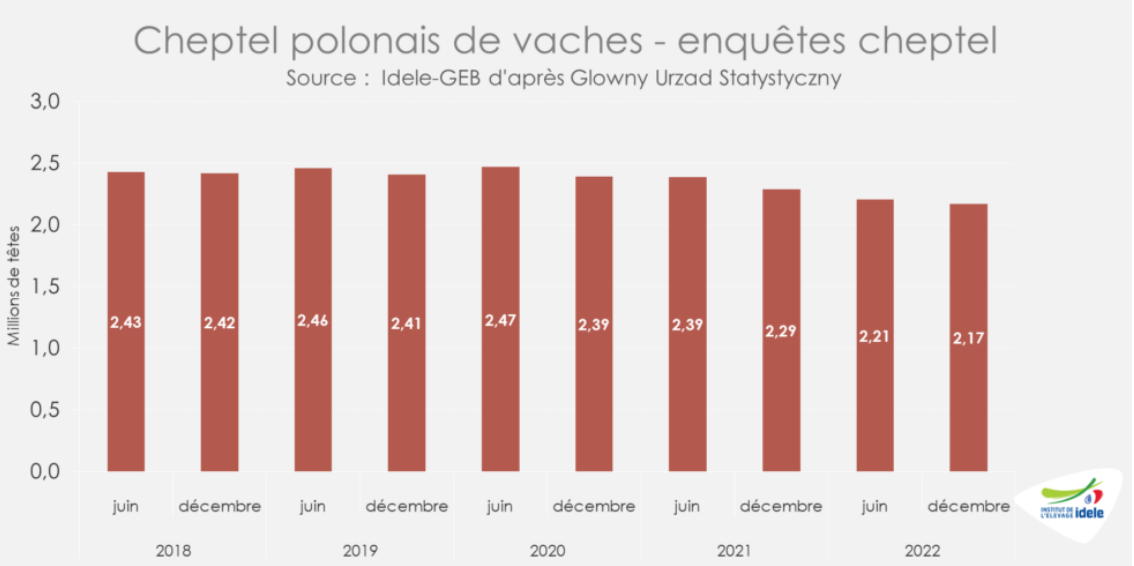


POLOGNE : les cours des réformes en léger repli

En **Pologne**, les cotations des réformes sont en léger repli depuis le début de 2023. En semaine 4, le cours de la vache O est repassé sous la barre des 4 euros, à 3,97 €/kg de carcasse (+6% /2022 et +53% /2021), soit -10 centimes depuis le début de l'année (-3%).

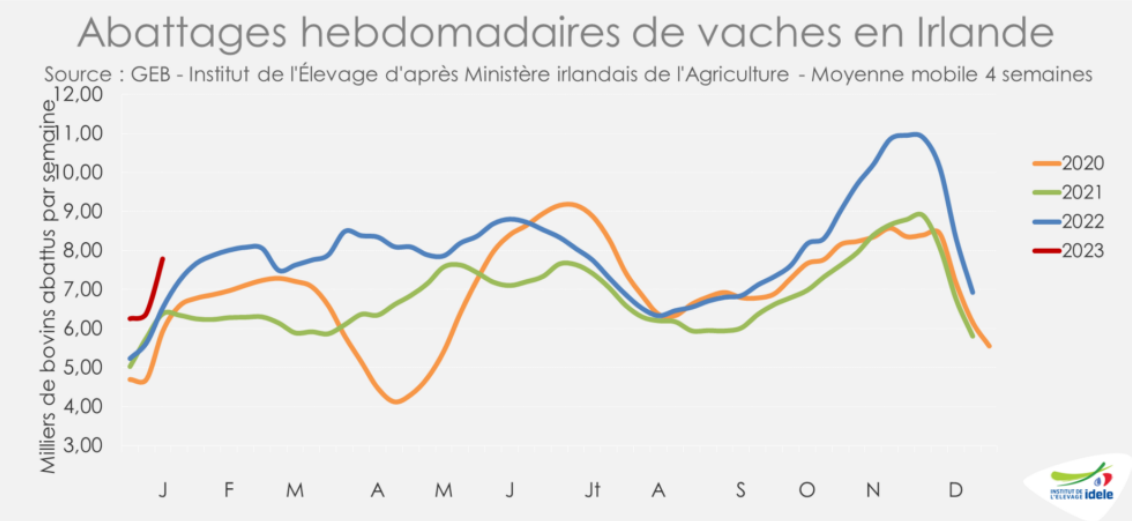


D'après l'enquête cheptel de décembre dernier, le nombre total de bovins présents en Pologne était en hausse à près de 6,45 millions de têtes (+1% /2021). Toutefois, cette hausse découle principalement de la progression du nombre de bovins de moins d'un an et du nombre de bovins âgés de 2 ans et plus (hors vaches). D'après l'enquête polonaise, dont les résultats restent fragiles, le cheptel de vaches aurait tout de même diminué de plus de 117 000 têtes sur un an (-5%), à environ 2,17 millions de têtes.

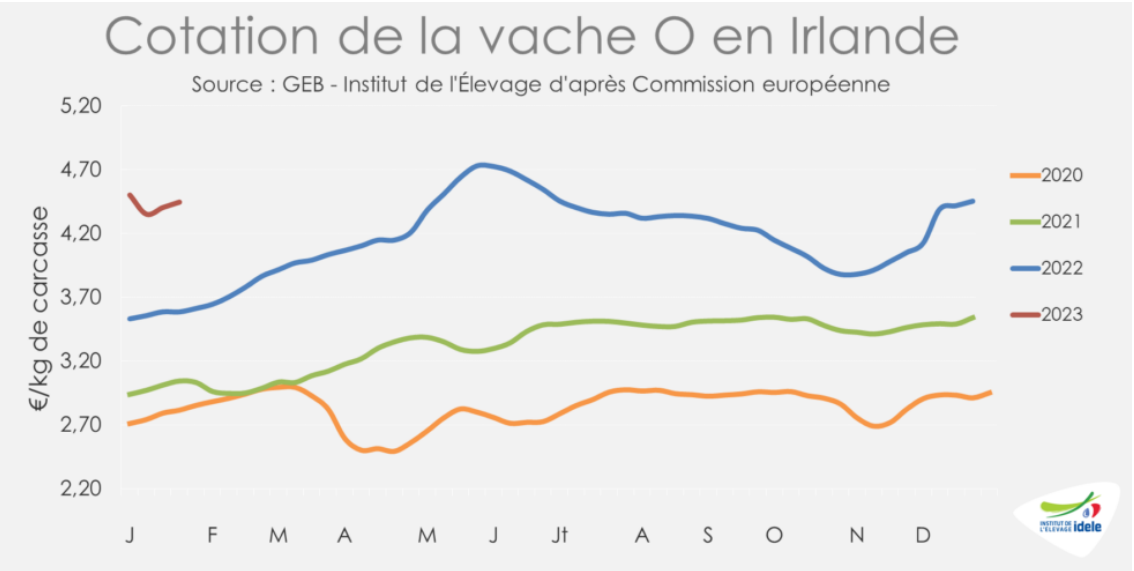


IRLANDE : abattages dynamiques et cotations soutenues

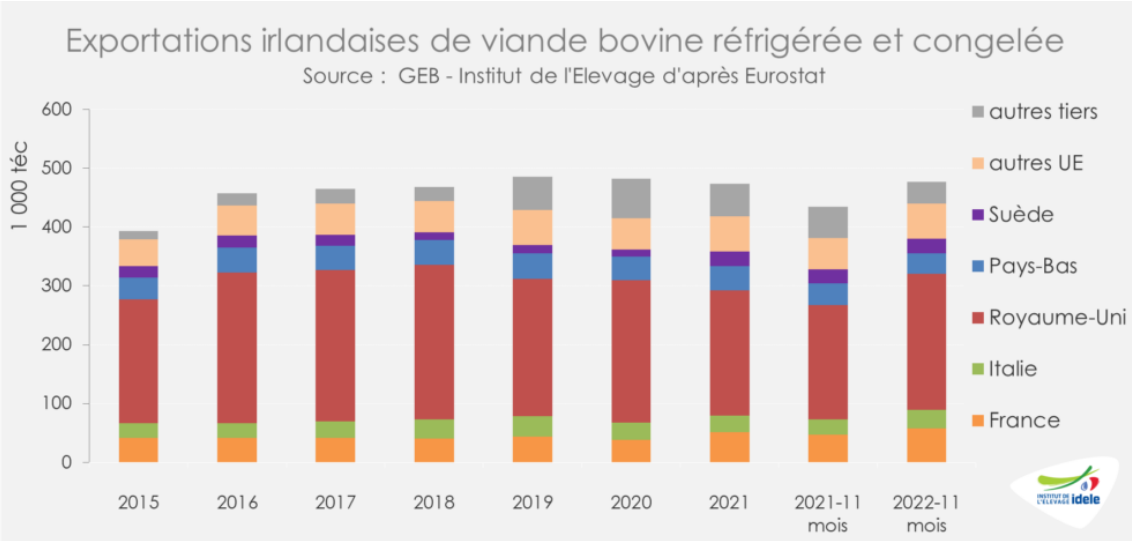
En **Irlande**, le rythme d'abattages des réformes est toujours élevé depuis le début de 2023. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches étaient en hausse marquée depuis le début de l'année (semaines 1 à 4 : +19% /2022 et 2021).



Les cotations restent soutenues, notamment grâce à l'export et à la demande pour la viande de transformation. En semaine 4, le cours de la vache O atteignait 4,45 €/kg de carcasse (+24% /2022 et +46% /2021). La cotation du bœuf R3 était également en hausse à 5,21 €/kg (+20% /2022 et +36% /2021).

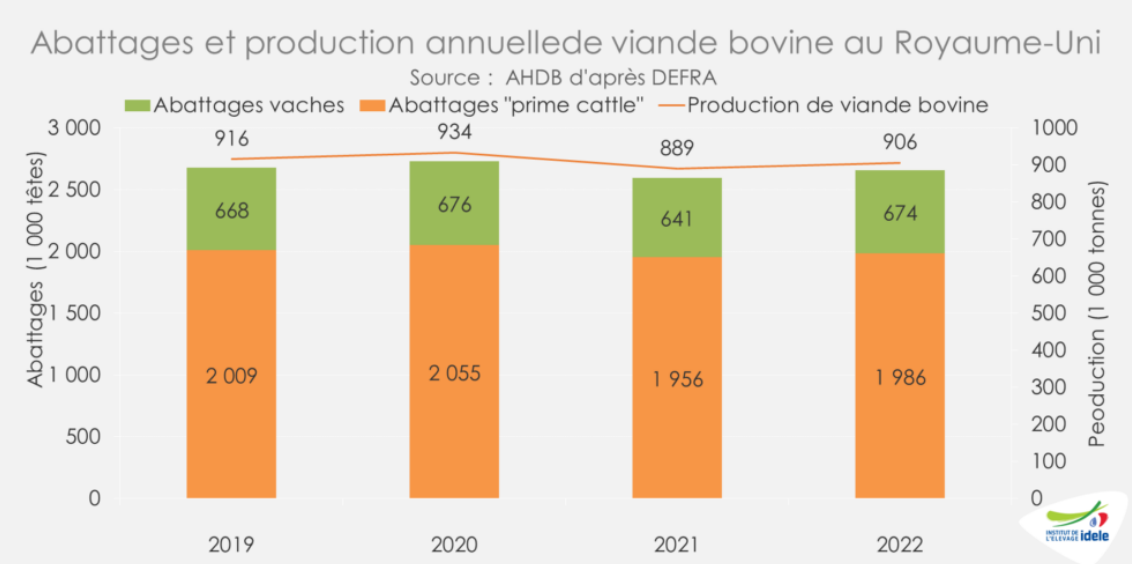


Les exportations irlandaises de viande bovine pourraient avoir battu un record en 2022. Les opérateurs irlandais ont en effet profité de l'offre nationale abondante pour proposer sur le marché européen des volumes supplémentaires à des prix très compétitifs . Sur les onze premiers mois de l'année, elles ont approché les 527 000 téc (+12% /2021 et +8% /2020) d'après Eurostat, particulièrement dynamique vers le Royaume-Uni (+18% /2021), l'Italie (+23%) et la France (+23%).

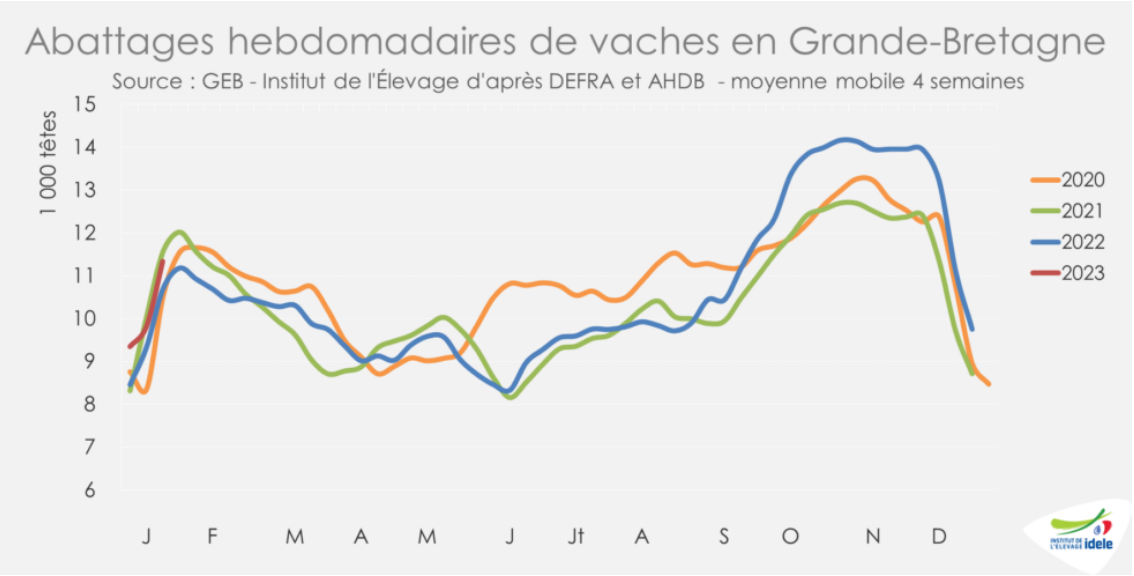


ROYAUME-UNI : les cotations en hausse

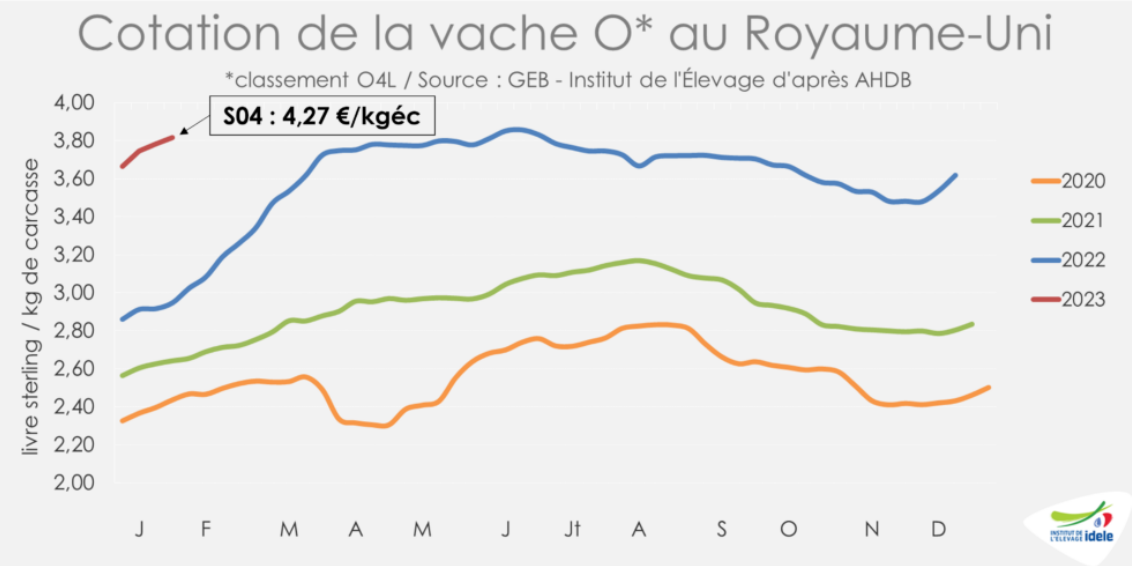
Au **Royaume-Uni**, la production totale de viande bovine en 2022 a dépassé les 906 000 tonnes, niveau supérieur au faible total de 2021 (+2%) et équivalent à la moyenne des 5 années précédentes. Toutes les catégories d'animaux ont vu leurs effectifs abattus progresser entre 2021 et 2022.



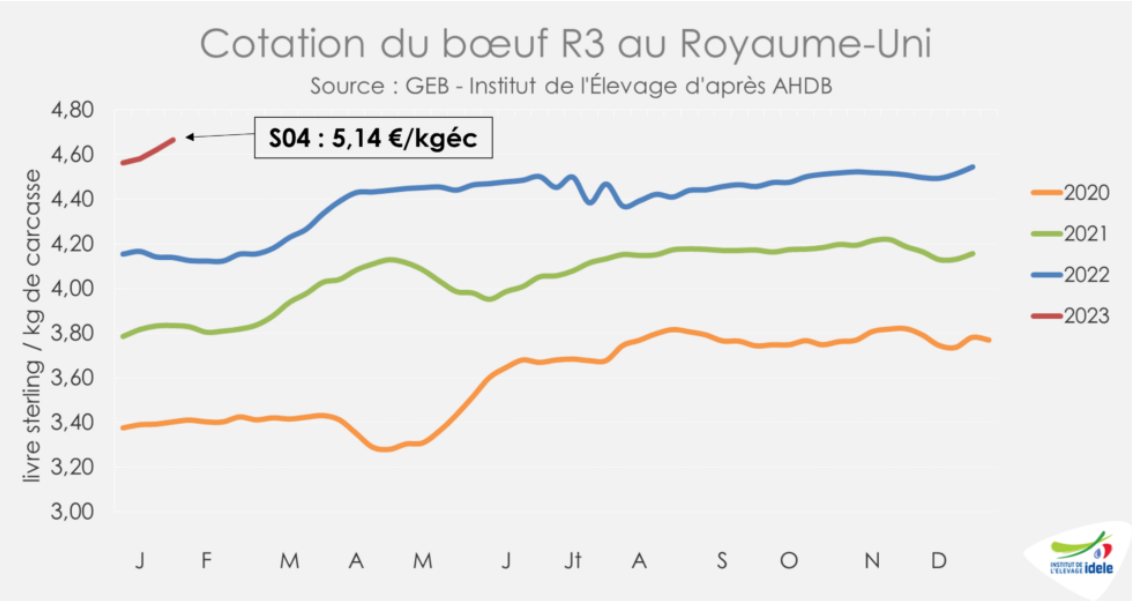
Depuis le début de 2023, les abattages de bovins sont légèrement plus dynamiques que fin 2022. Sur les quatre premières semaines de 2023, les abattages de gros bovins ont atteint un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (+4% /2022, -11% /2020). Idem pour les abattages de vaches (+6% /2022, -2% /2020).



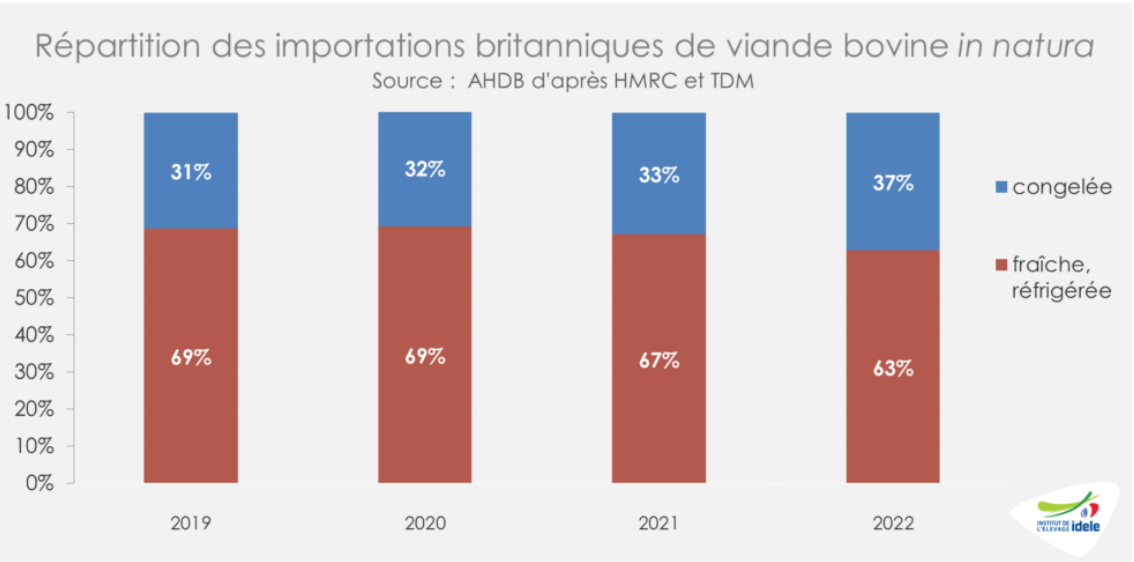
Après la baisse saisonnière de l'automne dernier, les cours des réformes sont orientés à la hausse depuis le début du mois de décembre 2022. En semaine 4 de 2023, la cotation de la vache O atteignait ainsi 3,82 £/kg de carcasse (+31% /2022 et +44% /2021). Elle a progressé de 15 pence depuis le début de l'année (+4%). Avec une livre en léger recul par rapport à l'euro, la cotation atteignait 4,27 €/kg.



La tendance est la même pour les cours des animaux plus jeunes (*prime cattle*). Ainsi, le cours du bœuf R3 a progressé de 10 pence depuis le début de l'année (+2%), à 4,67 £/kg (+13% /2022 et +22% /2021) en semaine 4, soit 5,14 €/kg.



Sur les 11 premiers mois de 2022, les importations britanniques de viandes bovines réfrigérées et congelées ont atteint à 212 000 tonnes (-3% /2021). Si la viande bovine réfrigérée reste la principale catégorie d'importation, la part des importations de viande congelée a progressé, passant d'environ 32 % en 2019-2021, à plus de 37 % en 2022.



Sur la même période, les exportations britanniques de viandes bovines réfrigérées et congelées ont dépassé les 113 000 tonnes (+23% /2021), rebond post-*Brexit* et post-covid.

Viandes bovines » Maigre »

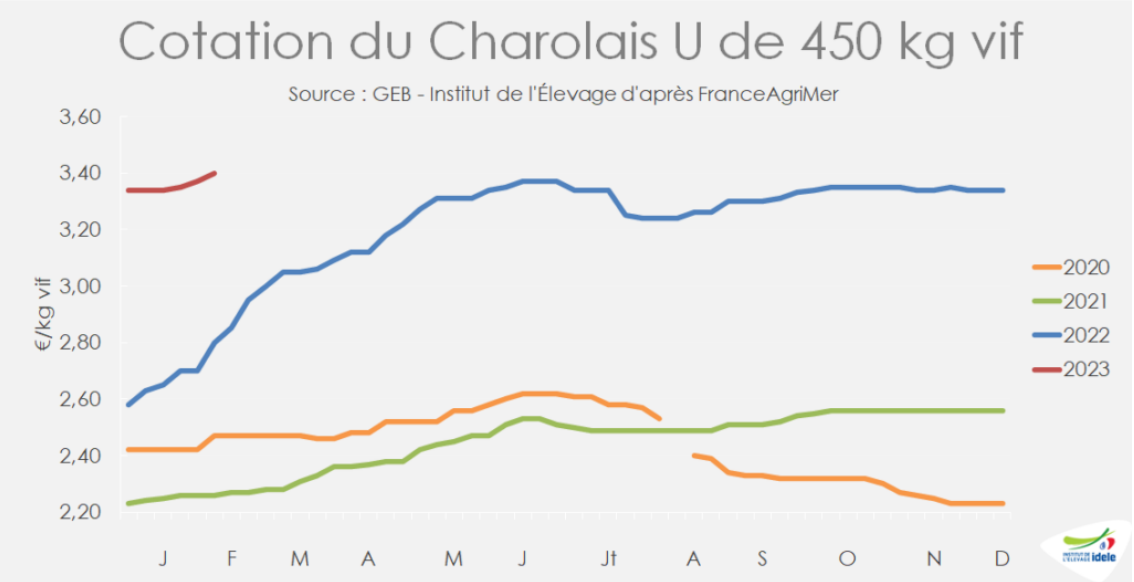
Les faibles disponibilités et la fermeté de la demande soutiennent les cours

Dernière révision le 21 février 2023

Après une période de stabilité des prix en début d'année, les prix des broutards étaient repartis à la hausse fin janvier, avec une bonne demande italienne post-fêtes de fin d'année. Les envois vers l'Algérie ont bondi depuis septembre, suite à une année 2021 de recul des achats, lié à la crise économique du covid-19.

Les cotations réaugmentent depuis fin janvier

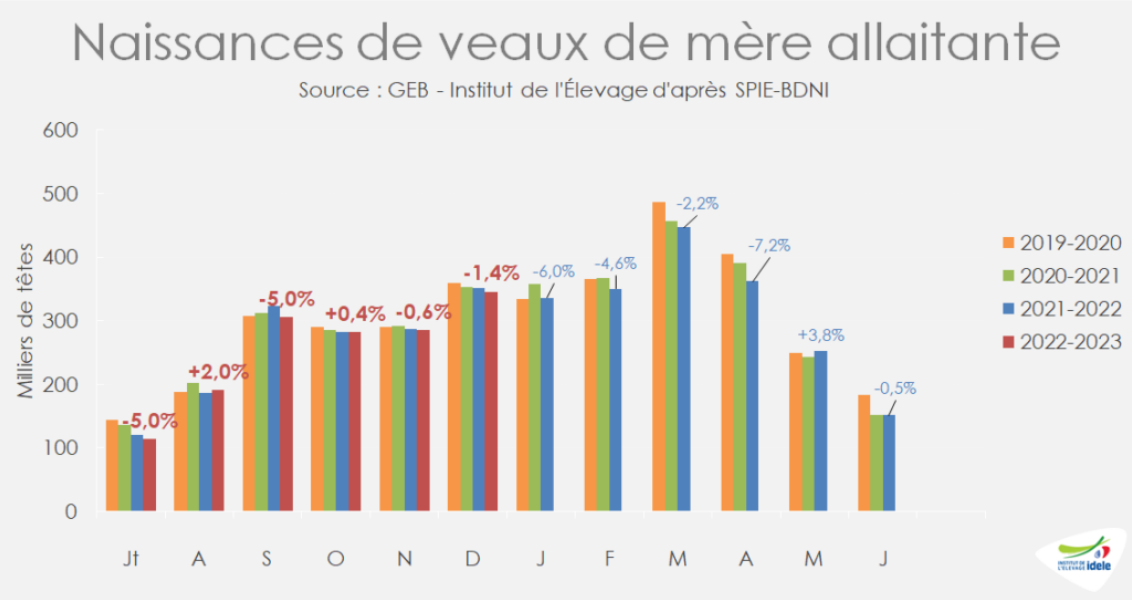
Depuis fin janvier, les achats italiens de broutards ont repris de la vigueur, les JB finis italiens continuant à gagner quelques centimes durant le mois de janvier-février. En France, les mises en place semblent fermes, afin d'approvisionner en viande les abattoirs et les consommateurs dans les mois à venir.
En conséquence, les cours de broutards mâles et femelles charolais ont repris leur augmentation depuis la semaine 4. En semaine 6, le Charolais U de 450 kg vif cotait 3,40 €/kg vif (+21% /2022 ou + 60 cts et +50% /2021). De même, le prix du Charolais U plus léger de 350 kg a progressé depuis la semaine 4, pour atteindre 3,44 €/kg vif en semaine 6 (+19% /2021 ou +54 cts et +39% /2021). Le cours des femelles charolaises a également progressé fin janvier pour atteindre 3,30 €/kg vif pour la génisse U de 270 kg vif (+20% /2022 ou +55 cts et +27% /2021) un cours identique à la Limousine E de 270 kg, témoignant d'une forte demande pour la génisse charolaise.



En race limousine, les cours sont restés stables à des niveaux élevés. Le mâle limousin U de 350 kg valait 3,65 €/kg en semaine 6 (+22% /2022 ou +67 cts et +36% /2021). Quant à la femelle limousine E de 270 kg, elle cotait 3,30 €/kg vif, à +10% /2022 ou +30 cts et +19% /2021.

Recul des naissances de -2,6% en 2022

Sur l'ensemble de l'année 2022, 3 424 000 veaux de mère allaitante sont nés en France, en net recul de -2,6% /2021 ou -92 000 têtes et -5,0% /2020. En moyenne en 2022, le cheptel de vaches allaitantes français a subi un recul comparable de -2,9% /2021.

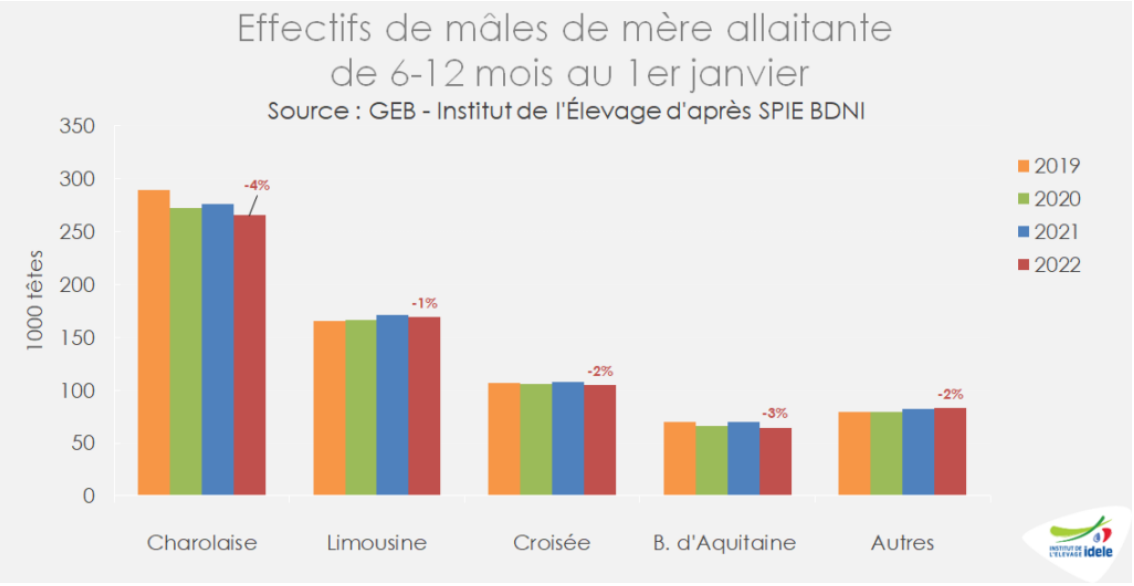


En décembre, SPIE-BDNI a enregistré 346 000 naissances issues de mère allaitante, en recul plus modeste que sur l'ensemble de l'année (-1,4% /2021 et -1,9 % /2020).

Au 1er janvier 2023, le cheptel français poursuivait son fort recul avec 3 561 000 vaches allaitantes présentes (-3,0% /2022 ou -108 000 vaches).

Les effectifs en ferme de broutards de 6-12 mois reculent aussi de -3%

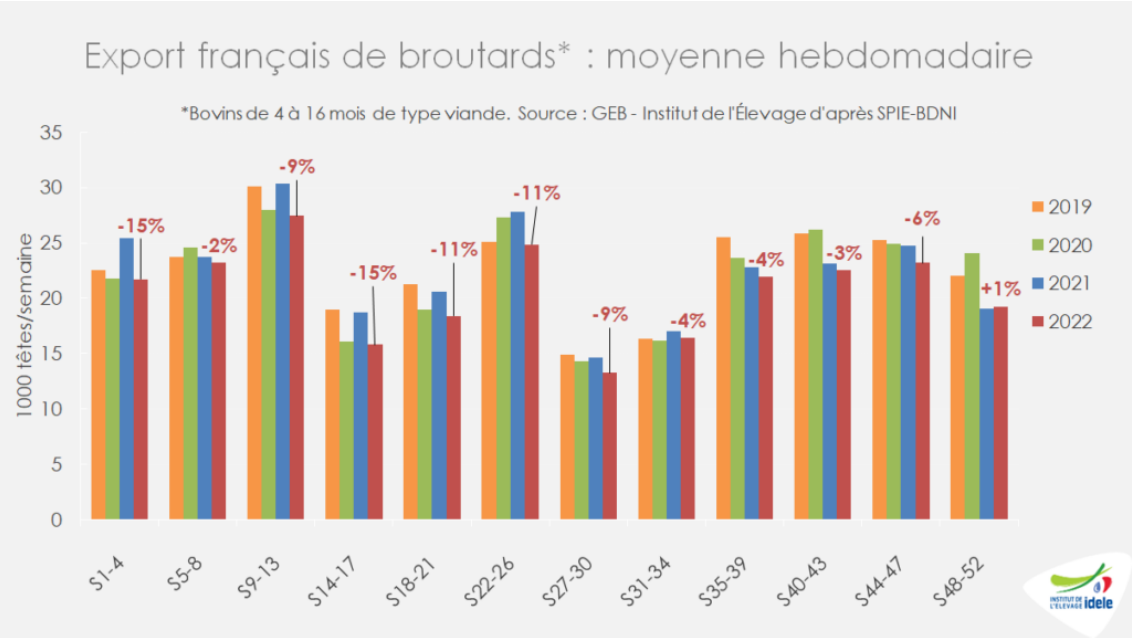
Au 1er janvier 2023, les effectifs en ferme de mâles de mère allaitante âgés entre 6 et 12 mois étaient en recul de -3% /2022 et -6% /2021, comme l'était leur cohorte de naissances 6 à 12 mois plus tôt. L'offre en broutards est actuellement restreinte, pour l'engraissement en France et à l'étranger.



Le recul des effectifs de mâles de 6-12 mois est plus net en Charolais (-4%) et en Blonde d'Aquitaine (-3%) qu'en Croisés ou Limousins (respectivement -2% et -1% seulement). Il est en revanche globalement faible chez les plus jeunes (effectifs de mâles allaitants de 0 à 6 mois) à -1% /2022 et -3% /2021.

Des exportations mieux orientées en décembre 2022

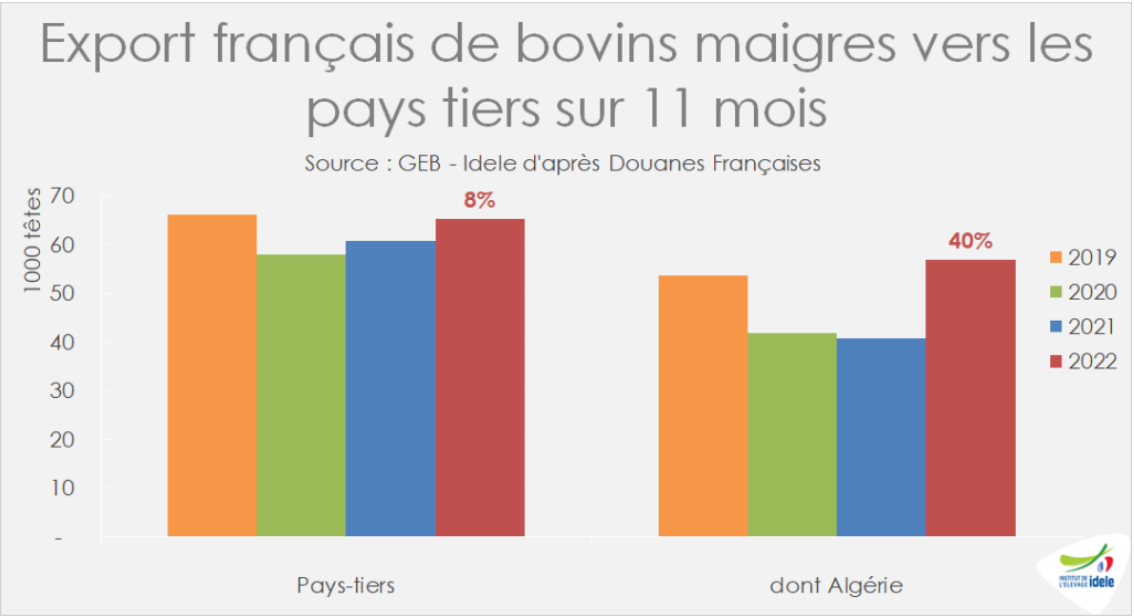
En décembre 2022, la France a exporté 96 000 broutards selon SPIE-BDNI, soit un léger rebond comparé à 2021 (+1% /2021 ou +1 000 têtes). Cependant les volumes sont restés en deçà des niveaux records de décembre 2020 (120 000 têtes). Ce léger rebond fin 2022 s'explique par la demande algérienne, absente en 2021 à pareille époque.



Sur l'ensemble de l'année 2022, les exportations françaises de broutards mâles et femelles de 4-16 mois de type viande ont reculé de -7% /2021 et 2020, totalisant 1 062 0000 têtes.
Vers l'Espagne en novembre 2022, les exports ont brutalement reculé de -25% /2021 avec 8 000 broutards expédiés selon les Douanes.
Vers l'Italie, depuis fin janvier, la demande italienne est redevenue plus pressante pour le broutard français. Entre les semaines 1 et 6, les exportations de bovins mâles et femelles de tous âges et toutes catégories ont totalisé 111 000 têtes vers l'Italie en un mois et demi selon TRACES (DGAL). Ils n'ont reflué que de -3% /2022.

Des exports dynamiques fin 2022 vers les pays tiers

En novembre 2022 comme en octobre, les exportations françaises vers les pays tiers avaient bondi selon les Douanes à 12 000 têtes (x4 /2021 ou + 9 000 têtes et x2,4 / 2020).



L'Algérie était très demandeuse depuis le mois de septembre, se préparant au Ramadan qui débutera autour du 23 mars prochain. Après avoir acheté 11 000 broutards en octobre et en novembre, elle a poursuivi ses achats en décembre, mettant une certaine pression sur l'offre en broutards français en fin d'année. La Tunisie se préparait également : la France y a exporté 1 000 broutards en octobre et en novembre.
En cumul sur les 11 premiers mois de l'année 2022, 65 000 broutards avaient été exportés de France vers les pays tiers (+8% /2021 ou +5 000 têtes et +13% /2020) grâce à cette demande.

Les pays tiers toujours demandeurs début 2023

Depuis début janvier, l'Algérie a suspendu la délivrance de nouvelles licences pour les broutards, mais les imports se poursuivent pour ceux détenant des autorisations encore valides. L'Algérie et le Maroc (de façon inédite pour ce dernier) importent désormais des jeunes bovins finis. L'Espagne répond à la demande marocaine, mais pas à l'algérienne, suite aux tensions depuis le printemps 2022. Enfin, un bateau mixte ovin-bovin serait en préparation à destination d'Israël, après un an d'interruption des flux pour cause de manque de disponibilités en broutards.
La bonne tenue de la demande et l'orientation favorable des cours des broutards ne permettent pourtant pas aux cours d'approcher le prix de revient du 2nd semestre 2022, tel que calculé par l'Institut de l'Élevage.

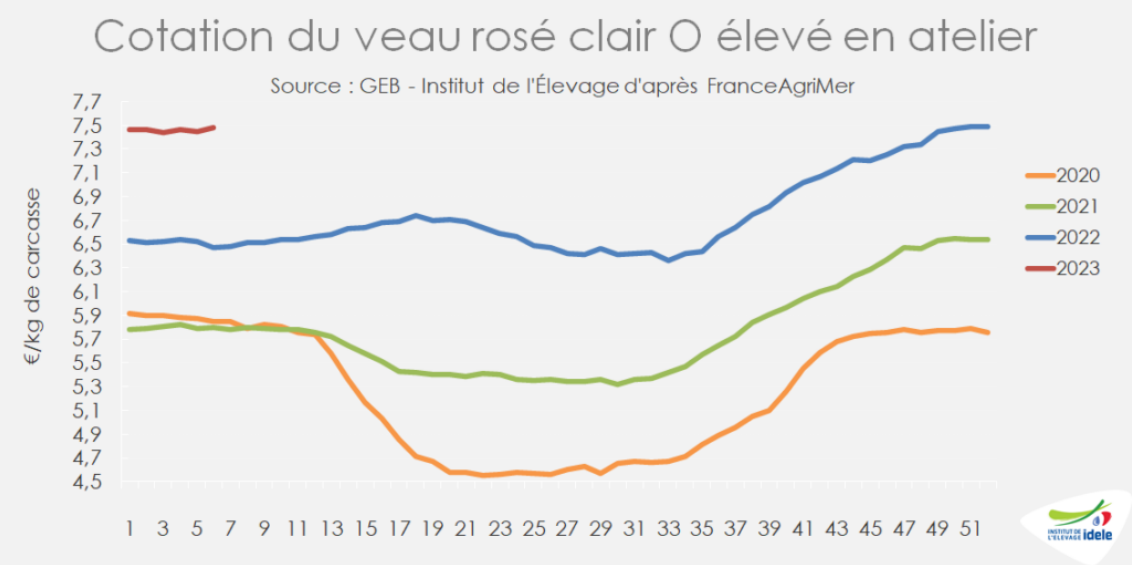
Baisse des prix des matières premières lactées

Dernière révision le 21 février 2023

Début 2023, les prix des matières premières lactées étaient en net repli. L'offre en viande de veaux était faible, plombée par le recul des poids carcasse des veaux français et néerlandais, et malgré l'augmentation des effectifs abattus aux Pays-Bas. Cependant, après les hausses observées fin 2022, les cours des veaux gras sont restés stables sur les premières semaines de 2023.

Cotation stable sur les dernières semaines

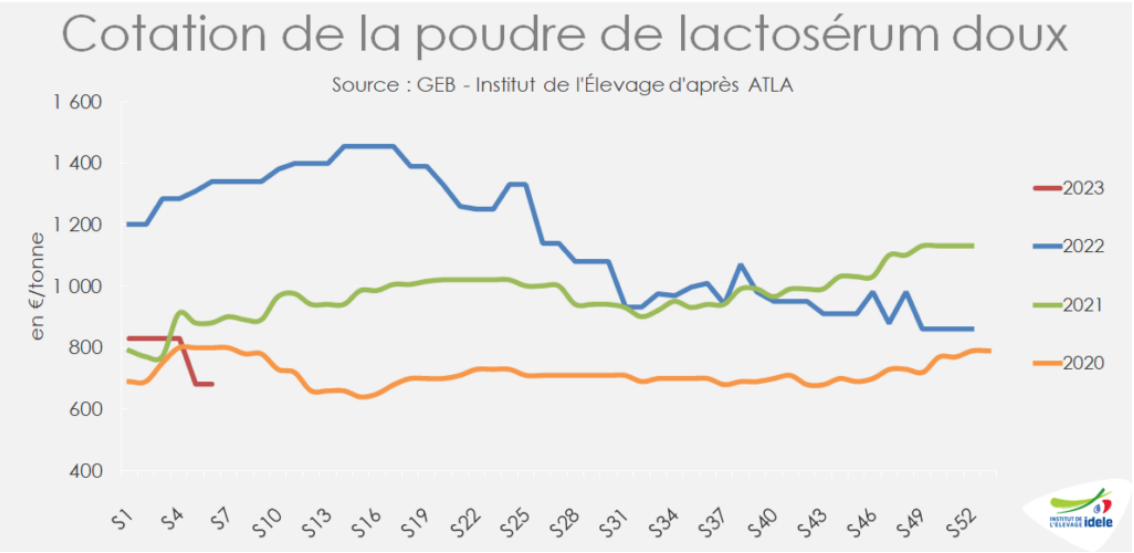
Début 2023, les prix des veaux élevés en atelier sont restés relativement stables en janvier à un niveau élevé (+2 cts /kg éc) sur quatre semaines. Le **veau rosé clair O** cotait 7,48 €/kg éc, en progression de +16% /2022 (+1,01 €/kg éc). La progression la cotation du **veau rosé clair R** a été similaire, atteignant 7,78 €/kg éc (+85 cts ou +12% /2022).



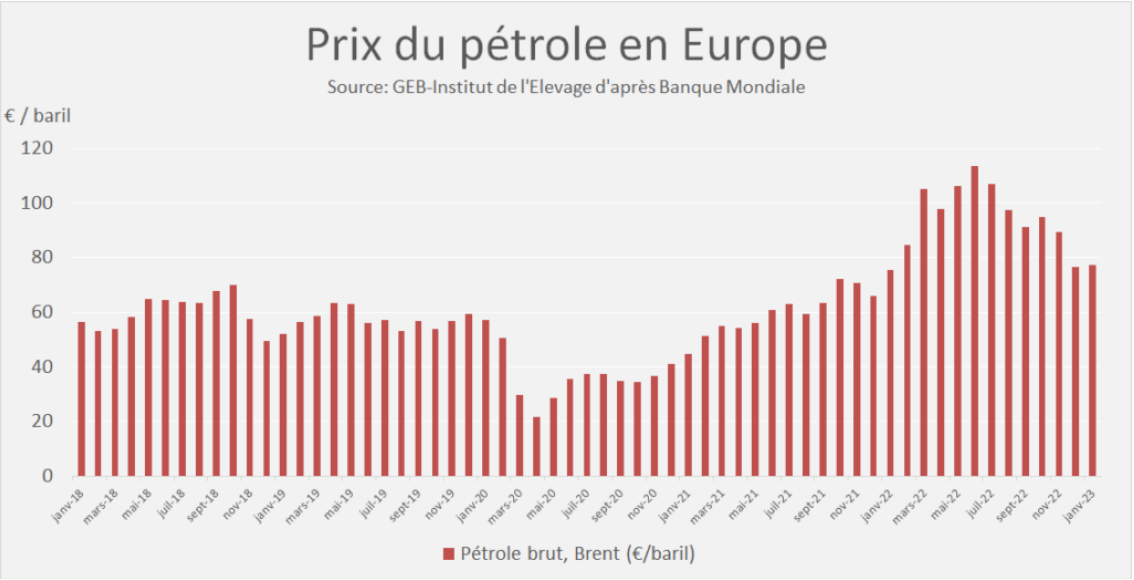
Les cours des veaux sous la mère ont en revanche progressé moins vite. En moyenne sur les semaines 3 à 6, le **veau rosé clair U élevé au pis** cotait 9,35 €/kg éc, en légère progression de +7% (+60 cts) par rapport à 2022 et relativement stable (-5 cts) sur quatre semaines.

Coûts de production en recul

Les cours de la **poudre de lait maigre** sont orientées à la baisse depuis mi-2022 du fait du repli de la demande mondiale et ramenés à 2 500 €/t en semaine 6 en 2023 (-32% /2022). Ceux du **lactosérum doux** a suivi une tendance similaire, s'établissant à 680 €/t en semaine 6 (-49% /2022, -150 €/t depuis la semaine 1). En décembre 2022, l'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** s'établissait à 162,6 points, en repli de 2% par rapport au mois précédent, mais toujours supérieur de +18% à sa valeur en décembre 2021. En revanche, l'**IPAMPA des aliments fibreux** était toujours élevé en décembre, à 150,9 points (stable par rapport à novembre, +26% /2021).

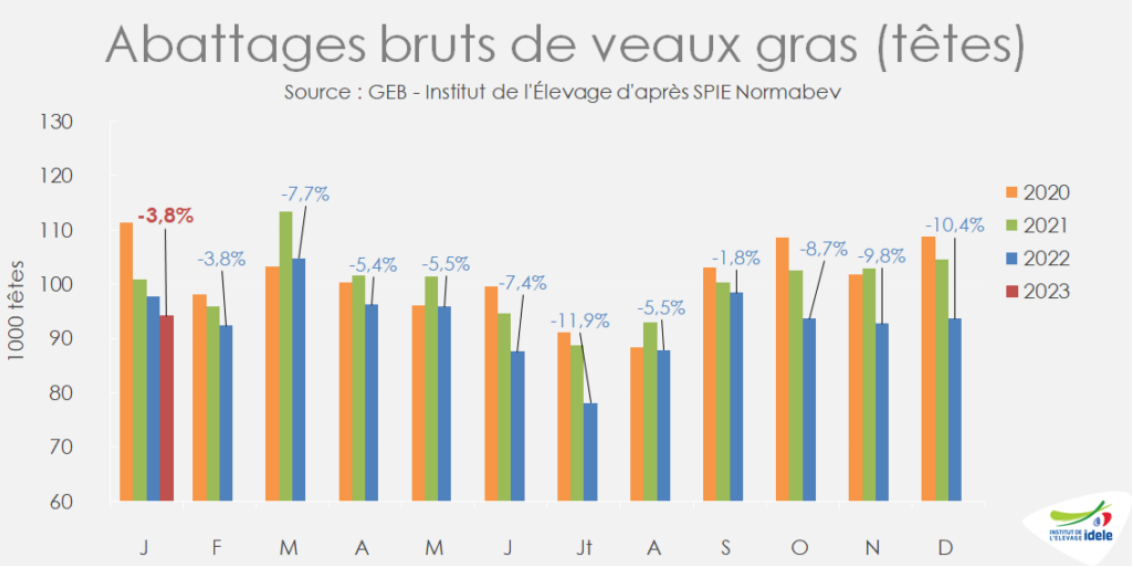


Côté énergie, l'**IPAMPA gaz** était en légère hausse en décembre, à 149,5 points (+2% /novembre et +13% /2021) sans retrouver son maximum de septembre (161,4 pts). Le prix du **pétrole *Brent* de Mer du Nord**, dont le propane est un co-produit, était stable en janvier, à 77 €/baril (+2% /2022).



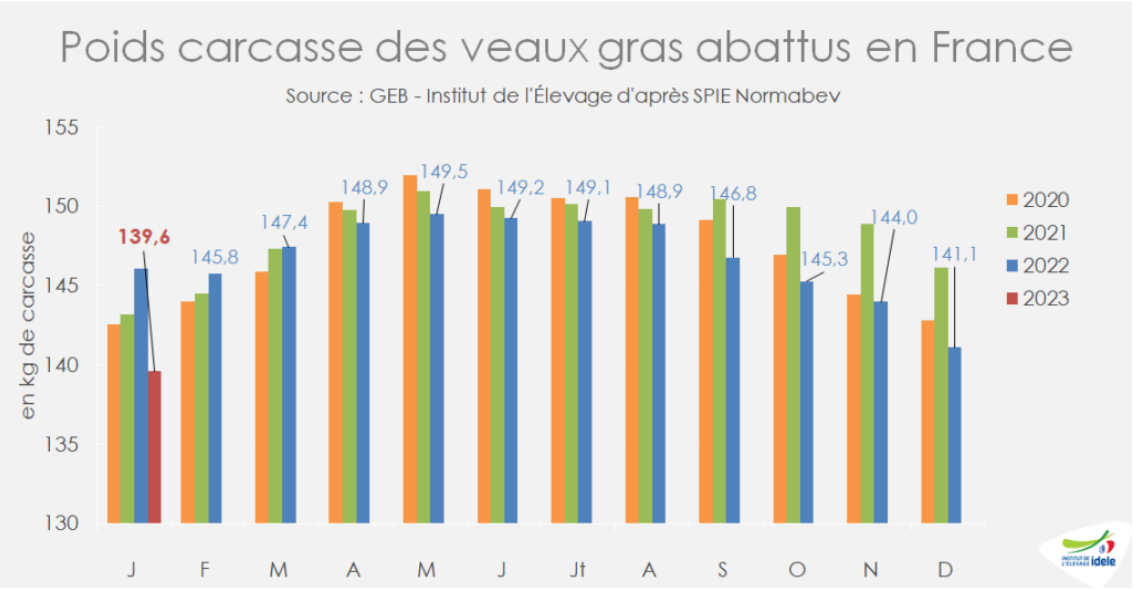
Baisse des abattages

En janvier 2023, d'après SPIE et Normabev, la **production de viande veau en France** s'est établie à 13 000 téc, en recul de -8% /2022 (- 1 100 téc). La baisse des naissances de veaux issus du troupeau laitier à l'été 2022 a compliqué les mises en place pour les abattages de début d'année. Ainsi, seuls **94 000 veaux ont été abattus en janvier**, en recul de -3,8% /2022 (-3 500 têtes).



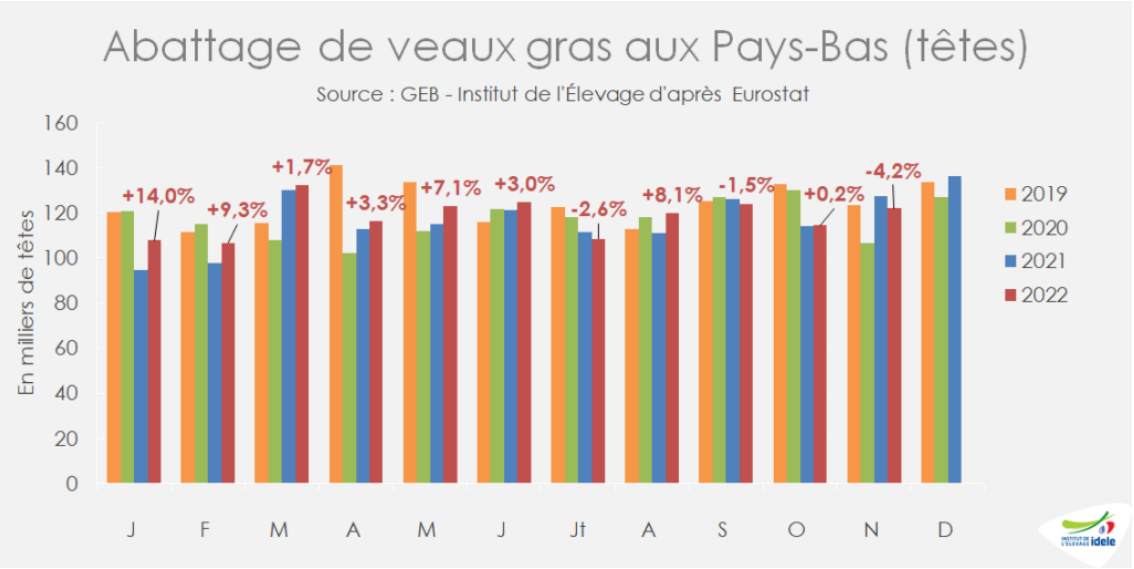
Poids carcasse en net recul

L'augmentation de la part fibreuse de l'aliment, mise en place progressivement depuis 2021 à la suite des hausses des coûts des matières premières lactées, a limité la croissance des veaux. Ainsi, alors que l'**âge à l'abattage** était quasiment stable en janvier par rapport à l'année dernière (182,1 jours vs 183,3 jours), les **poids carcasse** ont nettement baissé et s'établissant en moyenne à 139,6 kg éc (-4,4% ou -6 kg /2022 et -4 kg /2021), niveau le plus bas depuis janvier 2017.



Aux Pays-Bas, plus de veaux pour autant de viande

Aux **Pays-Bas** d'après Eurostat, les poids carcasse des veaux étaient aussi en net recul en novembre, de -3,9% /2021, s'établissant à 154,5 kg éc. Les effectifs abattus ont également baissé avec 122 000 veaux (-4,2% /2021). En conséquence, la production de viande de veau a reculé, à 19 000 téc (-5,8% /2021).



En **cumul sur les onze premiers mois** de 2022, la production reste cependant presque stable, à 201 000 téc (-0,7% /2021). La hausse des effectifs abattus, à 1,3 M de têtes (+3,1% /2021), a donc permis de compenser la baisse du poids carcasse moyen de -6 kg à 154 kg éc.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

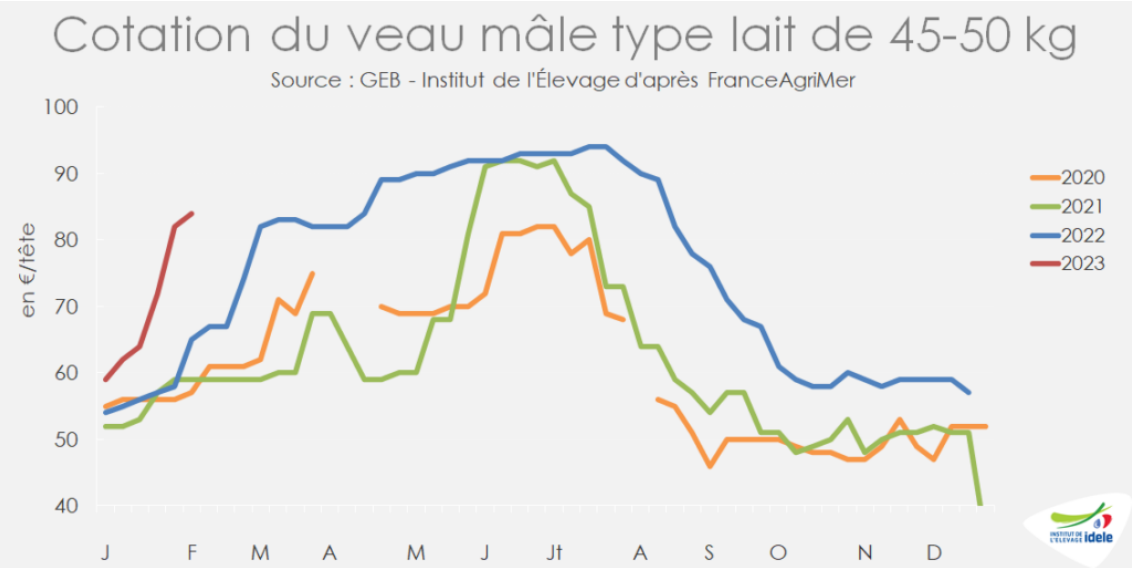
Hausse des cours dans un contexte de forte demande

Dernière révision le 21 février 2023

En janvier, les cours des veaux sont repartis rapidement à la hausse du fait d'une certaine demande pour la production de veaux de boucherie alors que les naissances de veaux de mère laitière poursuivent leur érosion. Surtout, la demande espagnole pour produire du jeune bovin est forte. La part des veaux croisés lait × viande, bien valorisés notamment à l'export, continue d'augmenter dans les naissances du cheptel laitier.

Hausse précoce des cours en début d'année

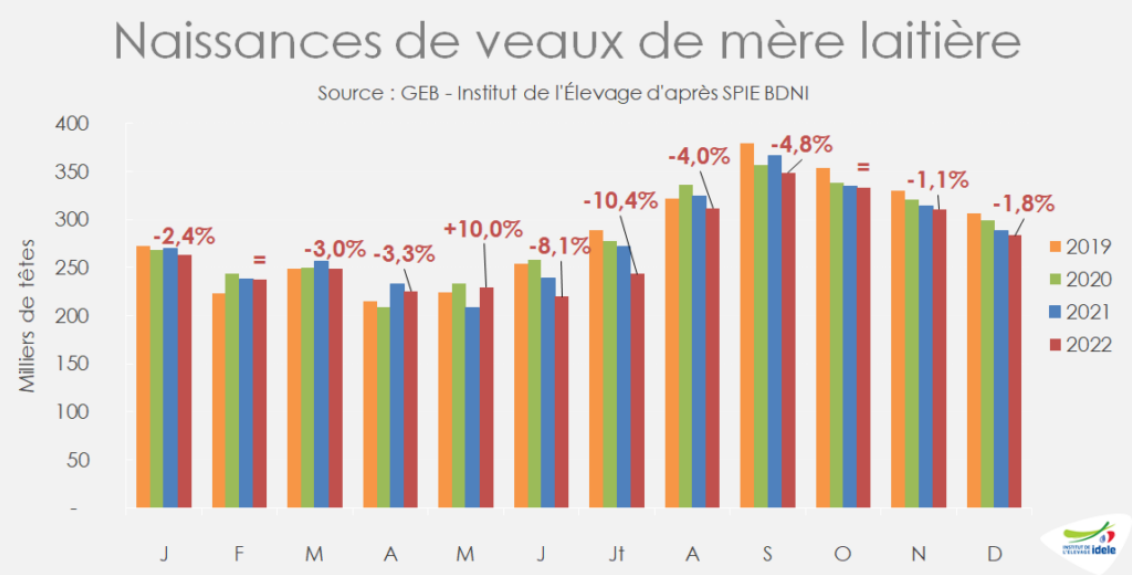
Après avoir été stables en fin d'année 2022, les cours des veaux laitiers se sont orientés à la hausse dès les premières semaines de 2023, tirés par les difficultés des intégrateurs à trouver suffisamment de veaux laitiers à mettre en place. En semaine 6, le **veau mâle laitier de 45-50 kg** cotait 84 €/tête, en nette progression (+29% ou +19 €) par rapport à 2022. Sur quatre semaines, la cotation a bondi de +35%.



La cotation des **veaux plus lourds (50-55 kg)** était également en nette progression (+18 € ou +20% /2022, +23% sur quatre semaines), à 107 €/tête en semaine 6. Les prix des **veaux mâles de type viande** (races mixtes, races à viande et croisés lait × viande) ont progressé plus lentement (+5% ou +11 € /2022), à 217 € /tête en semaine 6.

Baisse des vêlages d'été en 2022, augmentation de la part de veaux croisés

En décembre 2022, 283 000 **veaux sont nés de mère laitière**, soit 5 000 têtes de moins qu'en décembre 2021 (-1,8% /2021). En cause, le recul du cheptel de vaches laitières, de -2,2% en un an, ramené à 3 428 000 têtes au 1er janvier 2023.

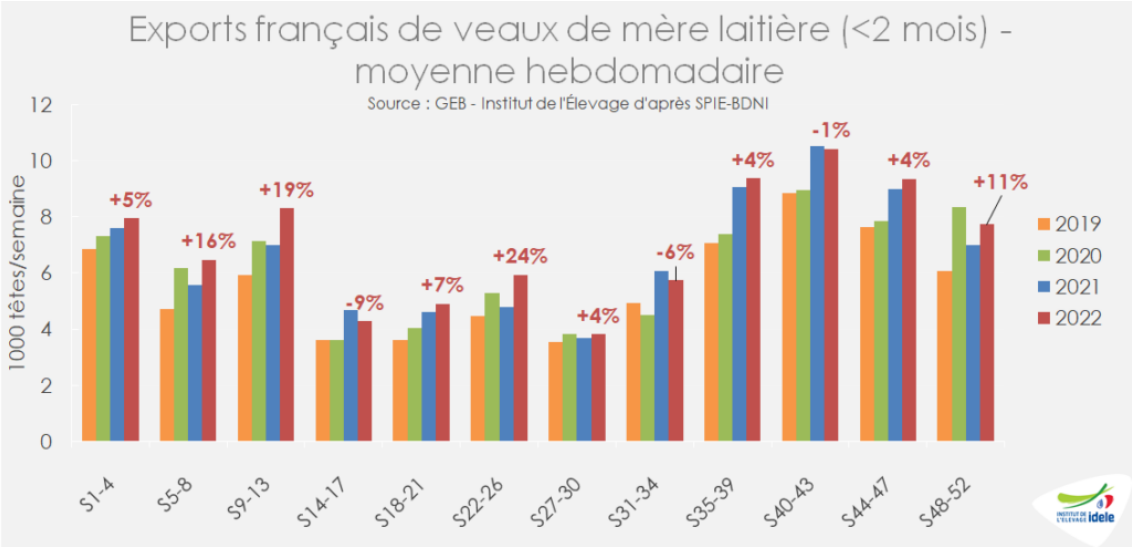


En cumul en 2022, 3 254 000 veaux sont nés de mère laitière (tous sexes et types raciaux confondus) en recul de -2,7% (-89 000 têtes) par rapport à 2021 et de -4% par rapport à 2020. La baisse des naissances a été particulièrement élevée entre juin et septembre. Les effectifs de génisses, dont les vêlages sont souvent programmés en été, ont plus fortement reculé que les effectifs de vaches (-4,1% /2021, contre -1,8% /2021), ce qui pourrait expliquer le décalage des naissances vers l'automne.

Les **naissances de veaux laitiers (purs et croisés lait × lait**) ont reculé de -4,7% /2021, à 2 455 000 têtes en 2022. À l'inverse, les naissances de veaux croisés lait × viande, mâles et femelles, ont progressé de +4% /2021, et ont atteint 799 000 têtes, soit 25% des naissances de mère laitière.

Exports dynamiques vers l'Espagne

D'après SPIE-BDNI, les **exportations de jeunes veaux laitiers** ont été dynamiques sur les quatre dernières semaines de 2022. En hausse de +4 000 têtes (+11% /2021), elles ont atteint 48 000 têtes.

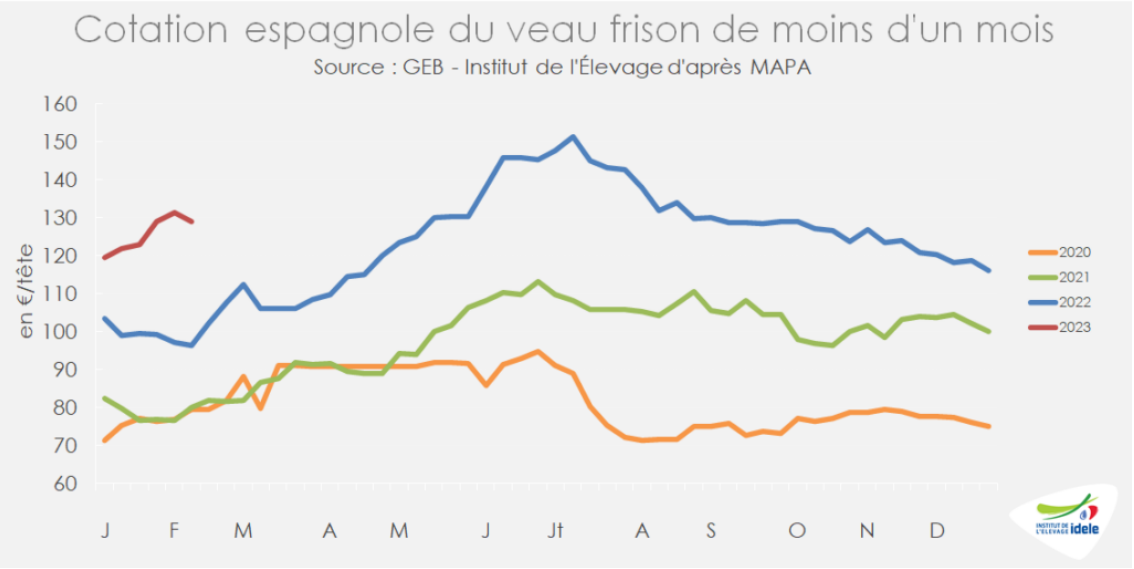


Sur l'année 2022, toujours d'après SPIE-BDNI, les **exportations de jeunes veaux** ont été de 374 000 têtes, soit +6% /2021. Les **animaux croisés lait × viande** ont davantage progressé pour représenter 46% des jeunes veaux exportés. Cette part ne cesse de croître depuis plusieurs années (43% en 2021, 33% en 2017) du fait notamment de la demande espagnole pour ce type d'animaux et de l'augmentation de l'usage de ce croisement dans les cheptels laitiers français.

D'après les Douanes, les envois de veaux (bovins <160kg vif) sur les onze premiers mois de l'année ont augmenté **vers l'Espagne**, de +7% 2021. À l'inverse, ceux **vers l'Italie** auraient reculé de -3% sur la même période.

Cotation en hausse en Espagne

Conséquence du dynamisme du marché du JB, les prix des veaux laitiers sont restés soutenus en Espagne. En semaine 6, les **veaux frisons espagnols** cotaient 129 €/tête, en hausse de +34% (+32 €/tête) par rapport à 2022. L'évolution sur les six premières semaines de 2023 est également positive, avec une hausse des cours de +8% par rapport à la semaine 1 (+10 €/tête).



Hausse de l'âge minimum au transport en Allemagne : premiers retours d'expérience

Depuis le 1er janvier 2023, la législation allemande **interdit le transport des veaux avant 28 jours**. En conséquence, les veaux laitiers destinés à l'engraissement, exportés notamment vers les Pays-Bas, restent sur la ferme de la naissance jusqu'à cet âge. Les premiers retours d'expérience dans la presse spécialisée allemande et néerlandaise font état de plusieurs aménagements nécessaires, pour le transport (notamment passage de trois à deux ponts dans les camions) et dans les élevages engraisseurs (plus faible homogénéité des lots, avec des animaux pesant jusqu'à 90 kg, transition alimentaire plus délicate à gérer entre une alimentation *ad libitum* au lait sur la ferme de naissance et une alimentation rationnée à l'arrivée en élevage engraisseur). En outre, bien que le prix des petits veaux ait bondi de +51% (+35 €/tête, mais pour un poids supérieur) entre la semaine 1 et la semaine 6 de 2023, les éleveurs laitiers allemands considèrent que que la hausse des cours ne couvre pas les surcoûts engendrés par deux semaines d'élevage supplémentaires.

Le retournement de conjoncture se précise

Dernière révision le 21 février 2023

La production de lait demeure en nette hausse chez les exportateurs de l'hémisphère Nord, ce qui compense les baisses de production de l'hémisphère Sud. La reprise de production accroît les disponibilités en ingrédients laitiers et met la pression sur des marchés confrontés à des acheteurs attentistes et à une demande plutôt molle.

Logiquement le prix du lait devrait se déprécier dans les prochains mois, plus ou moins rapidement selon les pays, en premier lieu en Europe du Nord où la production laitière a été relancée.
En France, les fondamentaux de l'économie laitière semble déréglée. D'un côté, la production de lait conventionnel recule malgré des prix historiquement élevés. De l'autre, celle de lait bio croît toujours, certes modérément, face une demande intérieure toujours déprimée, ce qui accentue la part de lait déclassé.

Lait de vache » Collecte laitière »

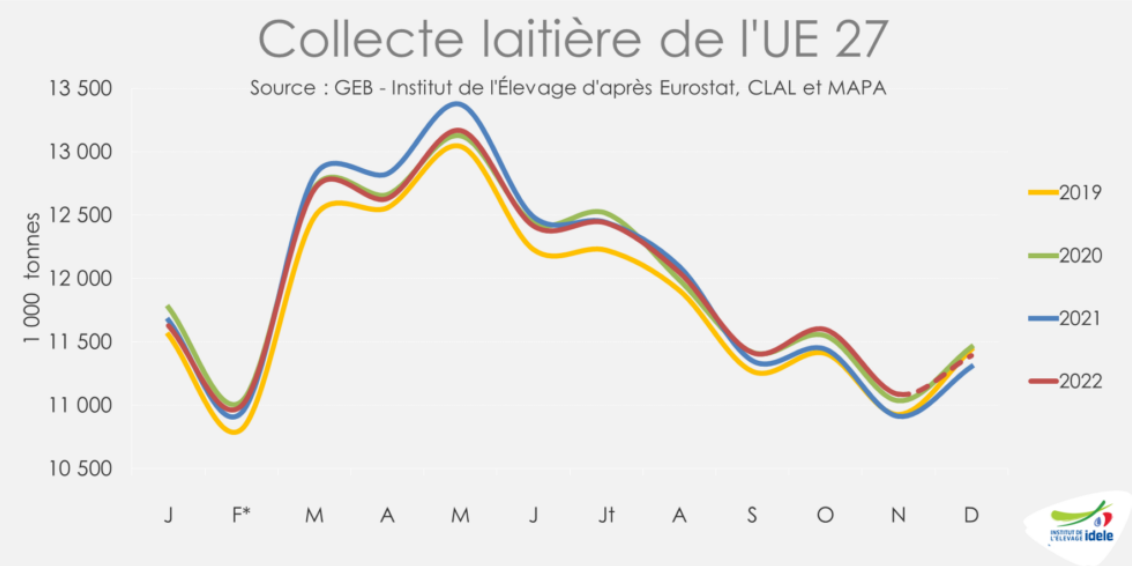
Recul en France à contresens du dynamisme européen

Dernière révision le 21 février 2023

La collecte dans l'UE-27 a retrouvé un dynamisme important depuis septembre 2022 qui ne faiblit pas sur le début d'année 2023. La France ne s'inscrit pas dans la dynamique laitière que connaissent les pays d'Europe du Nord. Son prix du lait a augmenté, mais dans une bien moindre mesure qu'ailleurs dans l'UE.

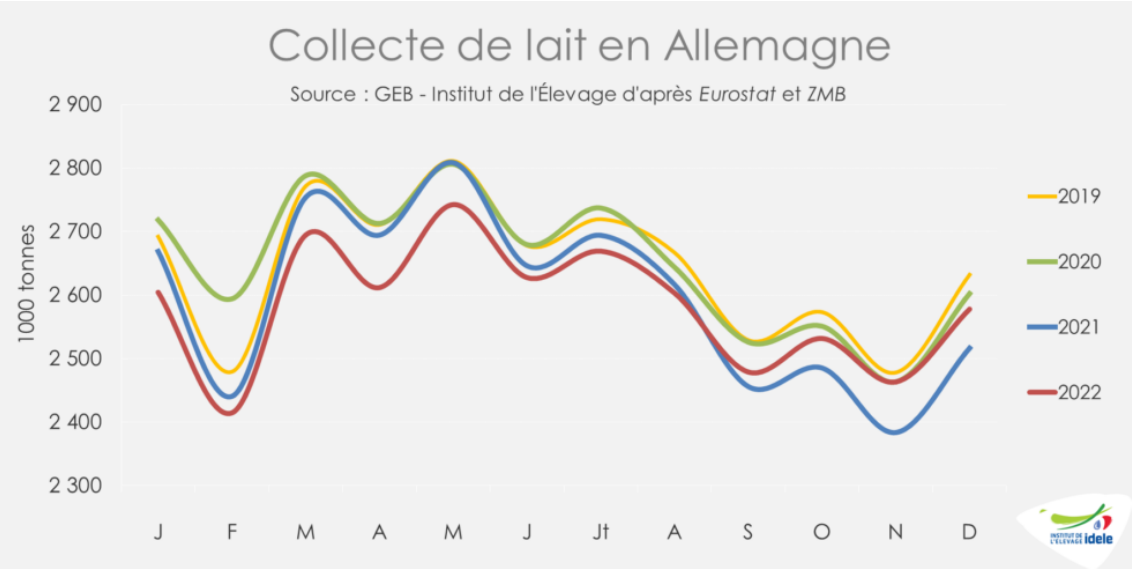
Rebond de la collecte dans l'UE depuis septembre

La collecte laitière dans l'UE-27 a progressé sur les 4 derniers mois de l'année 2022, rattrapant son recul du printemps et de l'été. Les bonnes conditions météo de l'automne ont permis un retour des vaches dans les pâtures. Mais surtout, les très bons prix du lait dans l'UE ont contribué au dynamisme de la production sur la fin d'année. La collecte de l'UE-27 s'est ainsi établie aux alentours de 143,6 millions de tonnes en 2022. Elle se maintient à ce niveau depuis 2020 après avoir connu une croissance régulière. Cette stabilité cache de fortes disparités entre les pays membres.

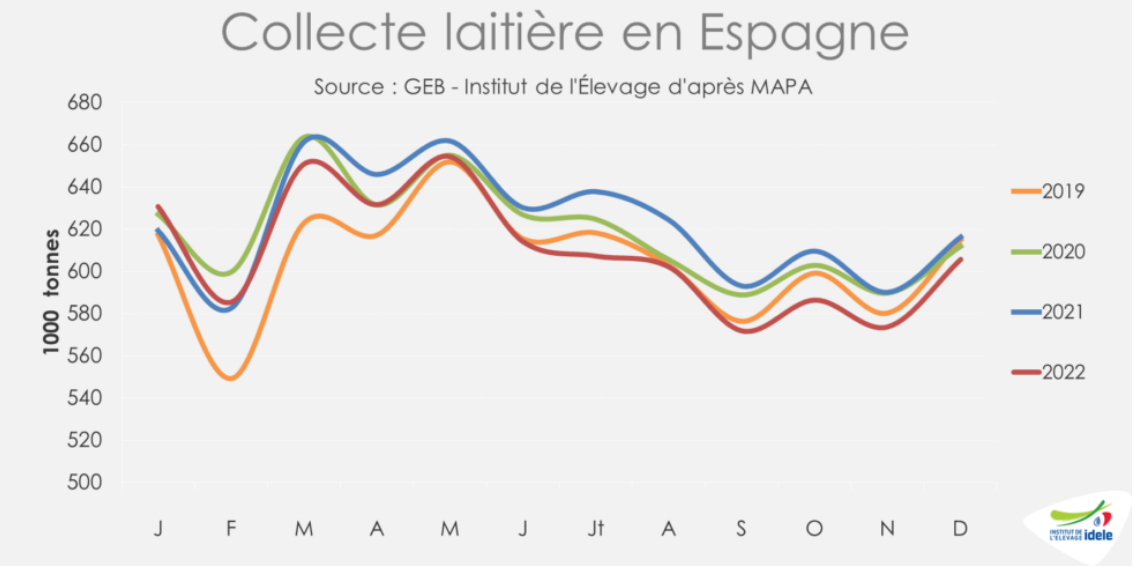


En Europe du Nord, les prix élevés du lait ont stimulé la production. Les hausses de collecte ont été particulièrement appuyées en Autriche (+3% en 2022 /2021), en Belgique (+2,6%) ou encore en Pologne (+2,1%). Dans une moindre mesure, la collecte a aussi progressé aux Pays Bas (+1,2%) en Irlande (+0,7%) et au Danemark (+0,3%). En Irlande, la croissance de la collecte a été moins forte en 2022 que les années passées. L'envolée des coûts de production et les mauvaises conditions climatiques ont été préjudiciables à la production. Au Danemark, la croissance de la production est limitée par les contraintes environnementales imposées à l'élevage laitier. Ces derniers mois, la Belgique, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Pologne ont fortement contribué à la reprise de la collecte dans l'UE-27.

En **Allemagne**, la collecte n'a ainsi reculé que de -0,5% sur l'année 2022. Et le dynamisme de la collecte perdure encore sur le début d'année 2023.



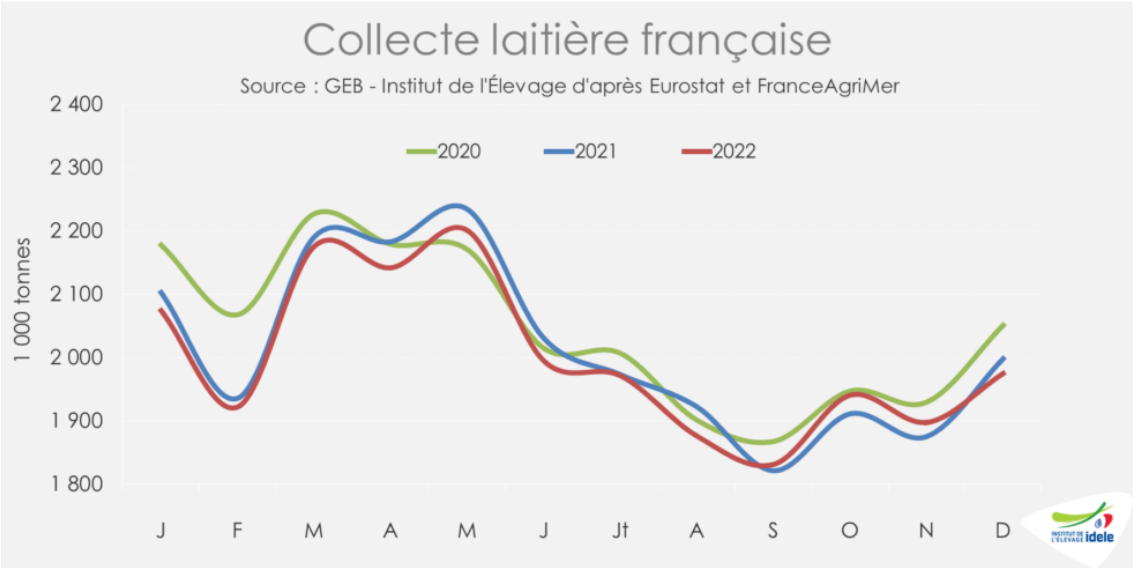
En **Espagne** et en **Italie**, la sécheresse estivale et l'augmentation des coûts de production ont infléchi la production. Jusqu'alors la collecte dans ces pays était en progression. La collecte italienne recule de -1% sur l'année 2022. Le recul est plus sévère en Espagne où la collecte subit une chute de -2,1% /2021. La consommation de produits laitiers fléchit en Espagne depuis quelques années. Elle se caractérise par une consommation de laits conditionnés, de yaourts et de fromages mais peu de beurre. Avec la forte inflation qui touche le pays, la consommation alimentaire est très impactée.



Recul de la collecte en France

En **France**, la collecte laitière, qui s'est repliée en 2022 de -0,7% /2021, n'a pas connu le même dynamisme que dans les pays de l'Europe du Nord. Elle a reculé une grande partie de l'année. Dans le sillage d'autres pays de l'UE, elle a certes rebondi en septembre. Mais cette reprise fut de courte durée. Dès la mi-novembre, les livraisons ont de nouveau baissé d'une année sur l'autre. Et le début d'année 2023 affiche les mêmes tendances, d'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer.

La production laitière est affectée par un recul très conséquent du cheptel de vaches laitières, qui s'est accéléré depuis septembre 2022 (dépassant les -2%). Au 1er janvier 2023, le recul est encore de -2,2% /2022. L'année 2022 a été marquée par la sécheresse et la canicule estivales qui ont altéré la production fourragère. En ce début d'année, les stocks fourragers sont au plus bas. Une bonne année climatique 2023 apparait vitale pour assurer la production et ne pas accroître la décapitalisation du cheptel.

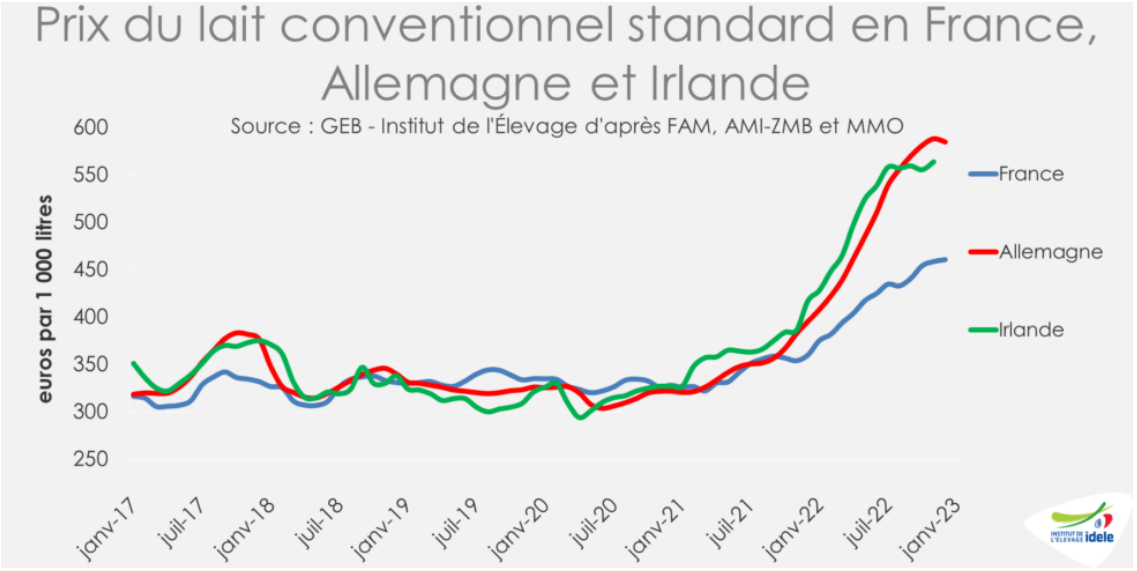


Le nombre de livreurs de lait a poursuivi sa baisse en 2022. 44 180 livreurs étaient recensés fin 2022, soit une baisse de -4,8% /2021. La réduction du nombre de points de collecte n'a jamais été aussi forte. En 10 ans, la France a perdu 34% de ses livreurs. L'atelier laitier s'est développé au fil des années mais aujourd'hui bon nombre d'éleveurs arrivent à saturation de leurs outils (en surface, bâtiment, main d'œuvre).

Un prix du lait au plus haut en Europe

Le prix du lait de vache dans l'UE-27 s'est stabilisé à un haut niveau fin 2022. En décembre, le prix moyen a atteint 574 €/t, soit +162 € /2021. Tirés par une conjoncture favorable sur le marché des ingrédients laitiers (beurre et poudre), les prix du lait se sont envolés partout en Europe, mais avec des écarts importants selon les pays. En moyenne sur l'année 2022, le prix du lait européen a progressé de +133 €/t d'une année sur l'autre, d'après la DG Agriculture, et de +115 à +175 €/t selon les pays.

En **France** le prix du lait a progressé plus modérément en 2022. En décembre, le prix du lait standard a atteint 474 €/1 000 l. La progression est certes remarquable en un an (+95 € /2021), mais les écarts de prix se sont accrus au fil des mois avec la plupart des autres pays de l'UE. Le prix du lait conventionnel en France se situe encore 100 €/1 000 l sous celui en Irlande et 120 € sous celui en Allemagne (à composition équivalente).



La marge MILC en France a progressé en décembre 2022 pour atteindre 170 €/1 000 l. Elle s'est améliorée de +12 € d'un mois sur l'autre grâce à la hausse du produit lait et la stabilité des charges. Sur un an, la MILC s'est appréciée de +67 €/1 000 l. La hausse du produit lait (+104 €) et celle des autres produits (+17 €) compensent largement l'augmentation des charges (+54 €).

Le marché des ingrédients laitiers connait depuis quelques mois un profond retournement qui va dégrader le prix du lait payé aux éleveurs dans l'UE. Il devrait logiquement moins varier en France quand on sait qu'il n'a pas augmenté dans les mêmes proportions qu'ailleurs en Europe. Autrement dit la loi EGAlim aura-t-elle un effet cliquet qui permettrait de retarder puis d'atténuer la baisse du prix du lait ?

Premiers sur le prix du lait de la baisse des cours des ingrédients laitiers

Dernière révision le 21 février 2023

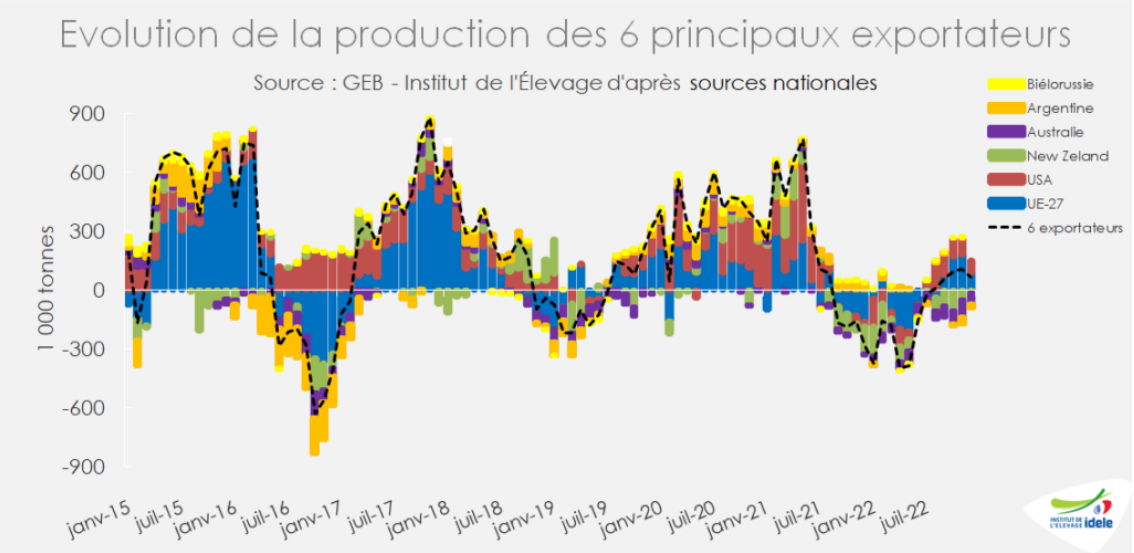
Les fondamentaux sur le marché laitier mondial n'ont pas changé depuis un mois. La production de lait demeure en nette hausse chez les exportateurs de l'hémisphère Nord, ce qui compense les baisses de production de l'hémisphère Sud. Face à une demande peu réactive, les disponibilités en ingrédients laitiers s'accroissent pesant sur les prix. A l'échelle mondiale, le prix du lait est très fortement relié au mix beurre-poudre. La baisse des prix du lait a donc commencé, plus ou moins fortement selon les pays.

Hausse de la production au Nord et baisse au Sud

La production de lait s'est accélérée dans l'hémisphère Nord au second semestre. Elle ressort en hausse de +0,7% dans l'UE-27 et +1,3% aux États-Unis sur le 2nd semestre /2021. La météo et les prix élevés du lait en sont les principales raisons.

A l'inverse, dans l'hémisphère Sud, la collecte chute qu'il s'agisse de la Nouvelle-Zélande (-2,6% au 2nd semestre /2021), de l'Australie (-6,6%) ou encore de l'Argentine (-0,8%), en raison principalement d'une météo adverse.

Au global, la collecte cumulée des 6 principaux exportateurs a progressé de +0,3% /2021, soit + 400 000 t de lait supplémentaire au 2nd semestre.



Ces tendances devraient se poursuivre sur le 1er semestre 2023 car les prix sont pour le moment toujours incitatifs dans l'hémisphère Nord à l'approche du pic laitier tandis que la météo est toujours problématique dans l'hémisphère Sud.

L'USDA prévoit une production de lait en hausse de 0,8% en 2023 aux États-Unis. L'office se montre prudent car les réformes laitières augmentent (+9% au mois de janvier 2023 /2022) tandis que le nombre de génisses gestantes, qui entreront dans les troupeaux, seraient inférieures à l'an passé (-3% /2022).

En Nouvelle-Zélande, la production est attendue en baisse de -1 à -2 % selon la Rabobank sur la saison 2022-23. De même, il est difficile d'être optimiste sur une reprise de la collecte en Australie cette saison.

Poudre de lait écrémé : les prix convergent entre les exportateurs mais à la baisse

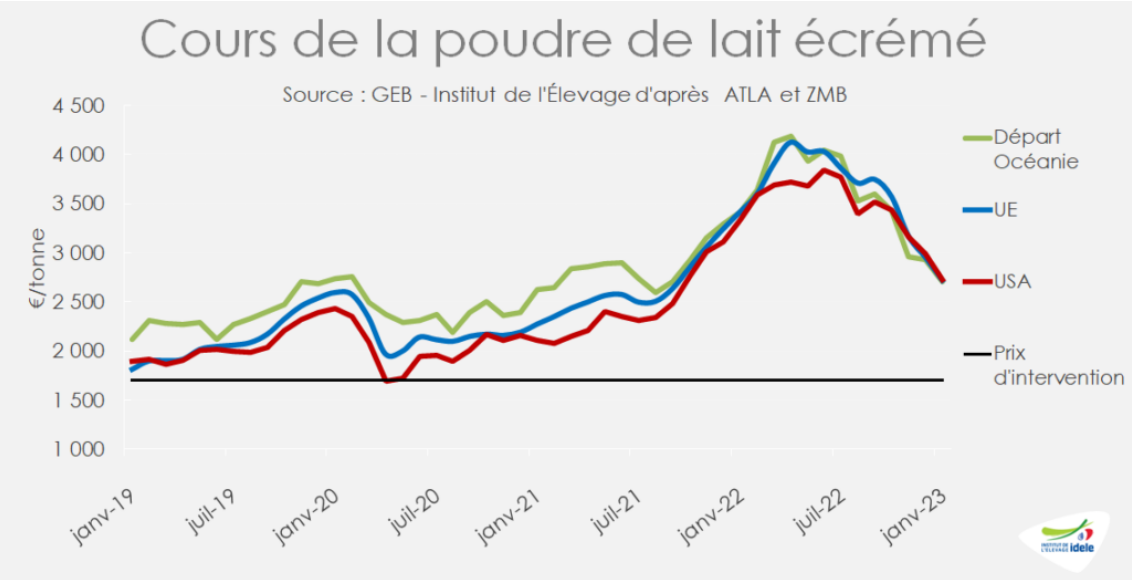
Aux **États-Unis**, les fabrications de poudre sont ressorties en baisse toute l'année mais cette tendance est en train de s'inverser. Au mois de décembre, elles ont progressé de +5% /2021. Les exportations sont dégradées (-7% sur l'année 2022) mais en hausse au mois de décembre (+8%). La consommation intérieure a baissé sur l'année d'environ -10% /2021, ce qui a entrainé une hausse des stocks de +5% fin décembre.

Les fabrications européennes ont augmenté en 2022 (+51 000 t soit +4% /2021) grâce aux volumes supplémentaires aux Pays Bas (+15 000 t soit +16%) et en Belgique (+39 000 t, soit +25%). L'Allemagne équilibre sa production entre la baisse du 1er semestre et la hausse au 2nd. La baisse des fabrications en France (-26 000 t en 2022, soit -6% /2021) est quasiment compensée par la hausse des volumes irlandais (+24 000 t, soit +18%).

Dans le même temps, les exportations européennes ont encore reculé en décembre. En cumul sur l'année 2022, les volumes ont baissé de près de -10% /2021 (-77 000 t). Le retour de la demande algérienne en fin d'année (+26% soit +23 400 t) ne suffit pas à compenser la moindre demande chinoise et la perte de part de marché sur l'Asie du Sud Est.

Dans ce contexte, le marché de la poudre écrémé reste sous pression en ce début d'année.

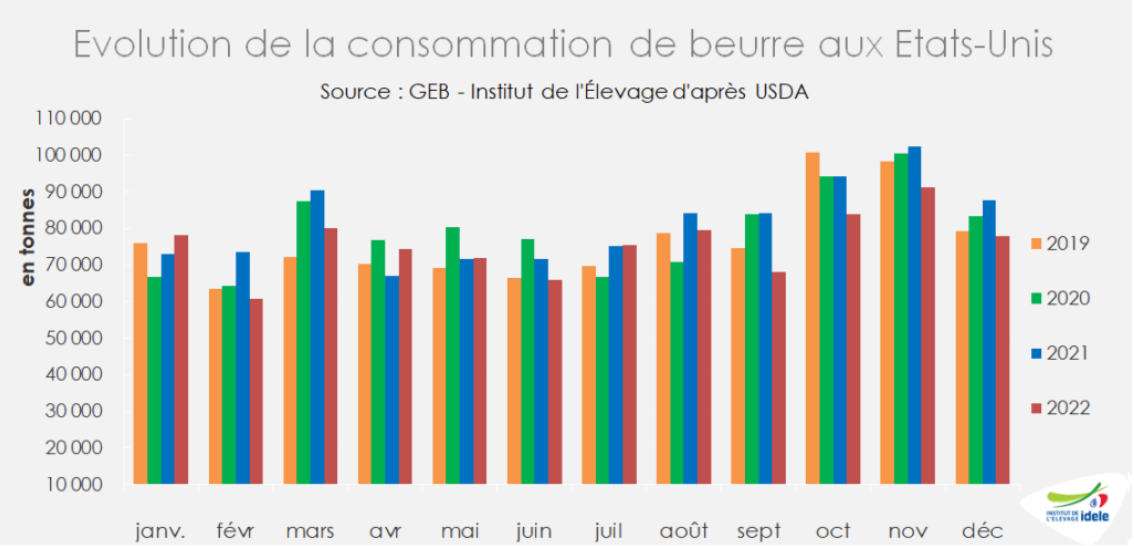
En **Nouvelle-Zélande**, les exportations de poudre maigre ont repris en fin d'année, notamment vers la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est. Néanmoins, il est possible que des stocks demeurent. Les prix de la poudre maigre sont restés stables lors de la dernière enchère sur la plateforme *Global Dairy Trade* (GTD).



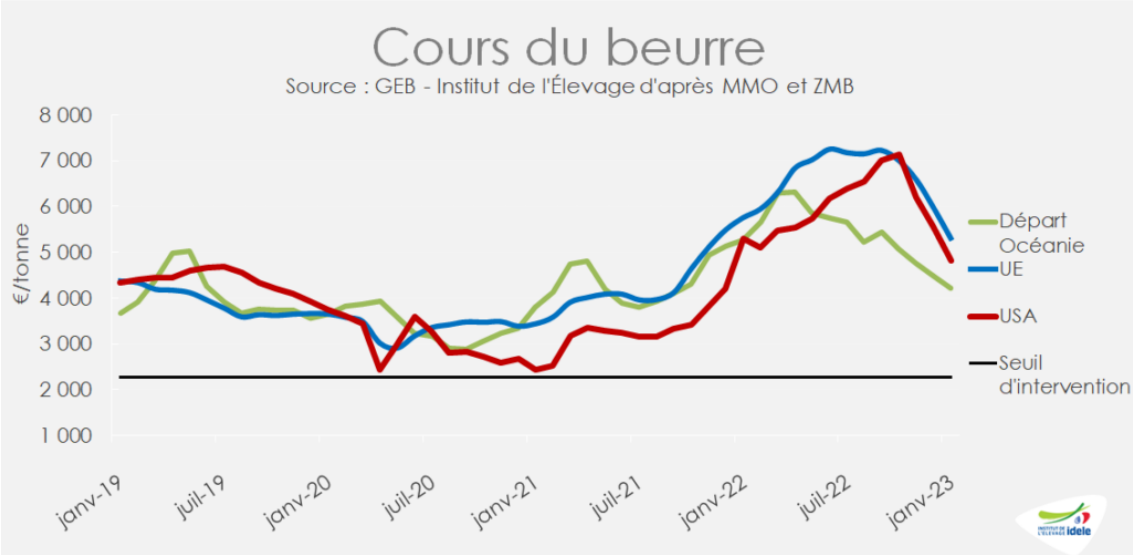
Beurre : Disparités de prix entre les exportateurs

En **Europe**, les cours du beurre, à 5 300 €/t en janvier, ont chuté de -8% /2022. Cette baisse est notamment liée à une chute de la consommation des ménages. En Allemagne, elle a baissé de 10 points sur les trois derniers mois de 2022 par rapport à 2019. La demande pour l'industrie devrait se maintenir globalement sur l'année 2022 comme 2023 mais pour le moment, les acheteurs sont attentistes et patientent avant de terminer les achats en beurre pour le second et 3ème trimestre 2023.

Aux **États-Unis**, les fabrications ont été dynamiques fin 2022 (+10% /2021 en novembre et +4% en décembre mais -7 000 t sur l'année /2021). Les exportations enregistrent de fortes hausses, mais sur des volumes modestes (+48 % soit +21 000 t). La consommation de beurre apparente est en forte baisse. Les Américains fréquentent moins les restaurants dans ce contexte d'inflation. Aussi, les stocks de beurre fin décembre enregistrent une hausse de +9% /2021. Ces disponibilités ont fortement pesé sur les cours du beurre aux États-Unis qui ont chuté de -740 €/t en un mois à 4 820 €/t en janvier, soit -480 €/t d'une année sur l'autre.



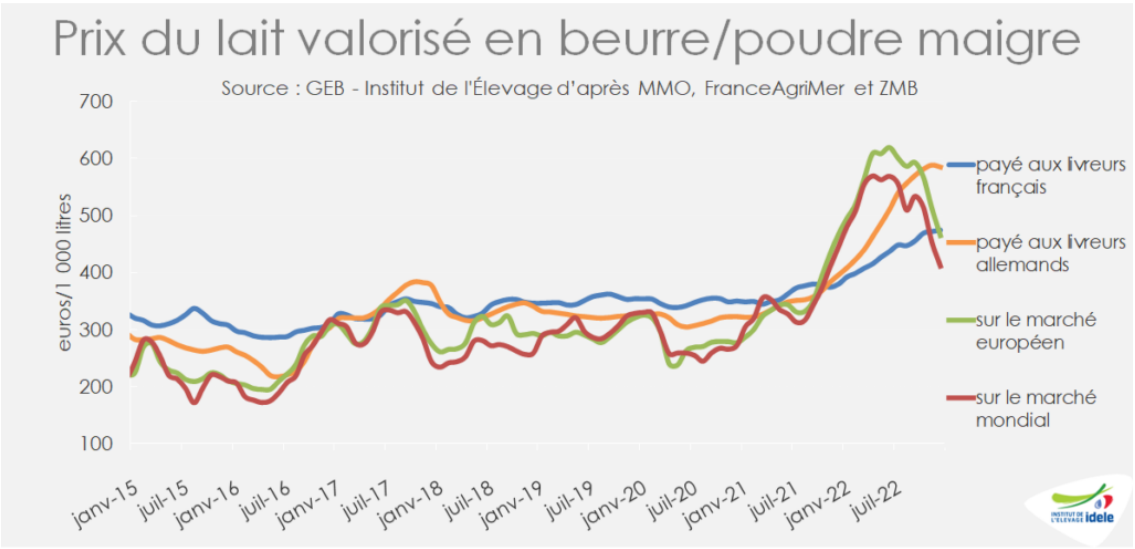
A l'inverse en **Nouvelle-Zélande**, la demande à l'export est restée très dynamique (+14% sur l'année /2021) notamment vers la Chine (+18%) et l'Australie (+20%). La Chine semble avoir d'ailleurs été particulièrement présente lors de la dernière enchère du GDT du 7 février. Les prix du beurre se sont donc affichés en hausse de +6,6 % lors de cette enchère.



Le prix du lait commence à chuter dans le sillage des ingrédients

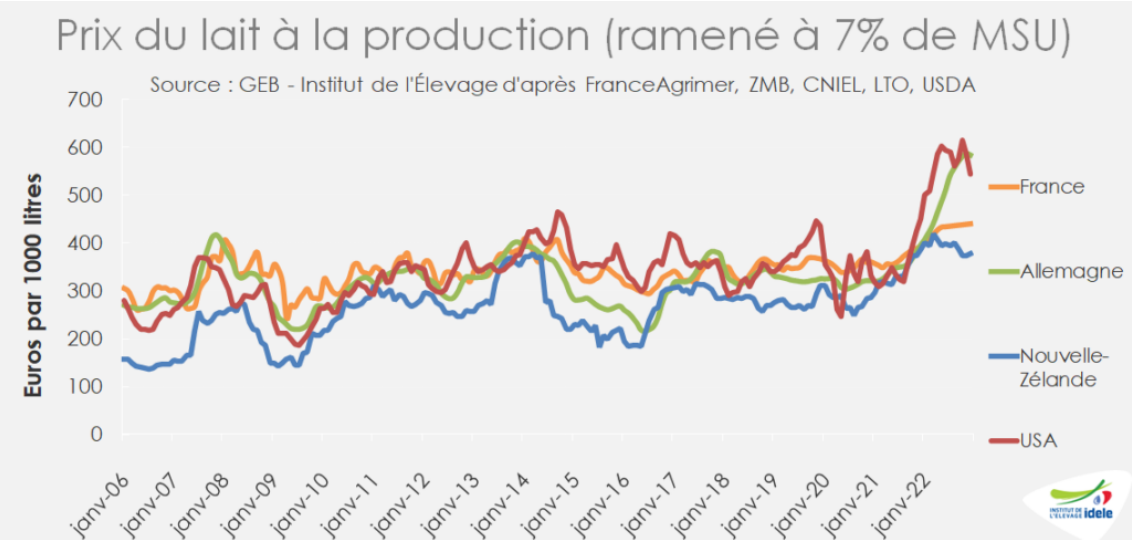
La rapide dégradation des cours des commodités laitières se répercutera tôt ou tard sur le prix du lait payé aux producteurs, même si la part de lait transformé en beurre/poudre varie selon les laiteries.

Selon nos calculs, la valorisation du lait transformé en ingrédients est ramenée à 413 €/1 000 l sur le marché européen et 372 €/1 000 l sur le marché mondial pour le mois de janvier 2023. Le pic a été atteint en juin à 620 €/1 000 l sur le marché européen et 570 €/1 000 l sur le marché mondial.



Dans ce contexte, si les prix en Europe restent globalement largement supérieurs à ces niveaux de valorisations, ils ont commencé à chuter. En Irlande, au mois de janvier, Lakeland et Kerry Group les ont baissés de 60 €/1 000 l, à respectivement 528,5 €/1 000 l et 500 €/1 000 l. En Belgique, Milcobel devrait le baisser autant à 479 €/1 000 l. Arla et FrieslandCampina auraient annoncé des prix ramenés autour de 550 €/1 000 l en janvier.

Les agriculteurs étatsuniens font également face à une baisse importante de leur prix de vente. Le prix du lait de classe IV, transformé en beurre/poudre maigre, a chuté de 50 €/1 000 l en un mois, à 420 €/1 000 l en janvier 2023.



Lait de vache » Consommation »

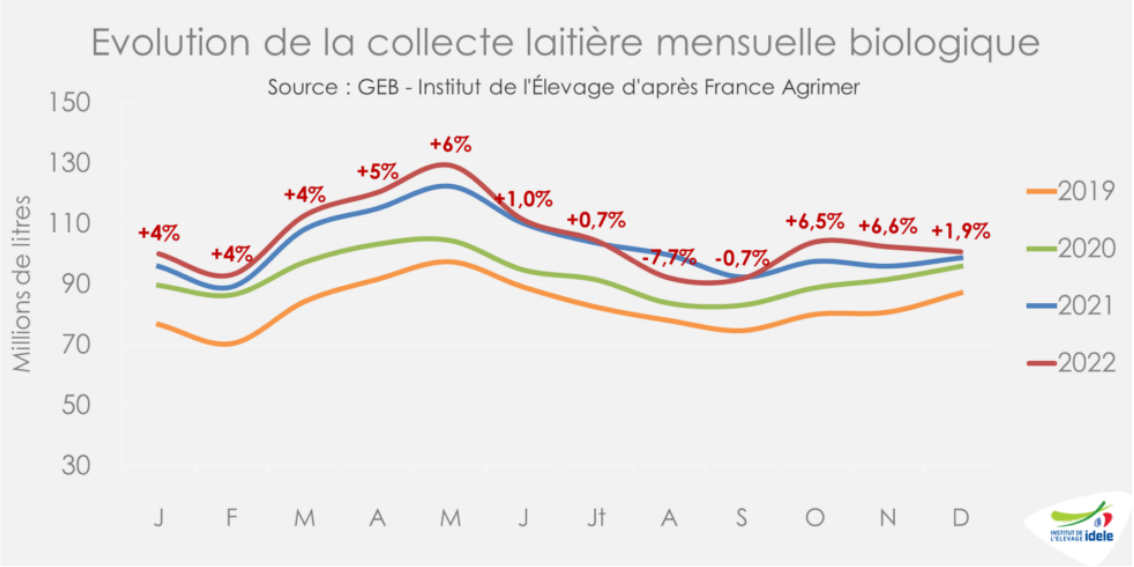
La déconsommation de produits laitiers bio perdure

Dernière révision le 21 février 2023

La collecte de lait de vache bio en 2022 a peu progressé comparé au dynamisme des années passées. L'ensemble de la filière est préoccupé par la forte baisse de la consommation de produits laitiers bio pour la 2ème année consécutive. Et l'année 2023 ne se présente pas sous de meilleurs auspices.

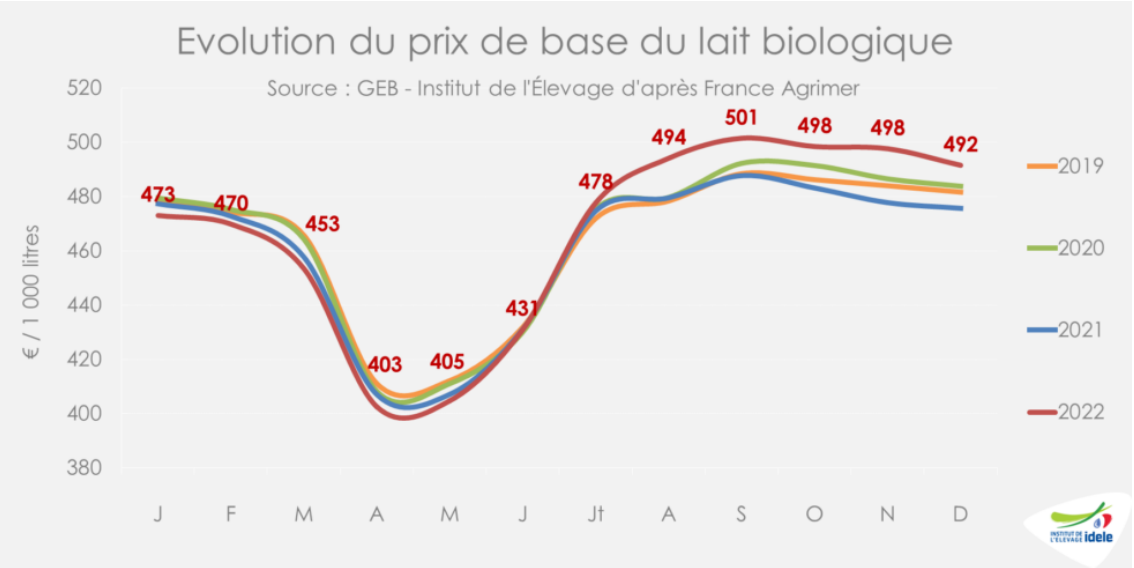
Ralentissement de la progression de la collecte de lait bio

La collecte de lait bio en France est repartie à la hausse sur le dernier trimestre 2022. Les bonnes conditions climatiques de l'automne ont favorisé la reprise de la production. Elle avait fortement chuté en août et septembre à la suite de l'été caniculaire et sec. Sur l'année, la hausse de collecte est bien moins élevée que ces dernières années, à +2,7% /2021.



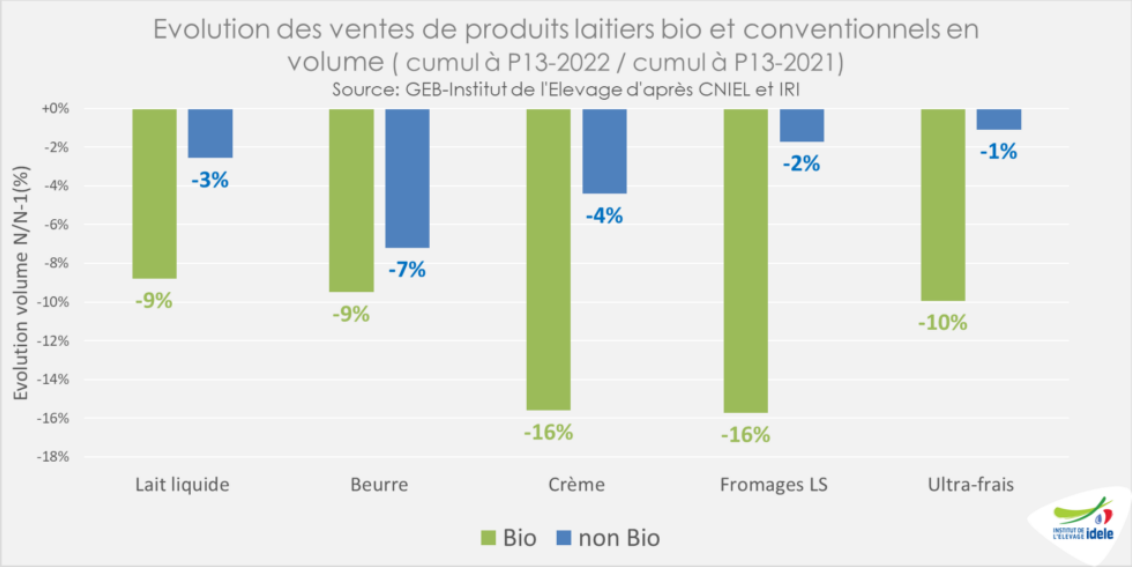
Le nombre de livreurs bio recule depuis juin. En décembre 2022, 4 170 livreurs ont livré du lait bio soit 9,4% des livreurs français de lait de vache. Après avoir atteint son plus haut niveau en juin (4 250 livreurs), le nombre de livreurs est ramené à l'effectif de décembre 2021. Face au décrochage de la consommation de produits laitiers bio, la demande en lait bio est moindre et les déconversions risquent d'être plus nombreuses en 2023.

Le prix du lait bio a légèrement progressé en 2022. Le prix de base s'est établi à 466 €/1 000 l en 2022 soit +5 €/2021. Son écart s'est fortement réduit avec le prix du lait conventionnel. De +100 €/1 000 l en début d'année, il n'était plus que de +30 € en décembre.



Décrochage préoccupant de la consommation des produits laitiers bio

La consommation de produits laitiers bio a lourdement chuté en 2022 et aucune catégorie de produits laitiers n'est épargnée. Les chutes sont très fortes pour les laits conditionnés (-9% /2021), le beurre (-9%) et l'ultra frais (-10%). Toutefois, ces produits résistent mieux que la crème ou encore les fromages dont les ventes ont dégringolé de -16% /2021. La crème et les fromages ont pourtant une faible représentation en bio (respectivement 2,2% et 1% de part de marché fin 2022). Avec un taux de pénétration de 12%, le lait conditionné bio est recherché par le consommateur. En outre, le lait reste le produit laitier le moins onéreux et son écart de prix avec le lait conventionnel est de 24%. La consommation de produits laitiers non bio a également baissé, mais dans des proportions bien moins importantes. La forte inflation alimentaire, qui touche autant les produits bio que non bio, explique une partie de ce recul qui relève aussi d'évolutions plus structurelles.



Face à la baisse de consommation de produits bio, les grandes surfaces alimentaires ont réduit leur offre en magasin en 2022 de -8,5% /2021. En réaction, les opérateurs laitiers ont dû déclasser davantage de lait. En 2022, en fonction des laiteries, de moins de 15% à plus de 40% du lait ont été déclassés en lait conventionnel. Certains ont également trouvé des opportunités à l'export. Pour 2023, les opérateurs laitiers ne voient pas une reprise de la demande de produits laitiers bio par les ménages. A court terme, presque tous les opérateurs ont stoppé les conversions. A plus long terme, suite aux déconversions, départs à la retraite et un arrêt des conversions, certains opérateurs estiment que la filière manquera de lait de vache bio d'ici 2 à 3 ans.

La baisse des achats pèse sur les marchés

Dernière révision le 21 février 2023

En France, la baisse des abattages permet le maintien d'une cotation historiquement élevée, face à une demande morose. En Irlande comme au Royaume-Uni, cette baisse de la demande encombre les marchés et pèse sur la cotation.

En Espagne, l'export d'ovins vifs, dynamique, permet d'alléger le marché et de maintenir, comme en France, la cotation de l'agneau au-dessus du niveau des années précédentes.

Viande ovine » France »

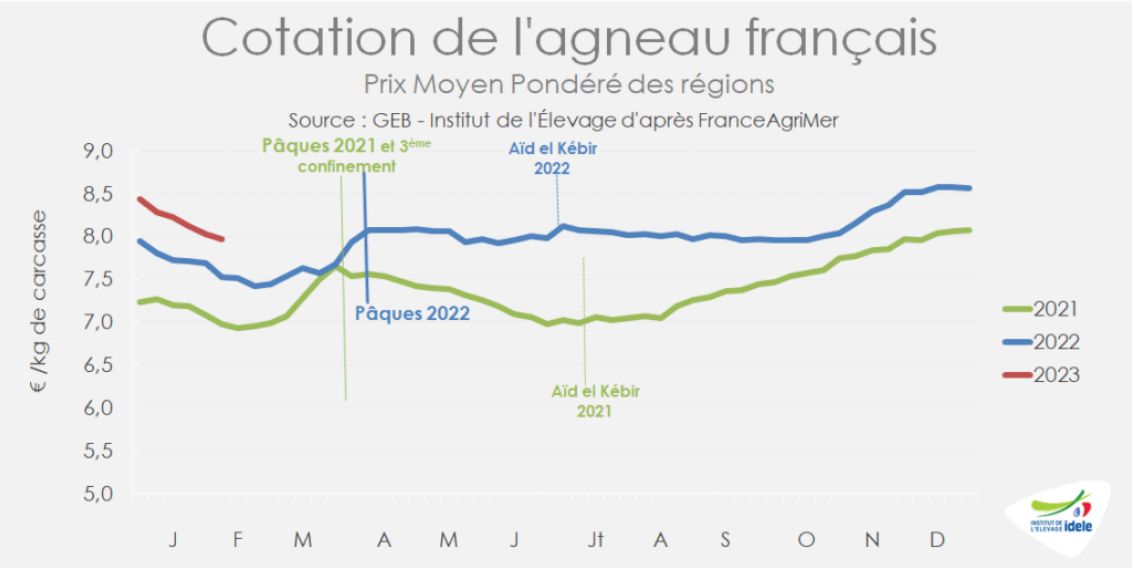
La baisse des abattages soutient le marché

Dernière révision le 21 février 2023

Début février, le cours de l'agneau français poursuit sa baisse saisonnière sous l'effet d'un alourdissement du marché par les sorties d'agneaux Lacaune face une demande traditionnellement basse à cette période de l'année. Dans le contexte actuel de baisse du pouvoir d'achat des ménages, la limitation des abattages et une éventuelle hausse des envois de vifs permettraient de réguler l'approvisionnement.

Le cours de l'agneau se maintient

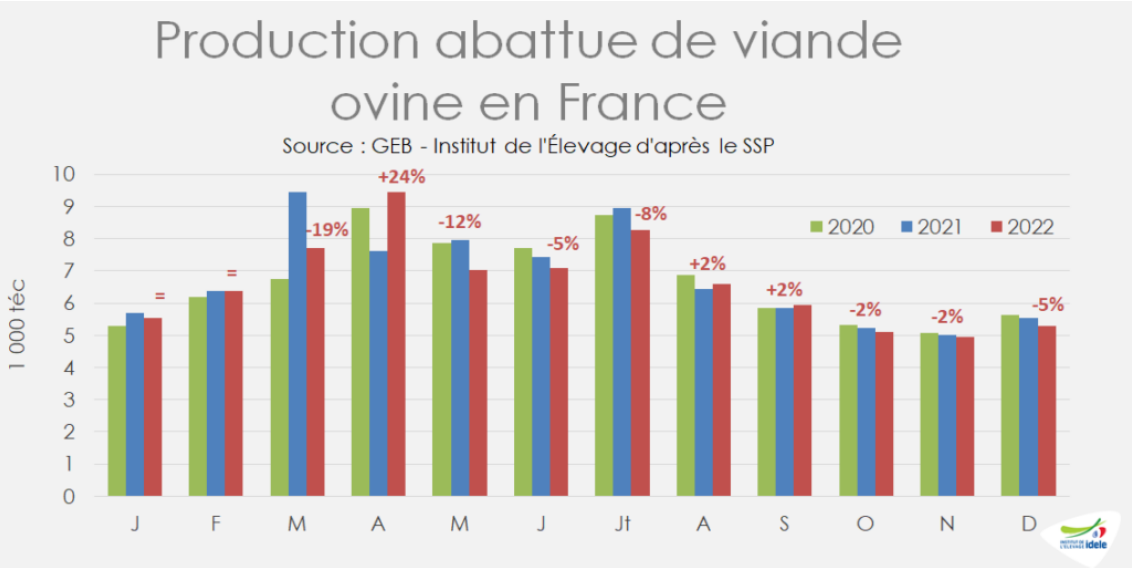
Les **sorties** d'agneaux Lacaune se poursuivent et, face à une **demande** pourtant toujours morose, le cours ne plonge pas. Le marché français ne serait donc pas encombré et deux éléments pourraient permettre d'expliquer ce phénomène :
-la nette baisse des **abattages** depuis le début d'année, selon les données d'Ovinfos. L'aval reste particulièrement prudent dans ses commandes auprès des abatteurs dans un contexte de tension du pouvoir d'achat des ménages ;
-une éventuelle hausse des **exportations d'ovins vifs** début 2023 (à vérifier une fois les donnée douanières publiées).
La **cotation** française recule de façon saisonnière, mais se maintient bien au-dessus du niveau des années précédentes : en semaine 6 de 2023, elle s'élevait à 7,97 €/kg, en hausse de +0,28 €/kg /2022 et de +0,89 €/kg /2021.



L'**IPAMPA ovin viande** s'est de nouveau légèrement déprécié en décembre (138,1 points), mais reste tout de même +18 points au-dessus de son niveau de 2021. L'indice énergie et lubrifiants était en hausse de +25% /2021, celui des engrais et amendements de +26%, et celui des aliments achetés de +27%.

Nouvelle baisse des abattages d'agneaux en décembre

Selon *Agreste*, la **production** abattue de viande ovine était en repli de -5% d'une année sur l'autre en décembre, à 5 300 téc. Le nombre **d'agneaux** abattus a encore diminué (-7% /2021 et – 9% /moyenne quinquennale). En volume, la baisse est de -6%, le poids de carcasse moyen étant en très légère hausse +0,3%, à 17,7 kgéc.
Les **réformes** étaient de nouveau en hausse d'une année sur l'autre en décembre (+3,2% /2021, mais- 2% /moyenne quinquennale). La hausse des volumes abattus est légèrement moindre (+2,7%), du fait d'un allègement des carcasses (-0,5% /2021 à 26,8 kgéc), en lien avec des abattages plus précoces.

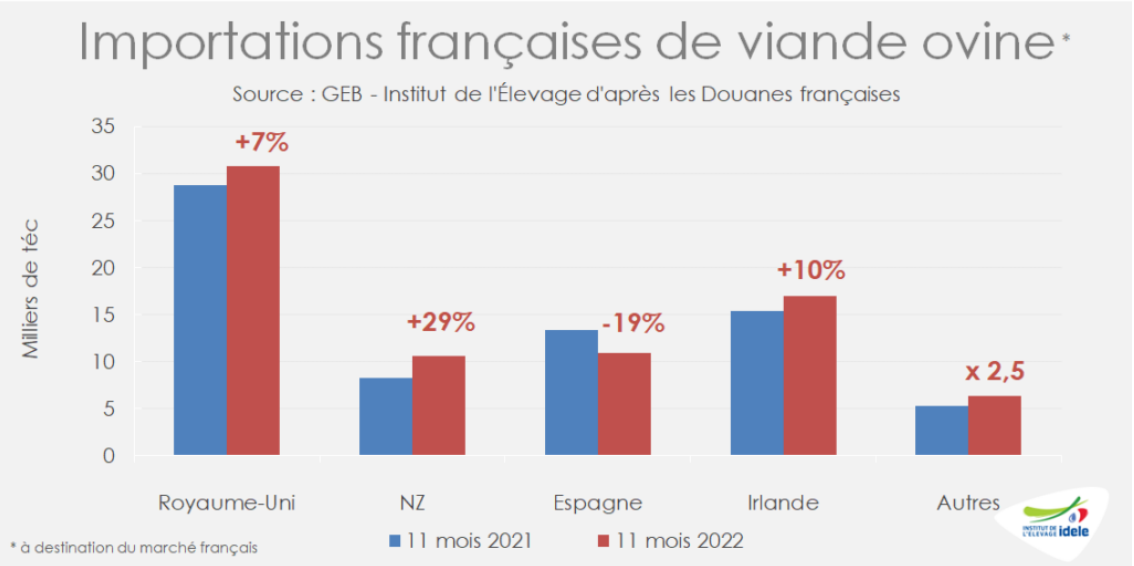


En **2022**, la production s'est finalement repliée de -3% /2021, à 79 000 téc, avec des effectifs d'agneaux abattus en net recul (-4% /2021), partiellement compensés par des réformes plus nombreuses (+5%). Des éleveurs ont décapitalisé pour faire face à la baisse des disponibilités fourragères (sécheresse) et à la cherté des aliments achetés (inflation).

La chute des **importations d'agneaux vivants** espagnols de septembre à novembre (respectivement -53%, -67% puis -17% /2021), en grande partie pour cause de variole ovine, a aussi été un obstacle à l'approvisionnement du marché français.

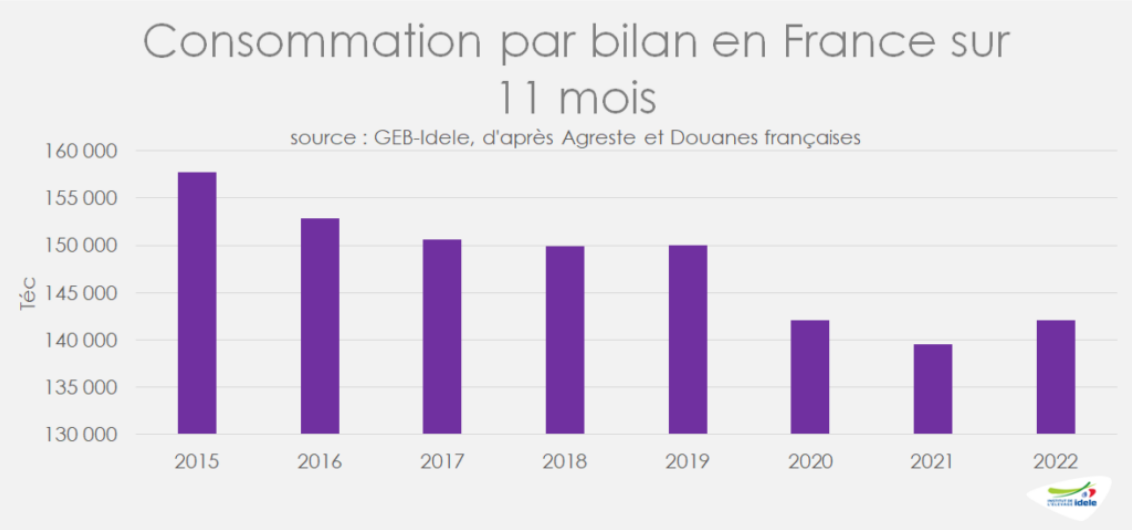
Des importations encore croissantes d'une année sur l'autre

En **novembre**, les importations françaises de viande ovine ont continué de croître d'une année sur l'autre, de +5% /2021, à 6 900 téc. Les achats de viande néozélandaise sont restées dynamiques (+22% /2021), tout comme ceux de viande britannique (+13%), tandis qu'ils ont fléchi en provenance d'Irlande et d'Espagne (respectivement -9% et -18% / nov. 2021).
De **janvier à novembre 2022**, 75 700 téc ont été importées en France, soit +6% /2021, mais -4% comparé à la moyenne des cinq dernières années. Seuls les achats de viande ovine espagnole ont reculé sur la même période, d'une année sur l'autre.



Le disponible sur le marché français s'améliore, mais reste réduit

Les abattages français sont en repli tandis que les importations – malgré un regain – restent modérées, ce qui affecte d'autant le disponible français : de janvier à novembre 2022, il a progressé modestement (+2% /2021), pour demeurer **faible**, en repli de -3% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.



Viande ovine » UE et monde »

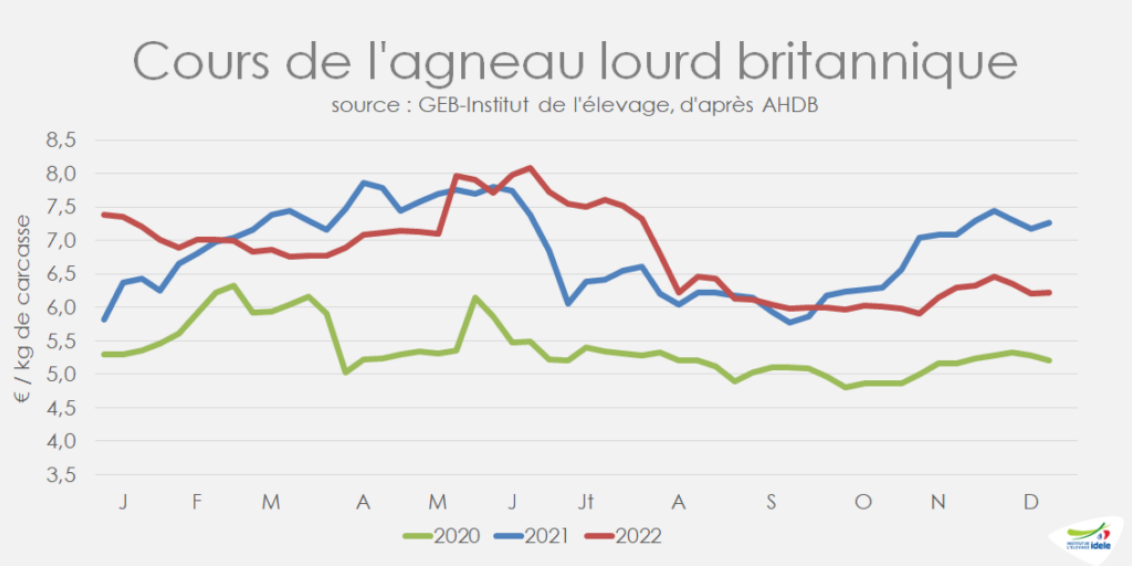
Les pays exportateurs de viande ovine à la peine

Dernière révision le 21 février 2023

Les cours des agneaux irlandais et britanniques démarrent l'année à de modestes niveaux. La faiblesse de la demande, notamment à l'export, engorge les marchés. En Espagne comme en France, respectivement importateur et exportateur de vif, les cours restent historiquement élevés. En Nouvelle-Zélande, ils sont bas, proches des 4 €/kg.

Royaume-Uni : une cotation sous le niveau des années précédentes

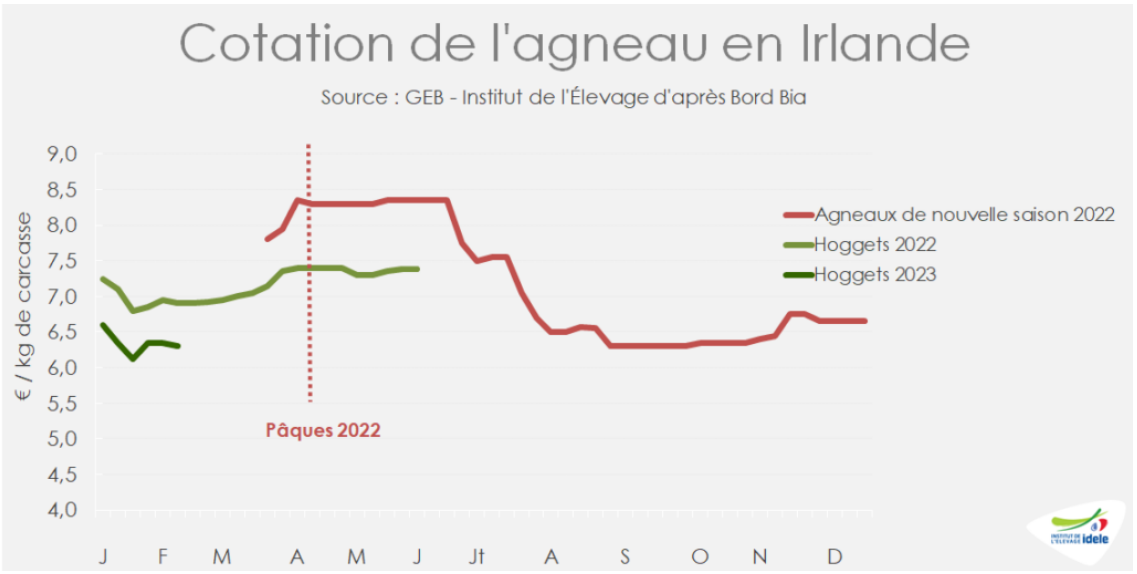
Début 2023, le **cours** britannique se maintient sous son niveau de 2021. En semaine 6, il se situait à 5,60 €/kg, en chute de -1,41 € /2022 et de -1,20 € /2021. La livre sterling a perdu -5% de sa valeur face à l'euro en janvier.



La **production** britannique de viande ovine a totalisé 276 400 t en 2022, en hausse de +4% /2021, mais en retrait de -5% par rapport à la moyenne quinquennale. Elle démarre l'année au même niveau qu'en 2022 alors que les effectifs d'agneaux abattus ont augmenté de +3% /2021 et ceux des réformes de +11% : la chute du poids de carcasse moyen des ovins abattus (-3%) explique ce résultat.
En 2022, les **exportations** britanniques de viande ovine ont totalisé près de 79 000 t, en hausse de +8% /2021. Les volumes expédiés vers la France ont baissé de -3% et ceux vers les Pays-Bas de -24%. Ils en revanche bondi vers l'Irlande (+90% /2021), ce qui est surprenant, l'Irlande étant exportateur de viande ovine. Des investigations s'avèrent nécessaires pour comprendre les causes d'un tel bond. Les exportations vers l'Allemagne (+15%), la Belgique (+18 %) et l'Italie (+40 %) ont aussi progressé.
Les **importations** ont aussi augmenté, de +21% entre 2021 et 2022, totalisant 64 000 t. Elles ont été multipliées par quatre en provenance d'Irlande, ont progressé de +2,5% en provenance de Nouvelle-Zélande et de +5% d'Australie.

Irlande : les éleveurs manifestent face à la chute des cours de l'agneau

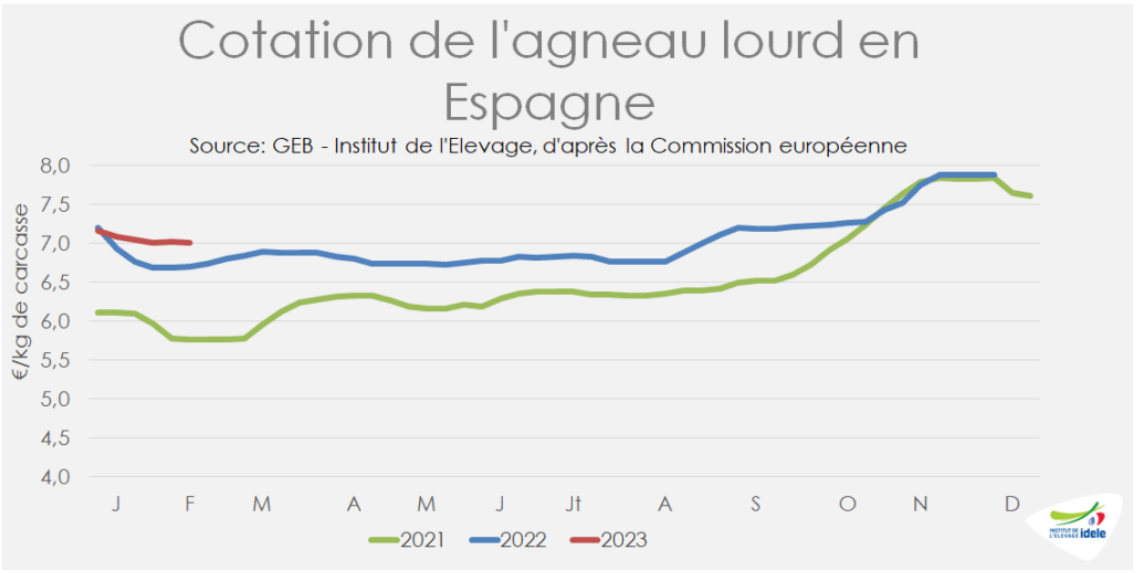
La **cotation** irlandaise du *Hoggets* poursuit sa baisse saisonnière. Son bas niveau reflète très probablement un marché encombré, la demande étant toujours ralentie sur les marchés à l'export. Début février, les éleveurs irlandais étaient dans la rue pour exprimer leur mécontentement et leurs inquiétudes, croissantes dans un contexte de charges élevées.
En semaine 6 (se terminant le 12 février), le cours s'établissait à 6,30 €/kg, soit -0,60 €/kg sous son niveau de 2022 et -0,10 €/kg sous celui de 2021.



Sur les 6 premières semaines de 2023, les **abattages** d'ovins irlandais ont progressé de +4% /2022, à 314 350 têtes, avec +2% pour les agneaux et +13% pour les réformes. Ils étaient aussi plus élevés qu'en 2021 et 2020 sur la même période.
L'offre abondante et le prix attractif de l'agneau irlandais ont dynamisé les **exportations** de viande ovine, de +12% /2021, à 60 640 téc en 2022, dont +23% vers le Royaume-Uni et +12% vers la France.

Espagne : des envois de vifs dynamiques

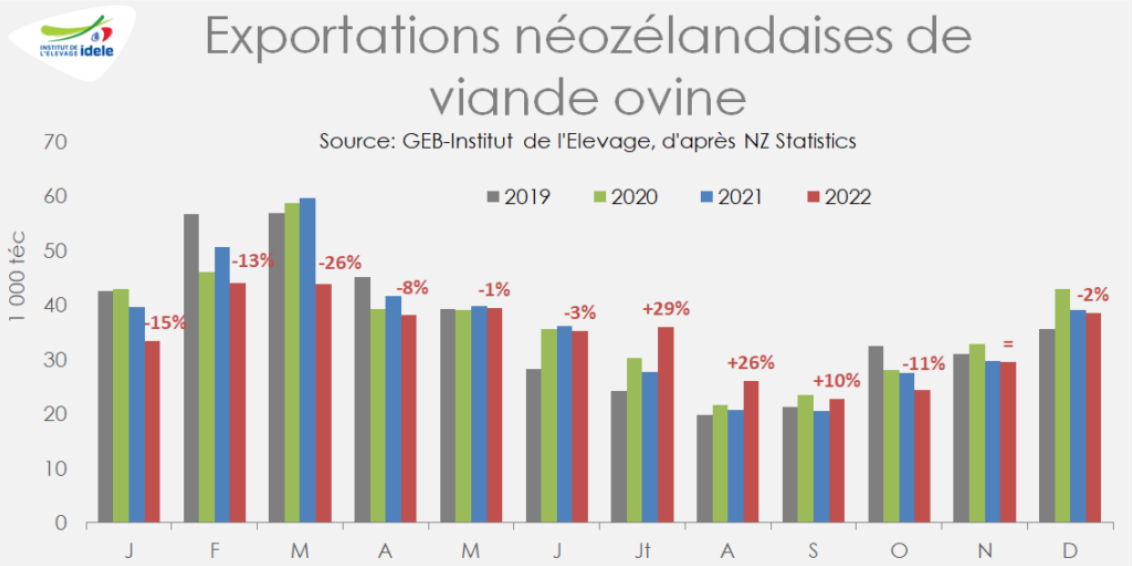
Le **cours** espagnol démarre l'année au-dessus du niveau des années précédentes : en semaine 6, il atteignait 7,01 €/kg, soit +0,32 € /2022 et +1,24 € /2021.



Sur 11 mois 2022, la **production** abattue était en léger recul, de -0,6 % d'une année sur l'autre, à 107 000 t, tandis que les effectifs d'ovins abattus reculaient plus fortement, de -3,5%, notamment du fait de la forte hausse des abattages de réformes (+42% en effectifs et +46% en volume), avec un poids de carcasse moyen plus élevé. Les effectifs d'agneaux abattus ont quant à eux chuté de -8% /2021 (-9% en volume).
Du côté des **exportations**, la tendance se poursuit : hausse des envois de vifs et baisse des envois de viande ovine. Toujours sur 11 mois, les exportations de viande ovine espagnoles se sont en effet repliées, de -9% /2021, à 47 000 téc, principalement vers la France (-14% /2021). En revanche, les envois d'agneaux vivants ont dans le même temps progressé de +18% /2021, principalement vers la Jordanie, tandis que ceux de réformes ont bondi de +77%.
Un nouveau foyer de **variole ovine** a été détecté en Espagne, dans la province de Ciudad Real : mi-février, on en dénombrait 26 dans le pays.

Nouvelle-Zélande : baisse des exportations en 2022

En 2022, la **production** néozélandaise de viande ovine a été presque stable (-0,5% /2021, à 437 000 t), malgré des effectifs réduits d'agneaux abattus (-5% /2021, à 18 millions de têtes), et de réformes (-2%, à 3,5 millions de têtes).
Les **exportations** de viande ovine ont parallèlement baissé de -5% d'une année sur l'autre, avec un net repli vers la Chine (-17% /2021), partiellement compensé vers l'UE-27 (+22%, dont +9% vers la France, +24% vers l'Allemagne, +14% vers les Pays-Bas et x3 vers la Grèce). Elles ont aussi progressé vers le Canada (+14%), mais ont reculé vers les Etats-Unis (-7%).


Exportations néozélandaises de viande ovine
Source: GEB-Institut de l'Elevage, d'après NZ Statistics
2019
2020
2021
2022
1 000 téc
70
60
50
40
30
20
10
0
-15%
-13%
-26%
-8%
-1%
-3%
+29%
+26%
+10%
-11%
=
-2%
J
F
M
A
M
J
Jt
A
S
O
N
D

Hausse moins rapide du prix du lait que des charges

Dernière révision le 21 février 2023

La fin de l'année 2022 est marquée par la poursuite de la dynamique de production laitière et une revalorisation du prix du lait, qui reste néanmoins faible par rapport à la hausse des charges.

Cette situation entrainant une dégradation importante des marges des producteurs, n'a pu laisser indifférents les syndicats qui appellent à une nouvelle revalorisation du prix du lait.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

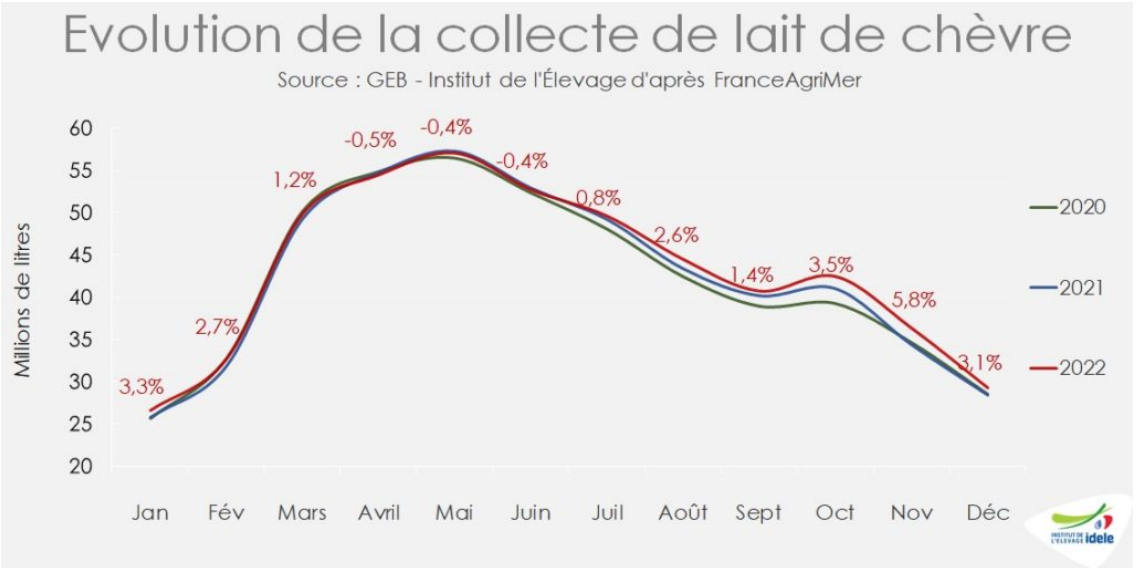
Collecte croissante fin 2022

Dernière révision le 21 février 2023

La conjonction de la hausse de la collecte et de la reprise des importations a accru les disponibilités en lait de chèvre en fin d'année. Les stocks de report sont restés étoffés face à la perte de vitesse des fabrications de produits caprins.

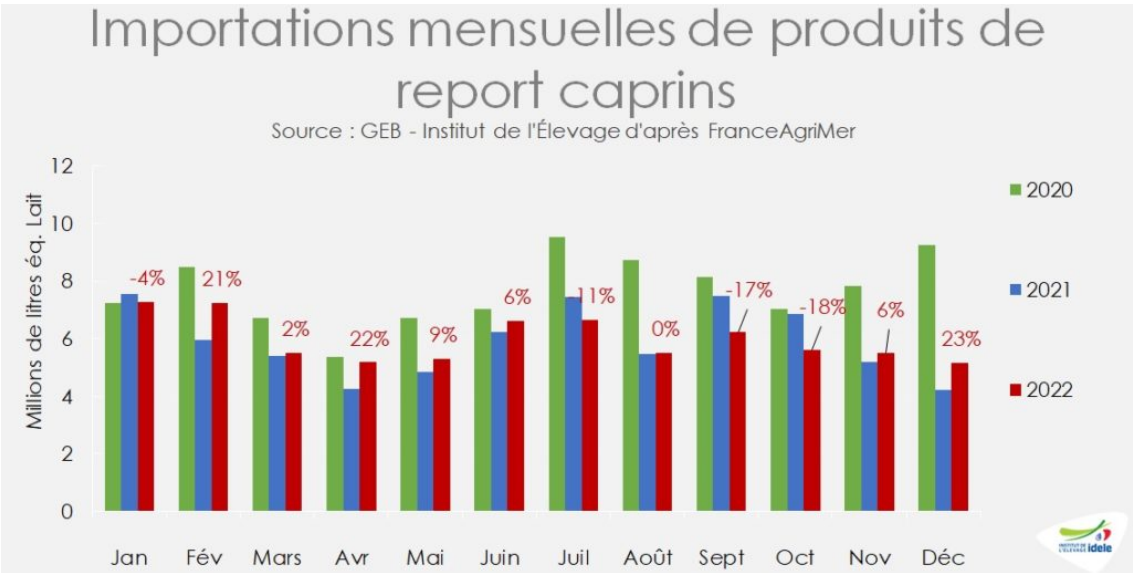
Collecte dynamique en fin d'année

Malgré la baisse saisonnière, la collecte nationale de lait de chèvre en décembre a encore confirmé sa dynamique haussière entamée depuis le 2ème semestre de l'année 2022. Cette hausse s'est accentuée durant l'automne, d'autant que les fourrages récoltés au printemps sont de bonne qualité, aboutissant en novembre et en décembre à une augmentation de +5,8% et 3,1% d'une année sur l'autre, respectivement à 36,4 et 29,2 millions de litres de lait. La collecte cumulée sur toute l'année 2022 s'établit à plus de 515 millions de litres, soit une progression de +2% /2021. Elle a progressé en Nouvelle-Aquitaine (+1% /2021), dans les Pays de la Loire (+1%), en Occitanie (+2%) et dans le Centre-Val de Loire (+5%), mais a reculé en AURA (-2%).



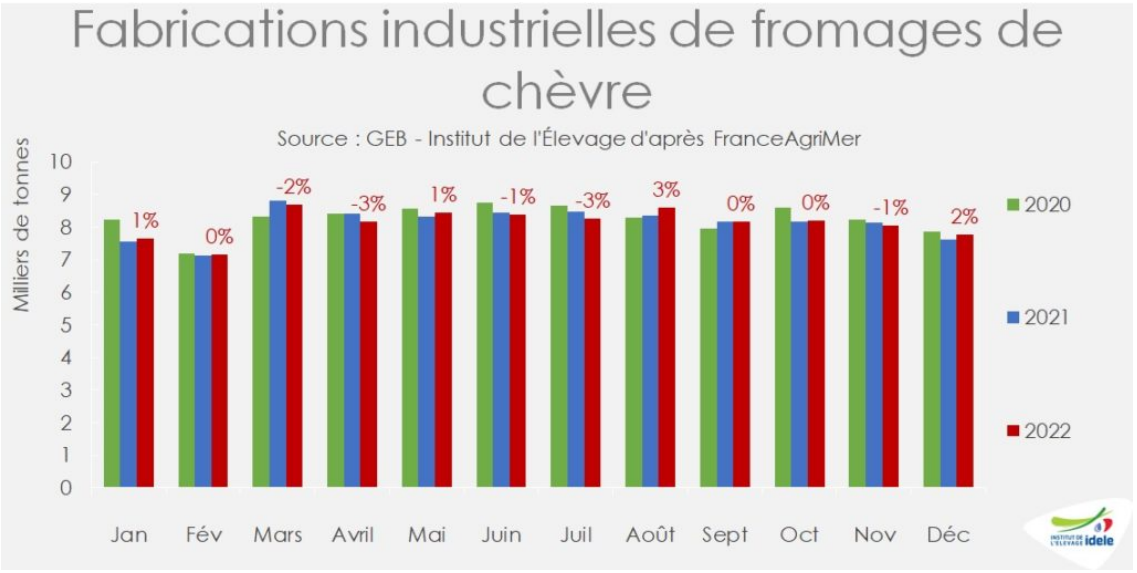
Les importations en dents-de-scie

Les importations de produits de report ont fortement augmenté en fin d'année. En décembre 2022, elles se sont établies à 5,1 millions de litres, soit un bond de +23% /2021. Sur toute l'année, les importations ont évolué en dents-de-scie avec un cumul annuel à 71,8 millions d'équivalent litres de lait, soit une légère progression de +1% /2021. Ainsi, l'approvisionnement national en lait de chèvre (collecte+importations) a dépassé 587 millions de litres, en hausse de +2% /2021.

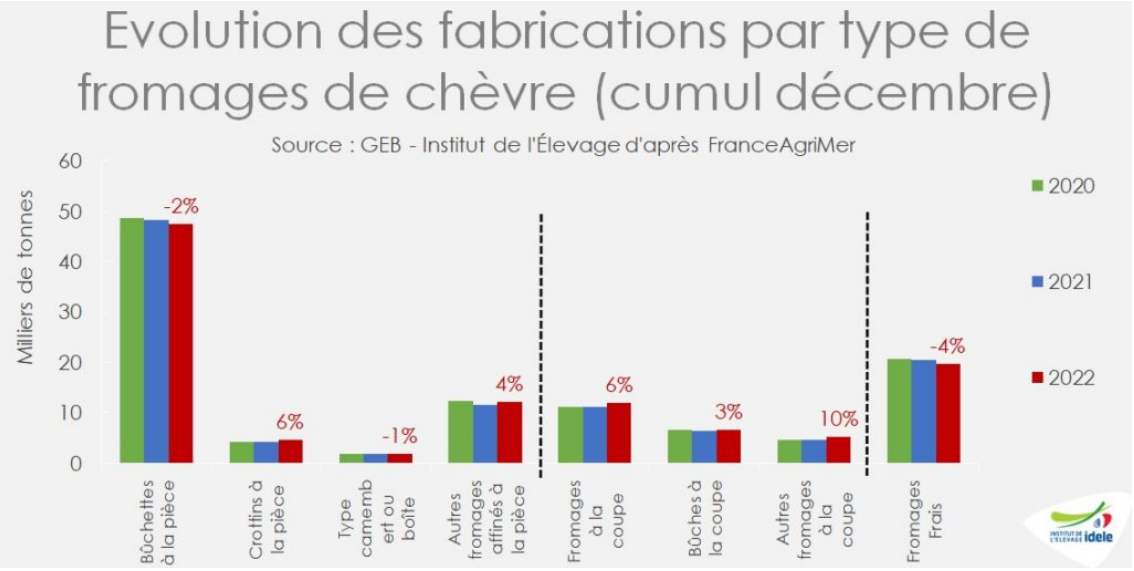


Reprise des fabrications

En décembre 2022, les fabrications de fromages au lait de chèvre ont progressé de +2% /2021, à 7 800 t. Cumulées sur toute l'année, les fabrications de fromages sont restées relativement stables, à plus de 97 000 t.

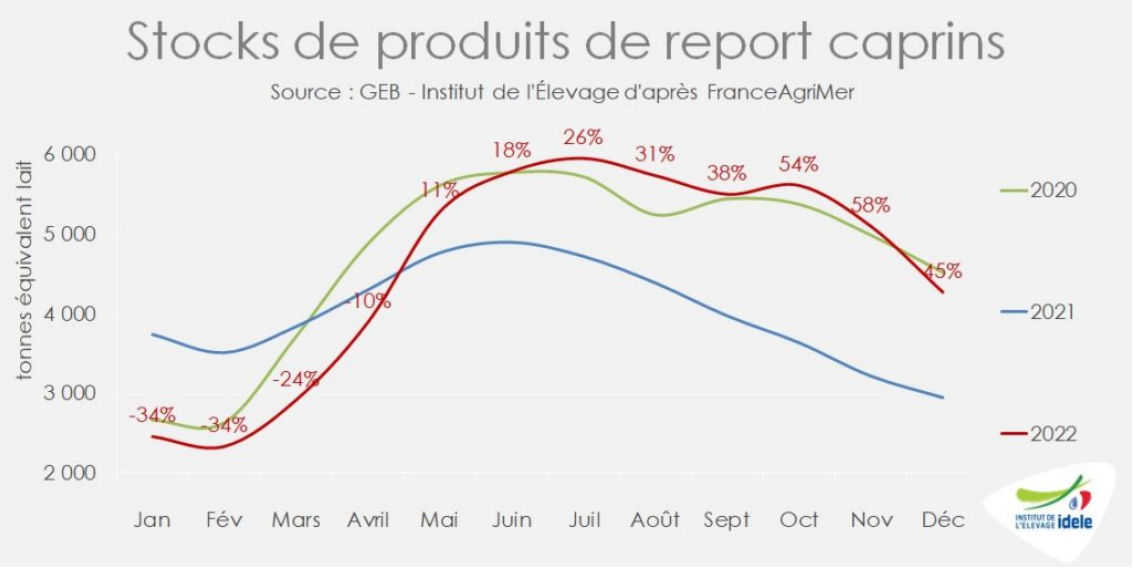


Sur l'année, le fléchissement des fabrications est respectivement de -2% et -4% /2021 sur les bûchettes à la pièce (39 800 t) et les fromages frais (16 500 t), sachant que les deux font plus de 70% des fabrications. Les fabrications des autres types de fromages (crottins à la pièce, autres fromages affinés à la pièce, fromages à la coupe, bûches à la coupe et autres fromages à la coupe) ont en revanche progressé, de +3% à +10% /2021 selon les types de fromages, à l'exception des camemberts (-1% /2021).



Stocks de reports étoffés

Les stocks de produits de reports ont poursuivi leur baisse saisonnière amorcée au 2nd semestre. Depuis lors ils ont retrouvé leur niveau de 2020, soit un niveau bien supérieur à 2021. A 4 300 t en décembre, ils ont dépassé de +45% le bas niveau de 2021, mais restent relativement modestes.



Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

La hausse du prix du lait a été moins forte que celle des charges en 2022

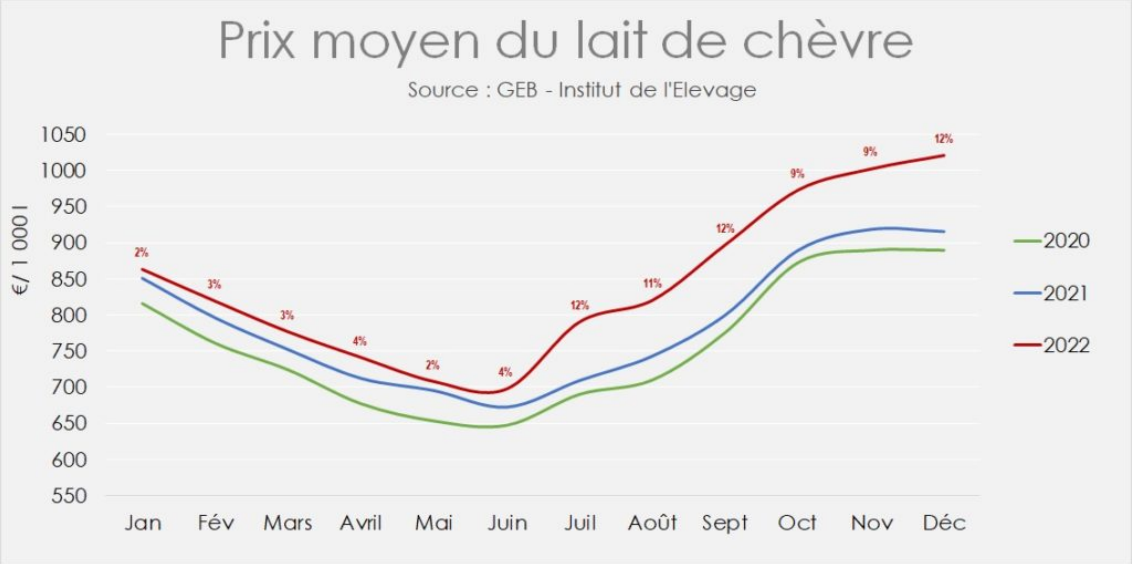
Dernière révision le 21 février 2023

Au 4ème trimestre, le prix moyen du lait de chèvre a fortement progressé d'une année sur l'autre, sous l'effet de la hausse du prix de base. Cependant, les éleveurs doivent faire face à la hausse des charges bien supérieure, ce qui rogne leurs marges.

Hausse de 14% du prix de base au 4ème trimestre

Le prix de base du lait de chèvre (à la composition standard 35MG / 30MP) s'est établi à 895 €/1 000 litres au 4ème trimestre 2022. Il a fortement évolué sur l'année par rapport à l'année précédente, allant de +5% au 1er trimestre à +14% au 4ème trimestre. Sur l'année, la moyenne annuelle pondérée du prix de base s'établit à 763 €/1000 litres, soit une hausse de +69 € (+10%) par rapport à l'année passée.

Au 4ème trimestre, le prix de base du lait de chèvre est le plus élevé dans le Sud-Est, à 924 €/1 000 litres, soit +14% /2021. Les bassins du Centre et du Sud-Ouest arrivent ensuite, avec des prix de base qui s'établissent à 912 € et 894 €/1 000 litres respectivement, soit +15% et +11% /2021. Le bassin du Centre-Ouest ferme la marche avec un prix de base à 885 €/1 000 litres, avec une hausse relative de +13% /2021.



Détérioration de la composition du lait de chèvre

La composition du lait de chèvre s'est encore dégradée au 4ème trimestre 2022 dans le prolongement de la tendance baissière amorcée au 3ème trimestre. Le taux butyreux a diminué de -2,8% /2021, à 41,7 g/l. La dégradation est la plus marquée dans les bassins Centre et Sud-Est respectivement de -3,6% à 41,5 g/l et -4% /2021 à 39,6 g/l. Elle est moindre dans le Centre-Ouest et Sud-Ouest de respectivement -2,3% à 42,2 g/l et -2,4% /2021 à 40,9 g/l.

Le taux protéique de la collecte nationale a aussi reculé au 4ème trimestre de -0,8% /2021, à 37,5 g/l. La dégradation de la composition du lait est similaire dans toutes les régions à l'exception du Centre où la baisse est plus forte (-2,7%).

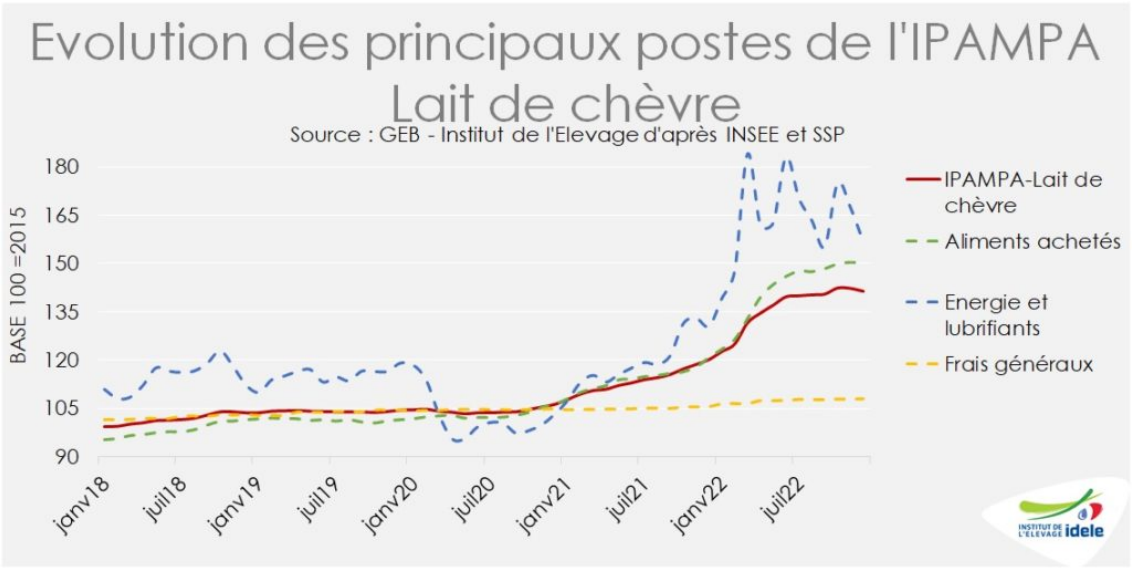
Forte progression du prix payé aux livreurs

Le prix moyen national du lait de chèvre payé aux livreurs au 4ème trimestre s'établit à 997 €/1 000 litres, une progression de 90 € d'une année sur une autre (+10% /2021). En décembre 2022, le prix moyen payé a progressé de +12% /2021, à 1 022 €/1 000 litres.

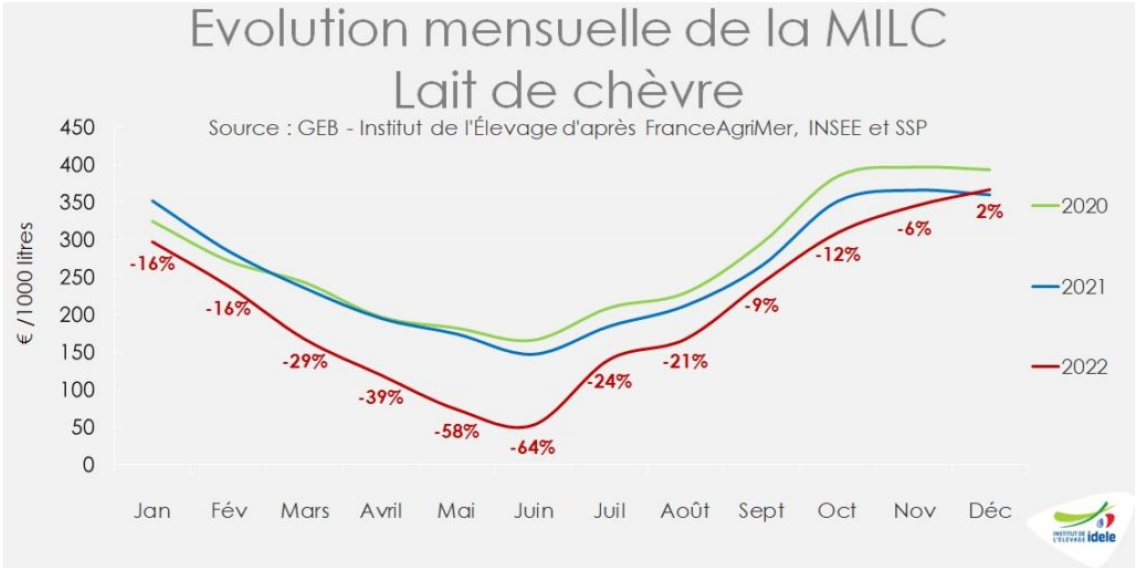
Au 4ème trimestre, le prix moyen le plus élevé se trouve dans les bassins Centre et Sud-Est (1 025 €/1 000 litres, soit +9% à +10% /2021). Arrivent ensuite les bassins du Sud-Ouest (994 €/1 000 litres, soit +12% /2021) et Centre-Ouest (982 €/1 000 litres, soit +9% /2021).

Forte hausse des charges

L'année 2022 a été marquée par la hausse des charges en élevage. A l'indice 136 en moyenne annuelle (base 100 = 2015), l'IPAMPA a bondi de près de +20% /2021. L'alimentation achetée, principal poste de charge en élevage caprin, a augmenté de +24% /2021, mais c'est surtout le poste « énergie et lubrifiants » qui a connu une forte envolée de +37% /2021.



La MILC poursuit sa valorisation saisonnière amorcée depuis juillet 2022. En décembre, elle s'établit à 366 € /1 000 litres, soit une légère progression de +2% /2021. Cumulée sur l'année, la MILC s'est toutefois dégradée de -20% /2021, à 209 €/1 000 l.


Evolution mensuelle de la MILC
Lait de chèvre
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, INSEE et SSP
€ /1000 litres
450
400
350
300
250
200
150
100
50
0
Jan
Fév
Mars
Avril
Mai
Juin
Juil
Août
Sept
Oct
Nov
Déc
2020
2021
2022
-16%
-16%
-29%
-39%
-58%
-64%
-24%
-21%
-9%
-12%
-6%
2%

Dernière révision le 21 février 2023

La décapitalisation ouvre la porte aux importations

2022 a été une année paradoxale. Des prix jamais atteints pour les bovins… mais face à une hausse record des prix des intrants à laquelle s'est ajoutée une sécheresse historique. Les revenus des éleveurs spécialisés ont stagné à un bas niveau. La décapitalisation s'est accélérée. La consommation s'est maintenue malgré l'inflation et les importations sont venues combler le manque de viande française. La production baissera de nouveau en 2023, ouvrant encore un peu plus grand la porte aux importations.

Retour de l'inflation

En 2022, la hausse des prix de toutes les matières premières alourdit l'inflation plus vue depuis très longtemps pour les consommateurs français, de 6,7% en rythme annuel et même de 13% pour l'alimentation et la viande bovine. Et pourtant, la consommation de bœuf aurait très légèrement progressé l'an passé.

Des revenus très modestes pour les éleveurs spécialisés

Inflation des charges plus effets de la sécheresse signifient des revenus stagnant à des niveaux très modestes pour les naisseurs spécialisés INOSYS (moins de 18 000 €/ travailleur familial), et plus bas encore pour les engraisseurs de veaux sous la mère. A l'inverse, l'embellie des revenus est proportionnelle à la part de céréales de vente. Ceux des polyculteurs-éleveurs bovins seraient ainsi record en 2022.

Décapitalisation accélérée

Dans ces conditions, comment s'étonner de la décapitalisation allaitante, qui s'est encore accélérée à -3% en 2022 ? Comme la restructuration laitière s'approfondissait également à -2%, le cheptel de vaches aura donc perdu 190 000 têtes en un an et près de 840 000 en 6 ans.

Baisse de production et retour des imports

Cette décapitalisation avait d'abord permis de maintenir le même niveau de production, jusqu'en 2021. Mais en 2022, la chute a été brutale : -4,7%, avec un fort recul des abattages de mâles et de réformes laitières doublé d'un allégement des carcasses lié à l'inflation sur les grains. De même, les disponibilités en broutards ont fortement reculé, aboutissant à des exports en baisse de -7%. La baisse de la production de veaux de boucherie a même atteint -7%. Le manque de disponibilités en France s'est traduit par une forte augmentation des importations, favorisée par le rebond de la restauration après 2 années de Covid et malgré une production européenne en baisse.

2023 : navigation à vue

La visibilité reste quasi nulle sur les évolutions géopolitiques mondiales et les marchés des matières premières, avec des perspectives économiques médiocres selon la Banque Mondiale. La Commission parie sur une stabilisation des abattages européens. En France, nous prévoyons une moindre baisse de la production qu'en 2022 (-1,6% en 2023) sauf pour les vaches laitières en repli plus marqué. Les aides ne vont pas augmenter avec la réforme de la PAC. La demande française de bœuf semble solide en comparaison d'autres protéines animales, surtout pour le haché. Du coup les importations devraient encore augmenter pour la satisfaire, faute de disponibilités locales… Paradoxe toujours !


DOSSIER ANNUEL
BOVINS VIANDE
Année 2022
Perspectives 2023
N° 536 - Janvier 2023
18 €
Économie de l'élevage
INSTITUT DE L'ELEVAGE idele
2022 : année de tous les paradoxes, peu favorable aux naisseurs
2023 : peu de visibilité, une demande qui parait solide
• GROS BOVINS - La décapitalisation et ses conséquences
• BROUTARDS - L'offre limitée réduit les exportations
• LE SECTEUR VEAUX DE BOUCHERIE - Chute des abattages sur fond de coûts de production élevés
• RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des évolutions contrastées malgré la forte hausse des prix de vente des bovins